

**LES RELATIONS VILLES-CAMPAGNES
DANS LE DEPARTEMENT DE MATAM**

par

**André LERICOLLAIS, Monica SELLA
John MAGISTRO, Madiodio NIASSE, Christophe MUTTALL**

**POUR LE PROGRAMME
"SENEGAL RIVER BASIN MONITORING ACTIVITY"
REALISE PAR "INSTITUTE FOR DEVELOPMENT ANTHROPOLOGY"
BINGHAMTON, NEW-YORK**

mai 1990

AYANT-PROPOS

Rappel des objectifs

Le programme de suivi des activités dans le bassin du fleuve Sénégal (SRBMA) s'est d'abord intéressé aux systèmes de production agro-pastoraux traditionnels, à la culture irriguée et à la transformation de l'environnement dans la perspective de la maintenance d'une crue artificielle.

L'étude des relations villes-campagnes (Rural-Urban: RU), que nous avons entreprise est centrée sur les rapports existant entre l'évolution du secteur agricole et la dynamique des échanges commerciaux. Nous devons au préalable retracer l'évolution récente du peuplement dans ses effectifs et dans sa répartition géographique. L'analyse des unités de production va montrer comment a évolué la pluri-activité, déjà repérée avant les années de sécheresse, comment elle se traduit en terme d'emploi de la force de travail et d'origine des ressources au niveau de l'unité domestique. L'évaluation des productions agro-pastorales présentée à l'échelle régionale, avec leurs fluctuations inter-annuelles, est préalable à l'analyse des flux marchands. Le commerce sous toutes ses formes va être examiné, les échanges au sein même des villages, les fonctions des boutiques, l'importance et les rythmes saisonniers des marchés, les réseaux constitués par de grands commerçants grossistes. Nous aurons ensuite à inventorier les autres aspects des relations villes-campagnes: les fonctions d'encadrement et de service. Nous serons alors en mesure de discuter les conséquences prévisibles sur les secteurs d'activités dans la moyenne vallée des options pour l'aménagement : maintien d'une crue artificielle ou régularisation du débit du fleuve.

Les informations utilisées

Pour traiter la question des relations villes-campagnes dans la moyenne vallée du Sénégal, nous avons réuni des informations qui peuvent être classées dans quatre rubriques.

La répartition géographique et la dynamique du peuplement (1 ère partie)

Les sources sont les rôles tenus pour l'impôt dans les sous-préfectures et les recensements de 1976 et de 1988. Nous disposons d'informations complémentaires sur la répartition de l'habitat, la mobilité saisonnière de la population et l'organisation sociale traditionnelle. L'enquête réalisée dans 17 villages fournit des renseignements complémentaires, au plan démographique sur les statuts traditionnels des habitants et sur la population active émigrée.

Les systèmes de production agro-pastoraux (2 ème partie)

Nous partons des villages étudiés par l'équipe IDA dans les arrondissements de Kanel et d'Duro-Sogou. Afin de cerner toutes les formes et l'étendue de la pluri-activité un questionnaire succinct (cf. document annexe) est passé près de tous les chefs de foyer des villages suivis, soit à

- Kavel-Dialoubé, Doumga-Rindiaw, Mbakhna (transect de M. NIASSE)
 - Fété-Niébé, Mogo-Yalébé, Mbanane, Boynadji-Roumdé, Tiguéré-Siré (transect de Ch. NUTTALL)
 - Tiemping, Foumihara-Demboubé (transect de J. Magistro)
- Cette enquête s'est étendue à d'autres villages, vers l'amont, au transect :
- Hamadi-Ounaré dans l'arrondissement de Kanel

- Adabéré, Fadier, Sintiou-Fadier, Yérimalé-Foulbé et Yérimalé-Torobé, dans l'arrondissement de Sémmé)
et vers l'aval, au transect de:

- Agnam-Goli dans l'arrondissement de Tilogne.

L'information ainsi rassemblée est confrontée aux données obtenues au niveau des sous-préfectures, des services de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts, et de la SAED.

Nous pensons que les situations les plus significatives ont été saisies, sans pour autant prétendre à l'exhaustivité et à la représentativité.

Nous avons tenté alors de rattacher les unités de production des autres villages du département à ces différents cas de figure en utilisant l'information disponible, ailleurs ou en notre possession, sur la situation géographique, l'histoire, la population, les activités traditionnelles, l'exploitation des périmètres irrigués de ces villages.

Les échanges et les réseaux commerciaux (troisième partie)

Dans les 17 villages étudiés, puis à Matam et à Ouro-Sogui, les boutiques, les groupements et les entreprises qui s'engagent dans la commercialisation de denrées agricoles sont identifiés. Pour l'analyse des marchés, l'enquête s'appuie sur les suivis déjà réalisés par les chercheurs de l'équipe IDA, notamment les suivis des marchés de Tiemping, de Tiali, de Odobéré et de Kanel dus à J. Magistro. Elle a porté sur douze autres marchés et s'est intéressée aux commerçants des villages étudiés; ceci afin d'établir les quantités achetées ou acceptées comme paiement, l'origine de ces produits, les périodes d'achat et de vente, la destination des produits et les marges bénéficiaires.

Un inventaire sommaire de l'organisation commerciale a ensuite été dressé pour l'ensemble des Communautés Rurales du Département.

Finalement nous abordons la question des investissements faits par ces entreprises commerciales, soit pour développer leur activité, soit dans d'autres secteurs tels que l'équipement agricole et l'immobilier.

Les équipements et les services (4ème partie)

L'inventaire de tous les équipements, de l'infrastructure, des activités artisanales et commerciales a été dressé avec le concours des présidents des conseils ruraux des douze Communautés Rurales du Département.

John MAGISTRO, Madiodio NIASSE et Christophe NUTTALL sont pleinement associés à la réalisation de la deuxième et de la troisième parties du programme. Cette troisième partie a été organisée et développée avec Monica SELLA.

Abdoul SOW a encadré l'enquête sur le terrain. Les chercheurs ont pu bénéficier de sa connaissance et de son expérience du milieu haalpular. Quatre enquêteurs ont été employés pour le travail d'enquête tandis qu'une autre personne faisait la saisie des questionnaires au fur et à mesure.

La recherche s'est déroulée du premier décembre 1989 au 27 février 1990, avec l'appui et le concours de l'Administration, des responsables de services du Département de Matam, mais aussi avec la participation de commerçants, des vendeurs sur les marchés et des habitants des 17 villages où nous avons enquêtés.

INTRODUCTION

La moyenne vallée amont

Le département de Matam est l'un des plus ruraux du Sénégal. Comme celui de Podor il est administré par une petite agglomération riveraine dont l'activité a longtemps été liée à la navigation sur le fleuve. Le déclin de ces petits centres a été à l'image de la stagnation de la production agricole de la région, tandis que les flux migratoires se diversifiaient et s'amplifiaient vers le bassin arachidier puis vers les villes, enfin vers les pays d'Afrique occidentale et centrale, et vers l'Europe, en particulier en France. Cette émigration s'est développée sous la forme de flux de main d'œuvre ou a conduit à la création de nouveaux foyers de peuplement. Les dernières décennies sont marquées par une croissance démographique forte, le renforcement des flux d'émigration et le lancement de la culture irriguée. Ces facteurs touchent à des degrés divers les collectivités et les secteurs du département.

Nous aurons à identifier les principaux noyaux de peuplement et leur dynamisme différentiel sur le plan démographique.

L'évolution et les perspectives du secteur agricole seront examinées sous l'angle de l'emploi de la force de travail et des fluctuations de la production.

On analysera l'activité commerciale, en particulier le rôle joué par les commerçants des petits centres ruraux dans des filières qui convergent pour l'essentiel à Dakar.

On aura à reconstituer l'effort d'équipement en moyens de communications et en services entrepris au cours des dernières décennies, puis à mesurer l'intensité des relations d'encadrement et de service.

Ces diverses approches nous permettront d'apprécier la réalité des relations villes-campagnes sur l'étendue de ce très vaste département, mais aussi de repérer les relations développées avec des agglomérations situées hors de la région.

Finalement c'est l'état des aménagements hydro-agricoles et ce qu'ils induisent qu'il nous faudra considérer, avant de discuter la progression prévue des surfaces aménagées pour les prochaines décennies et en quoi elle modifiera l'espace agraire et les fondements de l'activité agro-pastorale. Quels effets peut-on en attendre sur l'économie locale, sur l'émigration, les activités commerciales et plus généralement sur les relations villes-campagnes?

Des centres ruraux et des relations villes-campagnes à distance

La notion de relations villes-campagnes implique qu'au moins une partie de la population s'agglomère dans des villes; ces villes étant le lieu d'activités diversifiées qui se développent en rapport avec l'activité et les besoins de la population rurale.

En région sahélienne la mobilité saisonnière conduit à des déplacements souvent de grande amplitude qui infléchissent l'organisation des réseaux d'échanges. Ces mouvements interfèrent avec les aires de polarisation plus ou moins contiguës et hiérarchisées, centrées sur les gros villages. Dans la moyenne vallée du Sénégal les éleveurs et les paysans effectuent depuis toujours des mouvements transversaux vers le fleuve, tandis que les pêcheurs déplacent leurs campements le long du fleuve et des principaux cours d'eau de la vallée alluviale. C'est l'analyse de cette trame croisée qui va expliquer la localisation des villages anciens principaux.

Au temps de la traite le fleuve a été l'axe de pénétration des européens et du commerce qu'il ont développé. Saint Louis à l'embouchure du fleuve et le réseau d'escales fluviales demeurent les témoignages de l'économie de drainage mise en place dès le XVII^{ème} siècle et qui a perduré à l'époque coloniale.

Mais l'époque coloniale a vu se développer une autre forme d'économie extravertie, par le développement de flux de main d'oeuvre vers l'extérieur. La polarisation des activités et du commerce du Bassin Arachidier réalisée par l'agglomération dakaroise s'est très tôt étendue aux régions périphériques à l'économie stagnante, par l'attraction exercée sur une population croissante de plus en plus démunie. Très tôt Dakar est devenue la grande ville des gens du fleuve. Aux échanges locaux, souvent limités au troc, se sont surajoutés des relations économiques à distance accentuant l'insertion des campagnes riveraines dans l'économie marchande. D'où l'image dédoublée d'une région immobile et délaissée, aux petites villes sans activités et sans dynamisme, et d'une urbanisation à distance par l'émigration.

Au cours de la période récente la région riveraine a été soumise à des influences contradictoires. Principalement dépression pour l'agriculture traditionnelle atteinte par les sécheresses successives, mais aménagement de périmètres irrigués et de jardins exploités par des groupements villageois qui pour le moins ont diversifié la production. Accentuation des migrations mais aussi effet induit renforcé de l'afflux monétaire. Cela dans un contexte de croissance démographique forte. Des changements rapides ont eu lieu que nous allons tenter d'analyser sous l'angle des relations villes-campagnes.

I LA DYNAMIQUE DU PEUPLEMENT

Le département, avec une superficie de 22.500 km² et une population de l'ordre de 250 000 habitants, ne compte que quelques petites agglomérations de moins de 10 000 habitants et dont les activités sont à dominante agricoles.

Jusqu'aux années de sécheresse, la répartition de l'habitat et la mobilité saisonnière sont en rapport avec les divers milieux qu'elle exploite. Les flux migratoires qui se développent vers l'extérieur sont d'autant plus importants que les systèmes de production locaux ne fournissent que très peu de denrées commercialisables. La croissance démographique est forte mais la proportion de la population active dans la population totale est plus faible que dans les autres régions du Sénégal en raison de l'émigration des hommes actifs.

I-1 Les fondements de l'organisation sociale

Les caractéristiques de cette population essentiellement rurale sont bien connues. La population, à dominante haalpular, est répartie en groupes statutaires distincts et dont les fonctions, les activités et les modes de vie demeurent marqués, sinon régis, par une éthique ancienne et de fortes références à l'islam.

TABEAU SIMPLIFIÉ DE LA SOCIÉTÉ HAALPULAR.

Catégories sociales	Groupes statutaires	Pouvoirs et fonctions traditionnelles
---------------------	---------------------	---------------------------------------

libre noble

dimo	pulo torodo	aristocratie foncière ancienne, pasteurs chef temporel ou spirituel musulman, cultivateur
	cedo cubalo jawando	ancien guerrier, cultivateur pêcheur courtisan, truchement

libre client

nyenyo fecciram golle (artisan)	mabo baylo sake labo burnajo	tisserand forgeron, bijoutier cordonnier, savetier boisselier potier
nyenyo nyagatobe (personne qui demande)	gawlo bambado	griots généalogistes (pour tous) guitaristes, laudateurs (pour pulo)

dépendant

Jyado	macudo soti be macudo halfabe	serviteurs affranchis serviteurs captifs
-------	----------------------------------	---

LA REPARTITION ETHNIQUE DE LA POPULATION

La répartition géographique des principaux groupes sociaux ne s'accorde pas parfaitement aux vues schématiques qui voudraient mettre chaque groupe dans sa niche écologique : les pêcheurs (cubalo) dans les villages du fleuve - de la zone appelée dandemayo - avec les anciens guerriers (cedo) pour garder les gués, les torodo leurs dépendants et leurs clientèles en bordure du jeeri - sur le jejogol - pour cultiver le walo et le jeeri, et les pulo nomadisant entre le walo et le Ferlo, enfin un peuplement exclusivement haalpular jusqu'à Dembakane, jusqu'à la limite du département de Bakel. La carte dévoile une réalité beaucoup plus complexe et imbriquée.

On trouve de gros villages toorobe dans le dandemayo, qui voient avec de petits villages somono (population de pêcheurs originaires du Mali) des pulo tout à fait fixés, des villages ou des quartiers soninke et même des villages wolof infiltrés dans le peuplement à dominante haalpular.

On peut pour chaque village retrouver un ou plusieurs lignages dominants mais on ne peut négliger la multiplicité des lignages et des groupes statutaires qui y cohabitent. Par conséquent la complexité de l'histoire des villages, la richesse des rapports sociaux ne sauraient s'y réduire à l'histoire de ces familles autrefois dominantes.

1-2 Unités résidentielles et mobilité saisonnière

L'unité résidentielle est la concession c'est à dire l'ensemble des habitations enfermées dans un enclos - galle -. Les habitants reconnaissent l'autorité du chef de maison, le jom-galle. Le gallé se compose d'une ou de plusieurs cuisines, foyre: unités domestiques de base, regroupant les habitants qui prennent les repas ensemble. Le foyre est aussi l'unité de production, assimilée à l'exploitation agricole.

Le village, wuro, regroupe un nombre très variable de galle. Si le village est petit, avec moins d'une dizaine de galle permanents, on l'appelle gourel. Les gros villages, sare, sont divisés en plusieurs quartiers autonomes, legal. Le plus souvent chaque legal se constitue autour d'un groupe statutaire dominant.

Il y a aussi le kinde, souvent un groupe de familles de même origine migratoire, qui conserve des liens matrimoniaux et sociaux privilégiés, mais qui n'est pas regroupé physiquement pour former un quartier.

Les villages ou les quartiers de fondation récente portent le nom de suncan ou de sincu. Ces villages nouveaux ont une population d'origine et de statut divers.

La vie de relation ancienne avait pour trame les rapports institués entre collectivités et villages à l'intérieur des leydi, ces territoires agro-halo-pastoraux mis en évidence par J. Schmitz. A l'habitat sédentaire il faut associer les campements saisonniers liés à l'exploitation ou d'un terroir, ou d'un bief du fleuve ou de pâturages ou simplement à l'exécution d'un travail en des lieux éloignés de la résidence principale. La mobilité saisonnière est fréquente dans le cas des habitants du jeeri qui ont des champs de walo très éloignés, et inversement pour ceux du walo qui doivent se rendre sur le jeeri. Elle est aussi pratiquée par les pêcheurs qui se regroupent à proximité des grands biefs du fleuve, parfois à plusieurs dizaines de kilomètres de leur village, par les éleveurs qui accompagnent la transhumance de leurs troupeaux, mais aussi par les artisans, les courtisans et certains commerçants plus ou moins ambulants. Dans le département de Matam cette mobilité saisonnière de groupes domestiques entiers concerne principalement les habitants du haut jeeri qui cultivent le walo dont les déplacements sont transverses (par exemple les peul de Kirire, de Kavel, de Goudoube) et les pêcheurs du fleuve et du Diamel dont la mobilité est

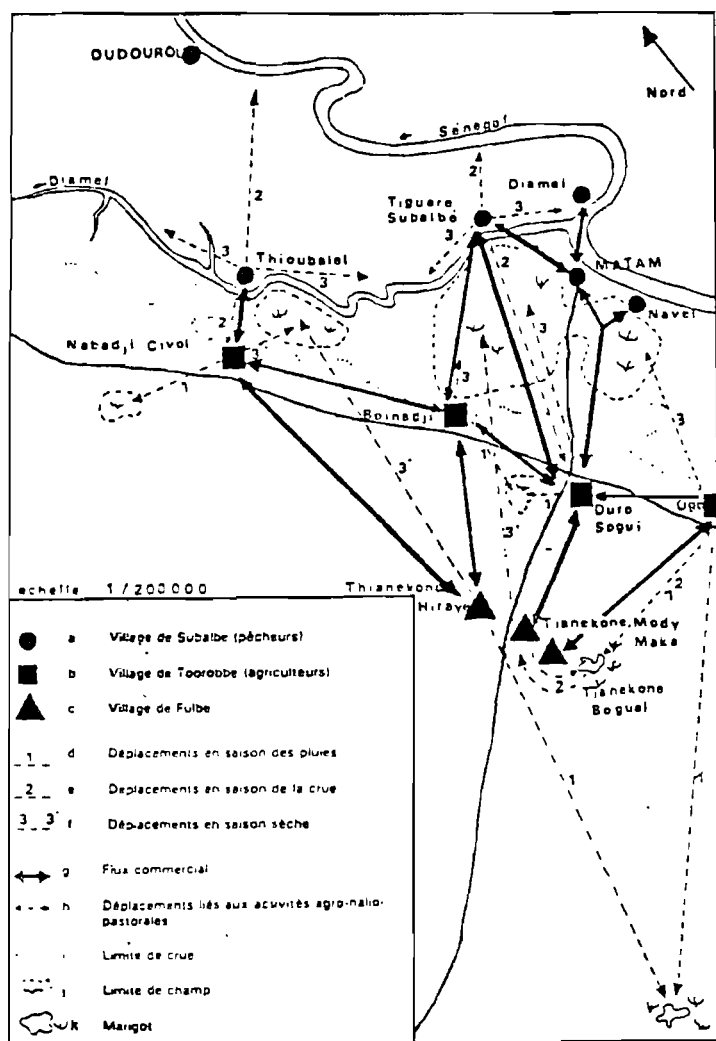
longitudinale (ceux de Mbakhna, de Ranoa, de Tiguéré ...). Ces groupements mobiles fréquentent les villages situés sur leurs itinéraires et s'y approvisionnent .

La localisation des villages sédentaires s'explique par la conjonction de plusieurs facteurs. Ils se situent en bordure du jeeri ou en bordure du fleuve, à proximité des milieux exploitables et de terroirs étendus, dans des sites où l'eau et des communications permanentes sont assurées, enfin à la croisée des itinéraires empruntés lors des déplacements saisonniers.

Les villages les plus anciens se sont développés autour de familles dont les titres et les prérogatives foncières datent du temps des entités politiques du Futa-Toro, mais la présence dans certains villages de notables détenteurs d'importantes fonctions politiques traditionnelles n'a pas nécessairement eu pour effet d'y concentrer la population. L'aristocratie terrienne peut vivre souvent dans des hameaux à proximité de ses troupeaux tandis que les dépendants, parfois aussi les griots et les artisans vivaient dans des hameaux séparés. L'aristocratie comme ses prestataires de services étaient et sont demeurés très mobiles. A ce niveau nous avons des réseaux d'échanges et de relations plutôt qu'une polarisation. Il n'y a pas eu émergence de véritables "capitales".

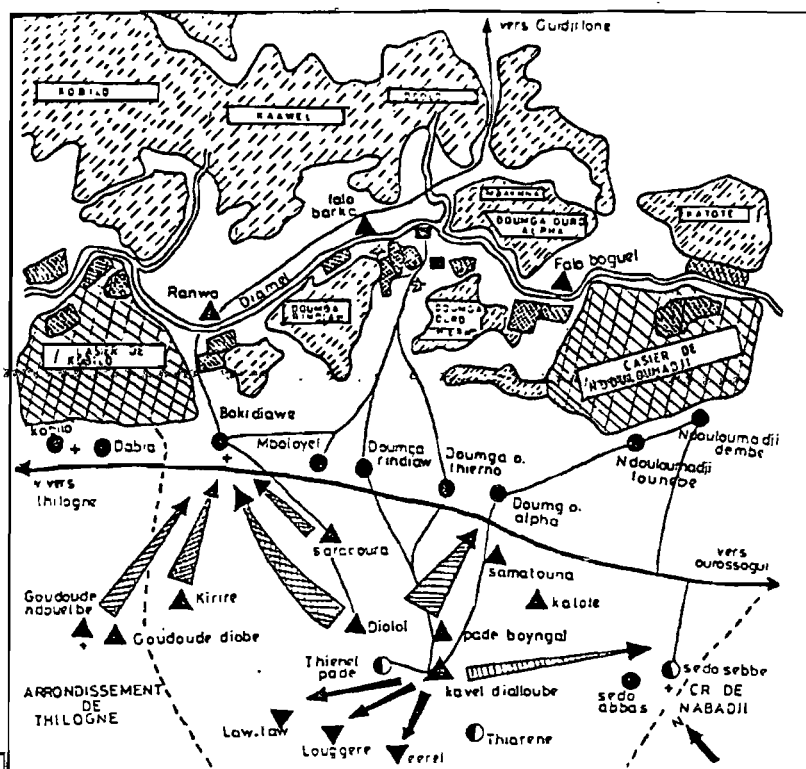
Les recherches de J. Magistro, de M. Niasse et de Ch. Nuttall ont mis en évidence les réseaux de relations sociales et économiques qui perdurent au niveau local. Il apparaît d'emblée que les relations inter-villageoises et en particulier l'activité commerciale ne sont pas confinées au cadre spatial des leydi.

fig. 1 PEUPLEMENT et RESEAUX DE RELATIONS



ESPACE DES RELATIONS SOCIO-ECOLOGIQUES,
DANS LA REGION D'OUORO SOGUI

Ch. NUTALL - 1989 -



ZONE DE DOUMGA RINDIAW, KAAWEL / CONFIGURATION ACTUELLE DE L'ESPACE

Echelle 1/100 000

LEGENDE

M. NIASSE - 1989 -

1-3 Les réseaux migratoires

Les populations de la vallée du Sénégal ont migré de tout temps. Pour rendre compte des grands mouvements de population des siècles passés on invoque les crises politiques, le prosélytisme religieux, les situations de famine dans un environnement troublé par la traite atlantique et saharienne. Le facteur économique est davantage mis en avant pour expliquer les migrations contemporaines. Au départ ce sont des migrations de la force de travail essentiellement masculine. Elles ne s'inscrivent pas d'emblée dans des réseaux villes-campagnes.

Pendant toute la période coloniale les migrations saisonnières vers le Bassin Arachidier touchaient une fraction importante de la population active masculine pendant l'hivernage (David Ph., 1980)

L'émigration vers Dakar s'est déclenchée dès les années 1940. Elle s'est développée avec une ampleur considérable. Dans les années 1960 on considère que déjà un futaqué sur trois vit dans la région du Cap-Vert (Diop A. B. 1965). Dans ce cas comme dans le précédent la recherche de ressources et de revenus monétaires est le motif du départ que l'on donne partout. A. B. Diop établit la hiérarchie de ces causes:

- 92%, aider la famille
- 89 %, chercher des habits
- 82 %, chercher à payer l'impôt
- 80 %, chercher de quoi se nourrir
- (etc...)

Les immigrants des campagnes du Bassin Arachidier y sont souvent demeurés au-delà de l'hivernage, devenant colporteurs et commerçants. Cette migration a pris fin dans les années 1950. Elle ne s'est pas traduite par l'établissement définitif d'une fraction importante de la population de la vallée dans les villages du Bassin Arachidier, et les liens des immigrants fixés avec leurs villages d'origine semblent s'être distendus. Il n'en est pas de même avec les urbains. La migration aboutit à un véritable transfert d'une partie des familles et des collectivités du fleuve vers les centres urbains. Les associations regroupant les originaires des mêmes villages s'y organisent et contribuent à l'actualisation permanente des relations villes-campagnes. La migration ne conduit pas à une rupture rapide avec les parents demeurés au village. Elle se comprend en reconstituant des cohortes migratoires et s'interprète en terme de stratégie de groupes domestiques restreints.

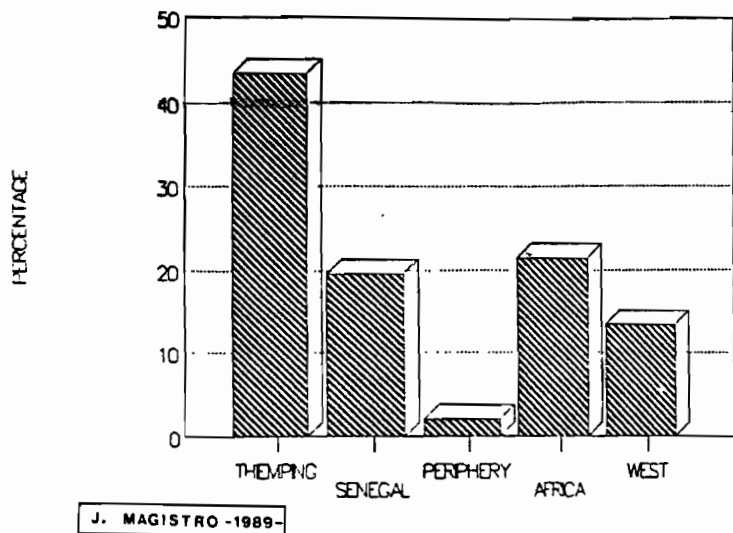
Dès avant les indépendances les flux migratoires ont porté les gens du fleuve bien au-delà des frontières. Dans les années 1970 c'étaient les soninké de la vallée et dans des proportions moindres les haalpular du département de Matam qui migraient le plus vers les pays d'Afrique Occidentale et Centrale et vers l'Europe (ORSTOM, 1975). Ces migrations au long cours étaient l'origine d'envois monétaires importants, relativement réguliers et assurés (Condé J., Diagne P.S., 1985).

Cette émigration de main d'œuvre n'a fait que croître au cours des deux dernières décennies en dépit de la progression de l'aménagement de périmètres irrigués dans la zone de départ et des conditions plus difficiles faites aux migrants pour atteindre les pays destinataires et y trouver du travail.

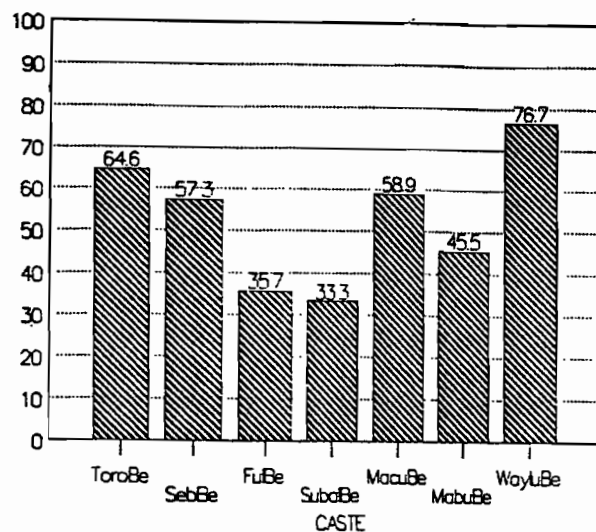
Les pyramides des âges établies dans les trois zones d'enquête montrent l'importance de ces migrations dans la population active masculine (fig. 2).

fig. 2 L'EMIGRATION

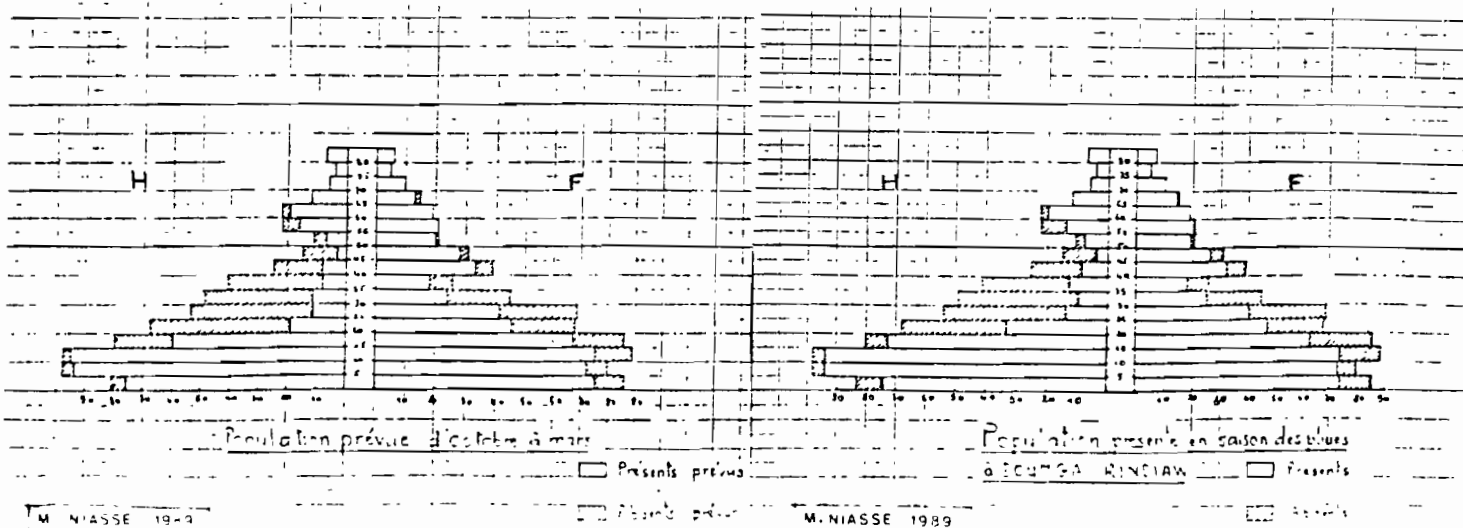
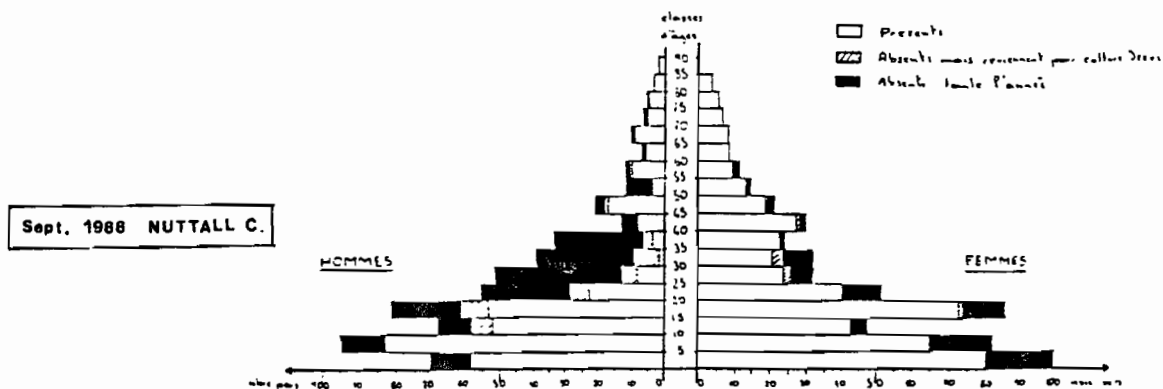
LOCATION OF ADULT MALES FROM THIEMPING, 1988



PERCENTAGE OF ABSENTEEISM AMONG ADULT MALES, THIEMPING 1988



PYRAMIDE D'AGE DES HOMMES ET DES FEMMES ADULTES ET PRESENTS A BOYENADJI BOUMBE



Pour l'arrondissement de Ouro-Sogui Ch. Nuttall a montré en comparant le recensement des émigrés de 1971 (enquête Lericolleis-Santoir) et son dénombrement de 1988 que la fraction émigrée de la population active masculine avait considérablement augmenté.

	1971	1988
pop. masc. active émigrée hors Sénégal	19 %	43 %
pop. masc. active émigrée, ttes destinations	25,5 %	71,5 %

En 1972, 34 % des émigrés étaient au Sénégal, 42,1 % dans des pays africains et 23,9 % en France. En 1988, 39 % sont au Sénégal, 33 % ailleurs en Afrique et 28 % en Europe.

L'effectif des émigrés, hors Sénégal, est passé de 1673 à 7698 (Nuttall, 1989).

Depuis plusieurs décennies, l'insertion urbaine de la population du département se fait à distance. Les migrations de travail, souvent de longue durée, constituent des réseaux et génèrent des flux continuellement actualisés et amplifiés. Les gens des villages entretiennent dorénavant, avec les fractions des familles établies ou travaillant à l'extérieur, principalement à Dakar, dans des grandes villes africaines et en Europe, des relations sociales et économiques permanentes. Ainsi les relations villes-campagnes apparaissent d'emblée importantes, mais pour le moins très excentrées par rapport à la région riveraine.

1-4 La croissance différentielle des villages

Les données utilisées pour mesurer la croissance des effectifs démographiques sont les rôles de l'impôt tenus dans les sous-préfectures et les deux derniers recensements généraux de la population, de 1976 et de 1988.

Pour les rôles de l'impôt, nous utiliserons des relevés de janvier 1990 et ceux qui nous avaient été communiqués en 1971, sur les mêmes unités villageoises. Le dénombrement des adultes est correct mais le recensement des enfants, notamment des filles, demeure parfois incomplet. Ce document servait jusqu'aux années de sécheresse à fixer le montant de l'impôt. On considérerait que la population résidente était sous-évaluée de l'ordre de 20 % (Boutillier, 1962).

Au cours des deux dernières décennies, les listes de population tenues par l'administration ont été utilisées pour la répartition des secours. Les effectifs enregistrés se sont accrus au delà de ce que l'on peut attendre de la croissance démographique. Du fait du maintien sur ces rôles d'une partie de la population émigrée, les effectifs actuels sont supérieurs à la population réellement résidente.

Au cours des deux dernières décennies, les taux de croissance varient considérablement suivant les sources utilisées.

LA POPULATION DE 1970 A 1990
d'après les rôles des sous-préfectures

	1970	1990
OURO-SOGUI	40262	84225
Nabadji-Sivol		20212
Ogo		26679
Boki-Diavé		29375
Ranerou		7959
TILOGNE	25058	48934
Agnam-Sivol		16096
Orefondé		11558
Tilogne		21280
KANEL	24335	52233
Kanel		26440
Sintiou-Bamambé		25793
SEMME	28936	50777
Bokiladji		13780
Orkadiéré		20948
Sémmé		16049
MATAM-ville	8500	10737
	127070	246901

et en plus, environ 25000 réfugiés

La croissance apparaît très forte 3,4 % (sans compter les réfugiés)

La comparaison des recensements démographiques de 1976 et de 1988 permet de calculer des taux de croissance de la population résidente par arrondissement sur une période de 12 ans

LA POPULATION DE 1976 A 1988

Recensement de 1976

(Population de droit RP+ RA , présents + absents).

	masculin	féminin	ensemble
Arrdt Kanel	15248	17748	32996
Arrdt Ouro-Sogui	27079	30664	57743
Arrdt Sémmé	17720	20590	38310
Arrdt Tilogne	14570	16835	31405
Matam (commune)	4751	5098	9849
Total dpt Matam	79368	90935	170303

Recensement démographique de 1988

(résultats provisoires)

	masculin	féminin	ensemble
Arrdt de Kanel	20698	23808	44506
CR de Kanel	9987	11313	21300
CR de Sintiou-Bamambé	10711	12495	23206
Arrdt de Ouro-Sogui	39432	44311	83743
CR de Bokidiavé	12606	13881	26487
CR de Nabadji-Sivol	9896	11423	21319
CR de Ogo	11915	13976	25891
CR de Ranerou	5015	5031	10046
Arrdt de Sémmé	22549	26048	48597
CR de Bokladji	6158	7328	13486
CR de Orkadjiéré	8901	10020	18921
CR de Sémmé	7490	8700	16190
Arrdt de Tilogne	15356	17989	33345
CR de Agnam-Sivol	4547	5353	9900
CR de Oréfondé	3740	4380	8120
CR de Thilogne	7069	8256	15325
Matam (commune)	5257	5465	10722
Dpt de Matam	103292	117621	220913

La progression que donnent les chiffres des recensements, 2,2 %, est le chiffre que nous retiendrons. Remarquons que ce taux est inférieur au taux de croissance de la population sénégalaise dans son ensemble (de l'ordre de 2,6 ou 2,7 %). De plus le rapport population active/ population totale demeure l'un des plus faible du Sénégal du fait des migrations des hommes actifs.

Jusqu'au début des années 1970 pour la moyenne vallée amont, l'essor des villages est en rapport avec le site, mais surtout avec les modes de vie et de gestion de l'espace par les différentes catégories d'habitants. On retrouve inmanquablement le découpage de la région en zones où l'écologie interfère avec les modes d'exploitation du milieu: dandemayo, walo, jejogol, jeeri et ferlo. La stagnation des activités agro-pastorales au temps colonial a maintenu localement la trame des villages dans un quasi immobilisme jusqu'aux années de sécheresse.

L'évolution au cours des deux dernières décennies est présentée sur la carte du peuplement, ci-jointe.

Nous n'avons pas pu comparer à ce niveau les chiffres des recensements démographiques parce que nous n'avons que les chiffres provisoires cumulés par Communauté Rurale pour celui de 1988.

La carte est établie d'après les chiffres de l'administration. Nous avons retenu quatre niveaux de croissance sur la période 1971-1990. Pour la légende de la carte nous avons conservé les classes et un qualificatif (les pourcentages sont trop élevés):

- stagnation (accroissement de moins de 25 %)
- croissance faible (accroissement de 25 % à 75 %)
- croissance moyenne (accroissement de 75 % à 100 %)
- croissance forte (accroissement de plus de 100 %)

Nous considérons que ce document restitue les différences de croissance mais que les taux de croissance sont exagérés

Commentaire de la carte (fig. 3):

Matam a connu un très faible accroissement, quelles que soient les sources utilisées. Ce fait est en contradiction avec les études récentes du secteur urbain de la vallée notamment l'étude socio-économique de l'OMVS. La croissance des effectifs que l'on constate dans les années 1960 pour Matam (comme pour Bogué sur l'autre rive) provient du rattachement à la commune urbaine de villages éloignés et nullement en voie d'absorption ou d'urbanisation. Pour Matam il s'agit des villages de Diamel situé à 4 km et de Navel distant de 2 km, rattachement décidé en 1962, ce qui a fait croître la population de l'"agglomération" d'un tiers.

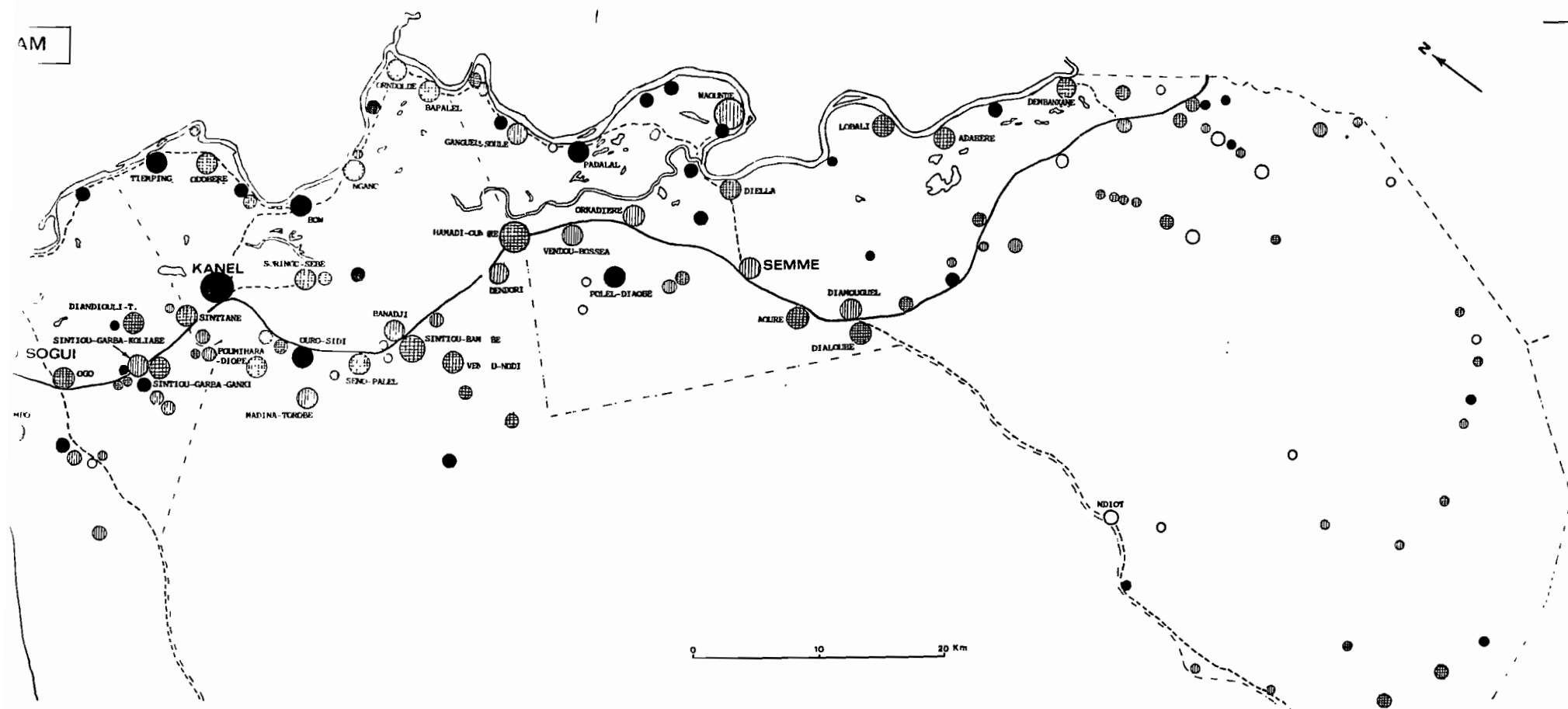
Les villages du dandemayo et du walo connaissent une croissance ou moyenne ou forte. L'enclavement, la fin de la navigation fluviale n'ont pas eu d'influence déterminante.

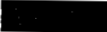
Les villages du jejogol et du jeeri ont connu des évolutions contrastées: pour certains gros centres du jeeri la croissance a été forte, principalement à Tilogne, à Ouro-Sogui, à Kanel. Mais tout le secteur des Agnam dans l'arrondissement de Tilogne n'a connu qu'un faible accroissement de ses effectifs alors que dans ces villages il y a de nombreuses maisons neuves, mais ce sont des maisons de migrants. A l'inverse dans toute la zone de Doumga, depuis le haut jeeri jusqu'au Diamel la croissance des effectifs a été forte, quels que soient les systèmes agro-pastoraux en vigueur.

Dans le haut jeeri et le Ferlo les densités et la taille des villages demeurent modestes. Les déplacements de hameaux et le renforcement de certains villages s'expliquent par l'implantation de forages et par des contraintes liées au pastoralisme.

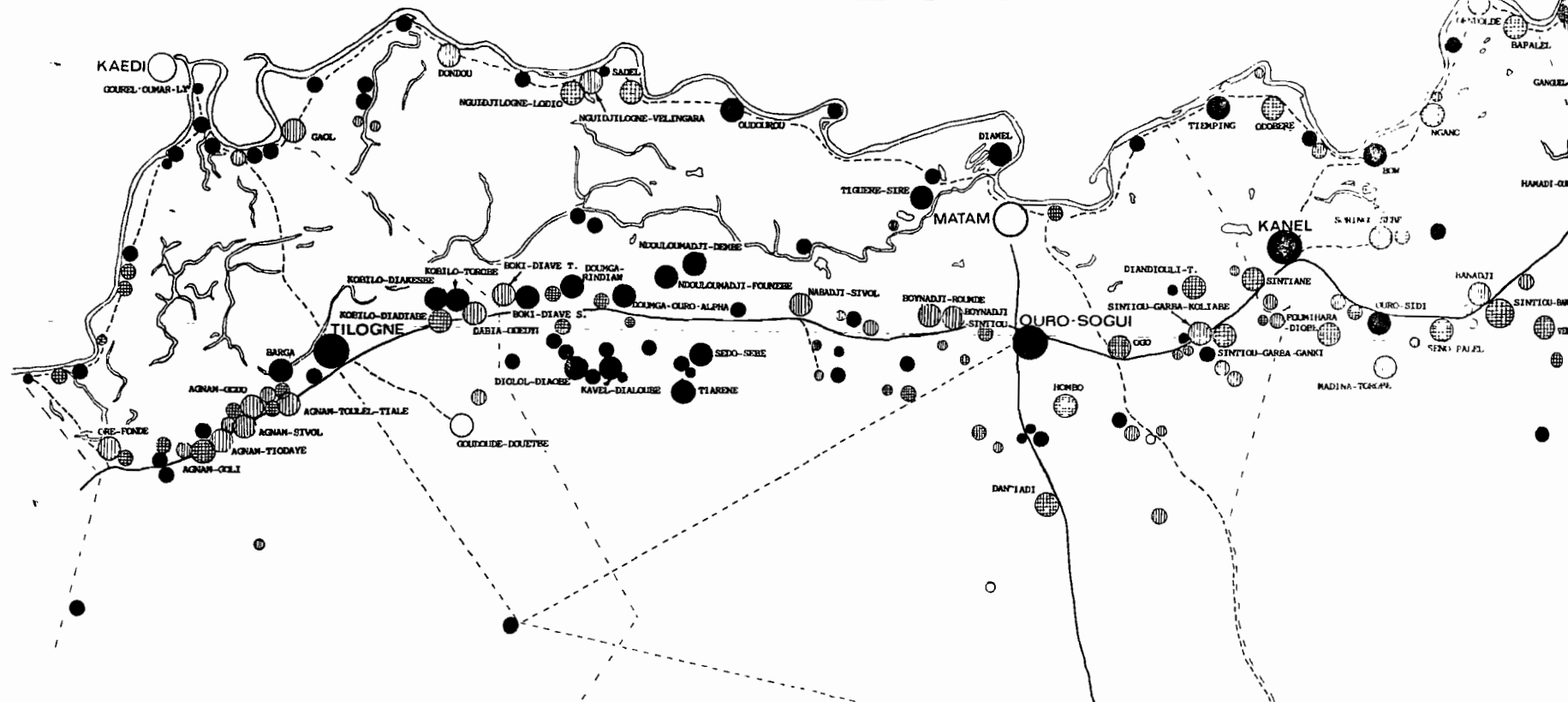
Ces différences de croissance, très accusées, s'expliquent pour l'essentiel par des migrations d'ampleur et de nature différentes. Nous allons commencer par analyser les situations et les évolutions diverses des systèmes agro-pastoraux aux cours des deux dernières décennies.

AM



EVOLUTION DES EFFECTIFS DE 1971-1990	TAILLE DES VILLAGES
 Croissance forte	 0 à 250 hts
 Croissance moyenne	 250 à 1000 hts
 Croissance faible	 1000 à 4000 hts
 Stagnation	 > 4000 hts

PEUPEMENT DEPARTEMENT DE MATAM



Dressée par A. LERICOLLAIS

Dessin: T. SENE

EVOLUTION DES EFFECTIFS DE 1971-1990

	Croissance forte
	Croissance moyenne
	Croissance faible
	Stagnation

II EVOLUTION DE LA PLURI-ACTIVITE

L'objectif est de restituer, en partant des divers systèmes de production - au niveau du foyer -, les facteurs qui ont agi sur la différenciation démo-économique de l'espace régional de référence. Les principaux facteurs pris en compte relèvent de la trame sociale et du zonage agro-halio-pastoral traditionnels, mais aussi des réseaux migratoires et de la pénétration de la culture irriguée.

L'étude des relations villes-campagnes, dans ces conditions, commence par l'identification des ressources des unités domestiques de base -les foyers-. Elle se poursuit par l'analyse de la circulation des productions agricoles et du soutien que les revenus monétaires représentent pour les activités des entreprises et des commerces.

II-1 Maintien des cultures de décrue : les crues déficitaires

En 1970-71, à la fin de la période où les cultures de décrue conservent une place majeure dans les systèmes agro-pastoraux de la moyenne vallée amont, avant le cycle des sécheresses et l'introduction des cultures irriguées, nous disposons d'un inventaire des surfaces cultivées (Juton, Mutsaers) et d'un recensement de la population exploitante (Lericollois, Diallo). On considérera que l'analyse faite, suite à l'enquête MISQES de 1957-58, sur l'agriculture de décrue en terme de techniques, de rapports sociaux de productions, de rendements (Boutillier 1962) demeure valable à cette date.

Rappelons que pour le département, la superficie cultivée en décrue était de l'ordre de 25 000 ha. Ce qui donne, pour un rendement moyen maximum de 400 kg/ha, une production de l'ordre de 10.000 tonnes

Au cours des deux dernières décennies rares ont été les années où la crue a atteint un niveau suffisant. Ce que confirment les relevés disponibles au service de l'agriculture de Matam

fig. 4

CULTURES DE DECRUE

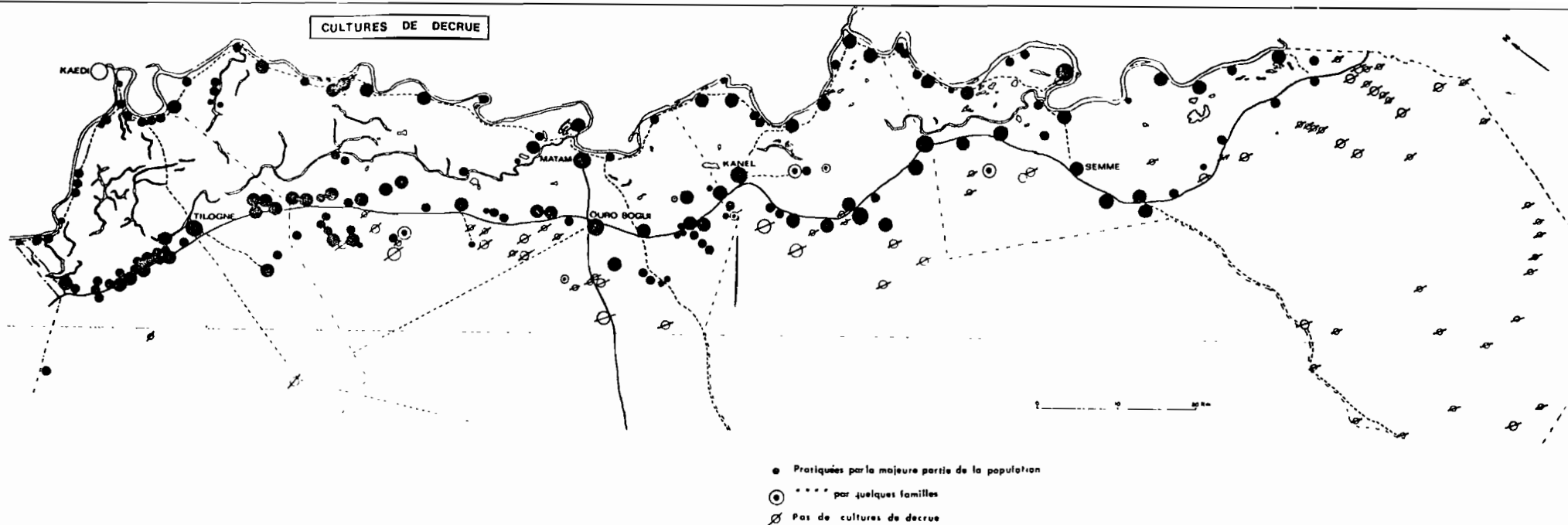
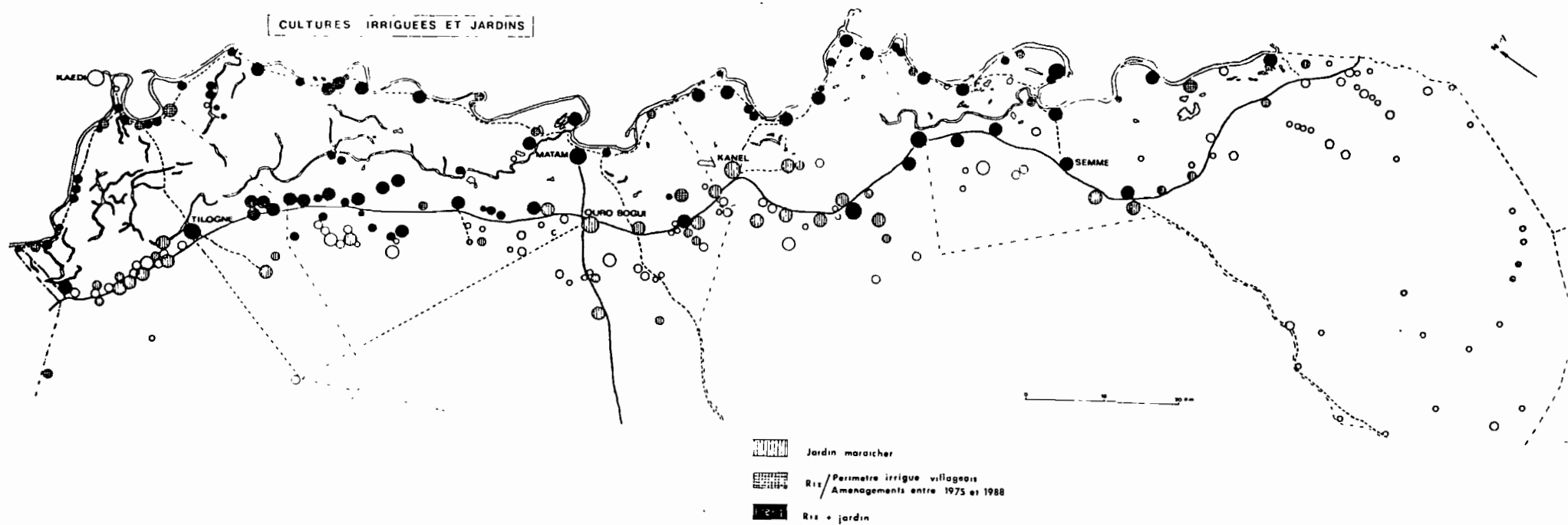


fig 5

CULTURES IRRIGUEES ET JARDINS



**SURFACES ET PRODUCTIONS DE SORGHO DE DÉCRUE
(LES ANNÉES DE SÈCHERESSE)**

années	Ouro-Sogui		Sémmé		Kanel		Tilogne		TOTAUX	
	S. ha	P. t.	S. ha	P. t.	S. ha	P. t.	S. ha	P. t.	S. ha	P. t.
1975	1262	120	864	90	866	110	150	170	3142	490
1976										
1977										
1978	3300	660	2450	617	2100	420	1900	285	9750	1982
1979	1700	850	950	522	1050	525	1200	720	4900	2617
1980	2760	1244	1676	670	1734	867	1674	837	7844	3618
1981	2073	1036	1256	628	1301	715	1256	753	5886	3132
1982	1382	694	837	418	867	390	837	460	3923	1962

source: service de l'agriculture de Matam

Les surfaces exploitables ont tout le temps été inférieures à celles de 1970-71, à une ou deux exceptions près. Les années de déficit extrême (1972-73 et 1983-84) il n'y avait pour le département que quelques centaines d'hectares réellement exploitables. La tendance était alors à semer toutes les terres qui avaient été submergées même quand le temps de submersion avait été insuffisant (cultures de détresse). Dans ces conditions l'exploitant ne récolte qu'un peu de fourrage. C'est aussi le cas quand il y a deuxième ou troisième semis, par exemple après le passage des criquets, en 1988. Au cours de ces années les rendements ont été très faibles, d'autant plus que l'on rapporte la récolte à l'ensemble des superficies semées. Ils étaient inférieurs à 300 voire à 200 kg/ha. A l'échelle du département la production n'a vraisemblablement jamais atteint les 10.000 tonnes.

La connaissance de ces ordres de grandeur pour les productions et les rendements, ainsi que leur grande variabilité inter-annuelle est un utile préalable à l'analyse du stockage, des échanges et des filières.

L'autre terroir de décrue - falo - s'étend le long des berges du fleuve et des principaux cours d'eau du walo, le long du Diamel et du Dioulol pour le département de Matam. Au maïs cultivé en haut de pente, succèdent les cultures de patate douce, de tomate-cerise, de haricot-niébé, de pastèque, de gombo, de mbissap Le semis a lieu au fur et à mesure que le niveau de l'eau baisse, la récolte s'étale de même sur plusieurs mois, de janvier à avril pour l'essentiel. Les productions, toutes vivrières, sont en partie consommées et en partie vendues sur les marchés villageois.

La question du maintien et de l'amélioration des cultures de décrue se pose en termes nouveaux puisque la crue est déjà modulée sinon régulée. L'on sait que les facteurs importants pour le développement des cultures de décrue sont la durée de submersion et la date de la décrue. Ces deux coefficients peuvent être contrôlés par la mise en place de vannes à l'entrée des marigots qui acheminent les eaux vers les cuvettes et les drainent à la décrue. Les partisans d'une véritable réhabilitation des cultures de décrue font état des bons résultats obtenus à Rkiz dans ces conditions nouvelles (Baltzer, 1988).

II-2 Le jeeri

les gradients et variations pluviométriques

Dans la moyenne vallée amont les cultures de jeeri étaient l'une des composantes principales des systèmes de production anciens. Ses caractéristiques seront rapidement rappelées. Les terres exploitées en cultures pluviales se trouvent principalement dans la zone des glacis située entre le plateau cuirassé du Ferlo et la vallée alluviale. Les sols sont moins homogènes que dans le walo; Les seno sont des sols sablonneux très divers; en bas des épandages latéritiques les senokaraje sont incultes, le cenel gede, sol ocre très léger, est parfois cultivé en mil, le seno niarwal est la terre de prédilection pour la culture du petit mil souma, du haricot niébé et du melon béréf. Les baldiol sont des sols noirs plus argileux situés dans les zones basses, réputés plus fertiles, dont la capacité de rétention d'eau permet un prolongement des cycles végétatifs après la pluie portent des sorghos à tiges longues (fela et nyidiko). Dans la zone la mieux arrosée, au sud-est de Ouro-Sogui, on trouve des parcelles d'arachide. Le gombo est associé au mil ou semé dans de petites parcelles. Dans le secteur nord-ouest, plus aride, on trouve d'avantage de melon-béréf et de mbissap (folere wodere ou ranere).

La culture pluviale a lieu dans le walo sur les levées non atteintes par la crue. Le sol fonde sablo-argileux portent des champs de sorgho associé au haricot niébé et au melon-béréf.

Les cultures de jeeri ont beaucoup souffert des déficits et des irrégularités de la pluviométrie au cours des deux dernières décennies. A Matam la moyenne des totaux annuels pour la période antérieure à 1972 est de 526 mm alors qu'elle n'est que de 298 mm pour la période récente 1972-87, soit une diminution globale de 43 %.

La grande sécheresse de 1972 inaugure une série d'années où le déficit pluviométrique est souvent aggravé par la brièveté de la saison pluvieuse et la mauvaise répartition de la pluie en début de cycle. Autant de contraintes aggravantes pour l'activité agricole. Sur le tableau ci-dessous figurent les totaux des 18 dernières années.

Les déficits annuels sont figurés par des (x) par rapport à la moyenne générale de 480 mm:

x : entre 300 et 400 mm, xx : entre 200 et 300 mm, xxx : moins de 200 mm

Les déficits mensuels sont présentés pour les mois de juillet, août et septembre, ils sont appréciés par rapport aux moyennes de la période 1972-1989,

soit 71 mm pour juillet, 122 mm pour août, 74 mm pour septembre.

LES SECHERESSES A MATAM

années	totaux annuels en mm	déficits annuels graves	déficits mensuels J A S
1972	175	xxx	0 0 0
1973	219	xx	0 0
1974	327	x	0
1975	407		0
1976	334	x	0 0
1977	194	xxx	0 0
1978	318	x	0
1979	259	xx	0 0
1980	217	xx	0 0 0
1981	370	x	
1982	276	xx	0
1983	311	x	0
1984	206	xx	0 0 0
1985	333	x	
1986	338	x	0 0
1987	477		0
1988	420		
1989	339	x	0 0

Source: service météorologique de Matam

La zone de Matam avec une pluviométrie moyenne inférieure à 300 mm pour le deux dernières décennies devient limite pour les cultures pluviales. Il n'y a que les années 1981, 1985 et 1988 où les conditions ont été à peu près satisfaisantes. Sur les pluviométries des 18 années présentées ici 10 au moins ont été très mauvaises

Evidemment les chiffres de Matam ne peuvent s'appliquer à l'ensemble du département. Il suffit de comparer les pluviométries à Sémé, à Matam et à Tiligne pour montrer l'ampleur des différences et les irrégularités qui s'introduisent dans le gradient entre la zone amont au sud-est et la zone aval au nord-ouest

LE GRADIENT PLUVIOMETRIQUE

années	Sémmé	Matam	Tilogne
1983	453	311	144
1984	396	206	166
1985	288	333	135
1986	272	338	216
1987	475	477	311
1988	722	420	303
1989	593	339	363
moyennes	457	346	234

source: service de l'agriculture de Matam

Les années très mauvaises le sont sur l'ensemble du département, mais on mesure à quel point la situation moyenne de Matam ne rend pas compte de la gravité de la sécheresse à Tilogne où seule la pluviométrie de l'année 1989 a permis aux cultures pluviales de réussir, ni des conditions nettement plus favorables à l'amont où la pluviométrie n'a été défavorable que deux années sur sept, pour la dernière période.

La sécheresse n'est pas le seul facteur écologique négatif pour les cultures d'hivernage. En 1988 par exemple, les ravages des criquets ont réduit les rendements alors que la pluviométrie était meilleure

Les chiffres de production et les rendements pendant toute cette période sont bas et irréguliers.

SURFACES, PRODUCTIONS ET RENDEMENTS DES CULTURES DE JEERI

Années	mils			sorghos			niébé		
	S. en ha	P. en t.	kg/ha	S. en ha	P. en t.	kg/ha	S. en ha	P. en t.	kg/ha
1975	29454	14370	495	10123	8006	790	3876	1250	322
1976	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1977	31640	2074	67	11730	?	-	4245	?	?
1978	33567	15333	456	12225	6904	564	4125	1572	381
1979	7284	2086	285	2336	64	27	989	220	989
1980	23711	6786	286	12331	4231	343	1867	600	321
1981	25712	12003	478	15127	7515	496	2433	193	79
1982	28154	6695	302	12631	3303	261	2131	458	214
1983	7600	2980	392	5040	2304	457	1120	270	241
1984	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1985	4013	?	?	-	-	-	-	-	-
1986	-	-	-	4939	?	-	465	?	?
1987	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1988	8137	4492	552	7548	6031	799	398	103	258

source : service de l'agriculture de Matam

On retrouve à travers ces relevés incomplets l'effondrement de la production les années de grandes sécheresses, en 1977, 1979, 1980, 1982, et aussi les années où le déficit pluviométrique est aggravé par une mauvaise répartition, en 1983. Pour les années observées les chiffres de production et les rendements ne retrouvent le niveau ordinaire qu'en 1975, 1978, 1981. En 1988 on retrouve des rendements corrects, mais les surfaces cultivées ne sont que le quart de ce qu'elles étaient en 1978.

Les chiffres des meilleures années sont comparables à ceux de l'enquête MISDES de 1957-459 kg/ha de grain sec pour le mil dans la moyenne vallée-amont (Boutillier, 1962) Mais les dégâts importants causés par les insectes et les oiseaux avaient compromis une partie des récoltes. Pour les cultures non détruites, le rendement moyen était de 1040 kg/ha. Ce chiffre donne une idée des rendements que l'on peut attendre quand le cycle agricole se déroule sans "accident". Les chiffres fournis par les recherches monographiques confirment le niveau des rendements mais aussi l'importance et la diversité des risques encourus. A Boynadji en 1975 le rendement moyen en mil était de 512 kg/ha (Minvielle, 1985) Dans le même village le rendement pour le mil en 1988 est précisément au même niveau (Nuttall, 1989). A Doumga-Rindaw, en 1988, les mils n'ont rien donné alors que certains paysans ont semés jusqu'à six ou sept fois (Niasse, 1989).

Ces rendements moyens recouvrent donc de très fortes disparités; entre les champs des chefs de cuisine et ceux des dépendants, entre les champs fumés par le bétail et ceux qui ne reçoivent aucun amendement, entre ceux des familles qui ont du walo et des parcelles dans les PIY et celles qui n'ont que des cultures de jeeri.

La vulgarisation ne s'est guère intéressée à la culture pluviale de la vallée alors que dans la partie amont les conditions sont plus favorables que dans le nord du bassin arachidier.

Les terroirs de jeeri de la région de Matam se voyaient confiner en 1963 par le plan d'aménagement du territoire dans ses fonctions traditionnelles; élevage et cultures céréalières. L'intervention de l'Etat, pour accroître la productivité du travail et les rendements de l'arachide et du mil qui s'est déployée dans les années 1960, massive et à grande échelle, depuis la Gambie jusqu'à Louga, a négligé la vallée où l'avenir était d'emblée inscrit dans le secteur irrigué. La conséquence de ce délaissement est visible au niveau de l'équipement des paysans de la région en animaux de trait, en houes et en charrettes.

Le haricot niébé a bénéficié de la seule action de vulgarisation notable entreprise ces dernières années (1985-87). Elle a permis l'amélioration des variétés traditionnelles et l'introduction de variétés nouvelles, mais le problème de la conservation des graines reste entier.

Comme ailleurs en zone sahélienne, l'agriculture s'est adaptée tant bien que mal à la sécheresse. Le petit mil est descendu vers les bas fonds. Les plantes à cycle court et peu exigeantes en eau comme le melon-béref et le haricot niébé ont pris la place des mils dans le secteur le plus septentrional. Les systèmes de cultures se sont simplifiés avec l'abandon des variétés de mil à cycle long et l'appauvrissement des associations culturales.

Après ces 20 années de sécheresses une partie des paysans aurait-elle fini par délaisser le terroir de jeeri? D'après les statistiques établies par le service de l'agriculture, les superficies semées en 1988 aussi bien en mil qu'en sorgho demeurent très en-deça des surfaces cultivées jusqu'au début des années 1980. Le déficit pluviométrique accusé par la zone de Matam en 1989 n'a pas permis une reprise plus importante des cultures de jeeri :

On peut remarquer que pour cette année 1988, la reprise à un niveau modeste des cultures de jeeri s'accompagne d'une assez nette régression de la culture irriguée dans les périmètres villageois. Mais avant de lier l'évolution apparemment opposée de ces deux systèmes de culture qui mobilisent la population active à la même saison il nous faut rappeler les conditions de l'implantation des PIY depuis 1975 et les problèmes que rencontre l'exploitation du secteur irrigué.

Il reste que la culture pluviale est l'activité agricole la plus généralement pratiquée, parce que l'accès à la terre est aisé, qu'elle ne nécessite ni intrants ni capital, que la production sert à se nourrir mais qu'elle est commercialisable si nécessaire.

Quand les autres composantes du système agro-pastoral sont en crise la culture pluviale est dans tous les cas l'activité de repli.

11-3 Le développement du secteur irrigué

Les périmètres irrigués villageois ont été créés après 1975 sous l'impulsion de la SAED. La société régionale de développement a mis en place une délégation départementale à Matam, elle s'est dotée d'installations importantes et s'est déployée dans le département sur la vallée alluviale. Elle compte plus de 60 employés permanents. Le département a été divisé en deux secteurs; à l'amont de l'axe Ouro-Sogui - Matam le secteur du Dioulol est dirigé depuis Hamadi-Ounaré, à l'aval le secteur du Diamel dépend de Bokidiavé.

Dans la première phase la SAED a véritablement encadré le secteur irrigué; en arrêtant les choix pour les terres à aménager, en dirigeant l'aménagement, en organisant les groupements de producteurs, en assurant la formation des exploitants, en fournissant les intrants, en achetant une fraction de la récolte.

Dans les premières années il y a eu un engouement pour les PIY. La SAED était sollicitée par la plupart des villages. Les rendements étant élevés, la production a pu combler en partie les déficits vivriers dus aux sécheresses.

PERIMETRES IRRIGUES VILLAGEOIS (P.I.Y.)

Année	Nbre de PIY	S. ha aménag	S. ha cultivés	P. ent	t. / ha cultivés
74/75	3	22		66	
75/76	17	262		364	
76/77	17	296		952	3000
77/78	19	1095	299	1705	5702
78/79	62	1191	504	2827	5681
79/80	68	1692	1091	6281	5725
80/81	92	1903	1140	5234	4589
81/82	105	2133	921	4711	5114
82/83	117	2591	1142	5290	5070
83/84	130	3147	1408	8849	6282
84/85	146	4105	1658	9392	5662
85/86	175	4997	1140	9765	5610
86/87	205		2375	13495	5682
87/88	210		?	?	5724
88/89	216	4915	2235	?	?

Source : Service de l'agriculture de Matam.

(fig. - 5 CULTURES IRRIGUEES ET JARDINS)

La désaffection actuelle des paysans pour la culture des PIY a été récemment analysée : problèmes fonciers, terres trop sablonneuses pour la culture du riz, gestion qui n'assure pas l'entretien de l'aménagement et le renouvellement des groupes moto-pompes, désagrégation progressive des groupements de producteurs (Niasse, 1990), problèmes d'approvisionnement en intrants et de crédit suite au désengagement de la SAED, enfin des surfaces et des productions insuffisantes pour couvrir la consommation familiale.

Les difficultés actuelles ont pour contexte une compétition entre les différents systèmes de culture et d'élevage qui est manifeste dès que l'orientation vers la culture irriguée n'est plus imposée par la sécheresse. Les difficultés de gestion sont aggravées, au moins momentanément, par le désengagement de la SAED. Le délaissement des villages par leur population masculine adulte ne donne aucun signe de ralentissement.

La situation actuelle du secteur irrigué est préoccupante; sa progression est quasiment bloquée et le taux réel d'utilisation des terres aménagées serait pour ces dernières années descendu au-dessous de 0,5, alors que l'on espérait le monter jusqu'à 2 ou 2,5.

Les périmètres intermédiaires offrent de nouvelles perspectives pour l'aménagement (Seck S.M., 1987). Dans des périmètres qui couvrent plusieurs centaines d'hectares les exploitants vont disposer d'une surface d'environ un hectare à la place des 20 ares qu'ils cultivaient dans les PIY. Le démarrage de celui d'Hamadi-Dunaré en 1989 s'est déroulé dans des conditions difficiles, néanmoins les premiers résultats sont encourageants.

D'une extension significative du secteur irrigué on attend un accroissement global de la production agricole. Ceci aurait plusieurs conséquences au plan de l'économie locale:

- accroissement du commerce pour la fourniture d'intrants
- amélioration de la couverture vivrière
- création d'activités de transformation
- développement du commerce des produits agricoles

II-4 Les jardins des femmes, pour se nourrir et pour vendre.

Plus encore que les PIY la création de jardins cultivés principalement par les femmes en contre-saison sèche a représenté un recours face aux sécheresses et à l'effondrement généralisé de la production agricole. (fig. - 5 CULTURES IRRIGUEES ET JARDINS)

Les surfaces cultivées sont très réduites. Elles sont le lieu d'un maraîchage très diversifié (Berger, Bocoum, 1987). Les femmes consacrent un temps considérable à la culture et à l'arrosage de leurs planches (Nuttall, 1989). La production est en partie consommée, d'où un changement significatif des habitudes alimentaires et vraisemblablement une amélioration de l'alimentation.

Les surplus sont commercialisés notamment sur les marchés où les nouveaux légumes enrichissent les "tabliers" traditionnellement couverts par les productions du falo.

En dépit d'une productivité du travail extrêmement faible l'intérêt pour la culture des jardins ne semble pas baisser. Il n'y a pas vraiment de problèmes fonciers pour les jardins. Les femmes, qui elles ne migrent pas, y trouvent le moyen d'améliorer les repas et d'avoir quelques revenus monétaires. Ces raisons sont suffisantes apparemment.

II-5 L'élevage, l'impact des sécheresses

L'élevage en particulier l'élevage bovin, est une des activités principales de la moyenne vallée amont.

EFFECTIFS DE BOVINS.

Communautés rurales	Effectifs vaccinés 1989-1990	Effectifs totaux estimés
OURO-SOGUI		
Ogo	15 969	17 000
Bokidiavé	1 099	2 000
Nabadji Sivol	6 639	7 000
Ranérrou	21 613	45 000
KANEL		
Kanel	7 888	8 000
Sintiou-Bamambé	9 761	10 000
SEMME		
Sémmé	27 534	30 000
Bokiladji	5 187	7 000
TILOGNE		
Tilogne	4 048	6 000
Agnam Sivol	5 775	6 000
Oréfondé	3 045	4 000
TOTAL	108 558	142 000

Source : Papa Daouda Gueye
Service de l'élevage de Ouro-Sogui.

Dans le secteur de Tilogne la conduite de l'élevage se fonde sur la complémentarité walo-jeeri avec d'importants mouvements de transhumance à l'image des mouvements saisonniers que les agro-pasteurs effectuent eux-mêmes, ce qui est l'amorce des pratiques pastorales que l'on trouve à l'aval sur Podor. Mais c'est à l'amont dans le secteur de Sémmé et dans le Ferlo (principalement dans la Communauté Rurale de Ranérrou) que l'on trouve les plus importantes zones d'élevage du Département.

Les effectifs de bovins sont mal connus. Les ordres de grandeur avancés par le responsable du secteur élevage, établis d'après ses dernières statistiques de vaccination

donnent un effectif total de 142 000 têtes. Dans ce total il inclut le bétail des éleveurs pulo expulsés de Mauritanie, estimé à 20 000 têtes.

On distingue plusieurs catégories d'éleveurs. Pour les peul l'élevage demeure la préoccupation dominante sinon l'activité principale. Il y a la minorité des grands éleveurs - jarga - dont les troupeaux se comptent par centaines de bêtes, et à l'opposé il y a tous ceux dont les troupeaux se limitent à quelques têtes d'ovins et de caprins.

Dans les villages soninké et haalpular on trouve de nombreux propriétaires de troupeaux mais la conduite de leurs animaux est généralement confiée à des bergers peul, employés par le village ou par quelques éleveurs qui regroupent leurs animaux. Pendant l'hivernage les troupeaux pâturent dans le jeeri et reviennent chaque soir au village. Au cours de la saison sèche ils gagnent les pâturages du haut jeeri et du Ferlo et ne reviennent au village qu'une fois l'hivernage installé.

Les modes de gestion et la productivité de ces troupeaux sont mal connus.

Les taux de commercialisation sont ordinairement de l'ordre de 10 % en zone sahélienne. Il est moindre en période de reconstitution du cheptel. Avec de tels effectifs on aurait un excédent annuel commercialisé de plus de 10 000 têtes pour les bovins et nous ne comptons pas les ovins et les caprins où le taux des transactions est plus élevé.

Le bétail demeure la richesse des gens du fleuve et pas seulement des pulo (C. Santoir, recherche en cours)

Cependant on remarquera que :

- la sécheresse a contribué à concentrer l'élevage bovin aux mains d'une catégorie de grands éleveurs qui disposent de richesses et de revenus élevés en dépit des apparences
- les éleveurs de petits ruminants sont très nombreux et dans toutes les catégories sociales
- en dépit d'effectifs élevés les filières de commercialisation n'apparaissent pas très structurées.
- l'élevage dans la vallée, même dans le cas des grands éleveurs pulo, est associé à d'autres activités principalement aux cultures pluviales, mais aussi à la culture du riz, à la cueillette de la gomme.

II-6 Signification de la pluri-activité

L'enquête conduite dans les 17 villages n'a retenu que les activités des membres de l'unité domestique qui représentent un emploi réel ou qui contribuent d'une façon significative à l'économie du foyer.

STATUTS et ACTIVITES

STT	FOY	POT	WL	FL	JF	IR	JD	EB	EP	PR	CE	TAP
mha	17	78	5	0	5	4	1	2	2	0	1	19
pce	106	1121	80	36	77	8	54	14	40	2	1	311
pcu	157	1522	137	92	105	88	92	11	61	108	13	694
pma	234	2393	141	42	199	37	117	50	117	30	11	733
pnj	163	1730	65	18	127	34	55	15	66	13	5	393
ppu	238	2393	131	11	190	17	47	82	158	1	15	637
pto	472	5024	272	44	344	109	99	66	183	2	19	1119
pxx	21	233	9	3	16	8	6	2	8	2	0	54
snk	214	3548	121	79	126	104	80	52	118	13	0	693
wol	68	895	0	0	63	0	2	6	45	0	2	116

STATUTS (STT)

maure

mha: haratin

haalpular

pcu: cubalo

pce: cedo

pto: torodo

ppu: pulo

pnj: nyenyo, jawando

pma: macudo

ppx: autre haalpular

snk: soninke

wol: wolof

EFFECTIFS

FOY: nombre de foyer

POT: nombre total d'habitants

ACTIVITES AGRO-PASTORALES

WL: culture de décrue du walo

FL: culture de berge

JF: culture d'hivernage dans le jeeri ou sur le fonde

IR: culture du périmètre irrigué

JD: culture de jardin

EB: élevage bovin (plus de 5 têtes)

EP: élevage des ovins et des caprins (plus de 5 têtes)

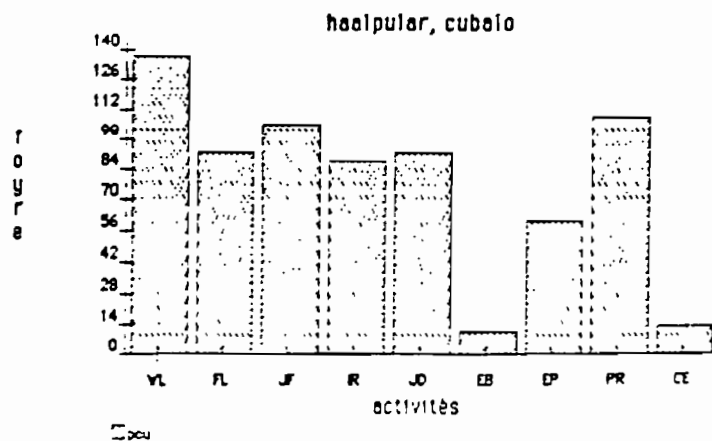
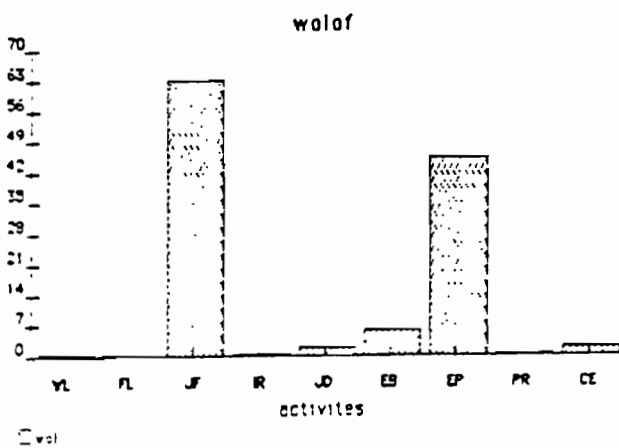
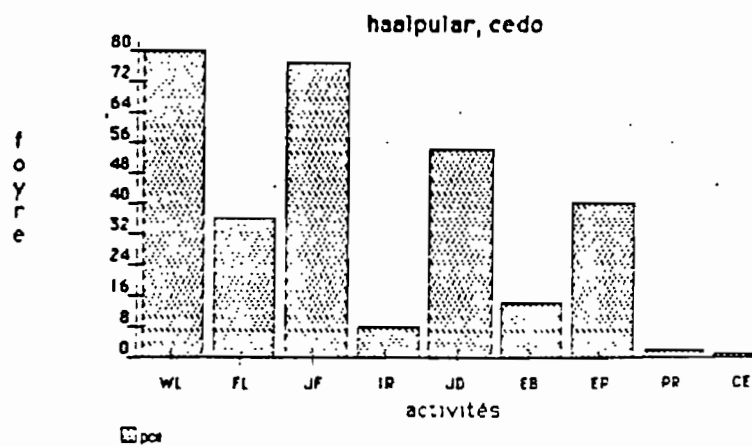
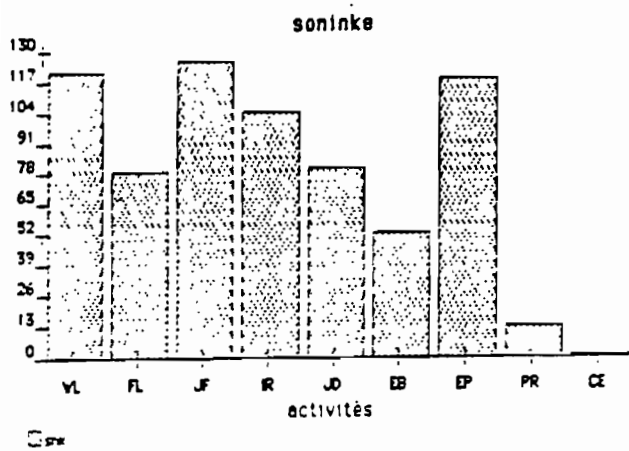
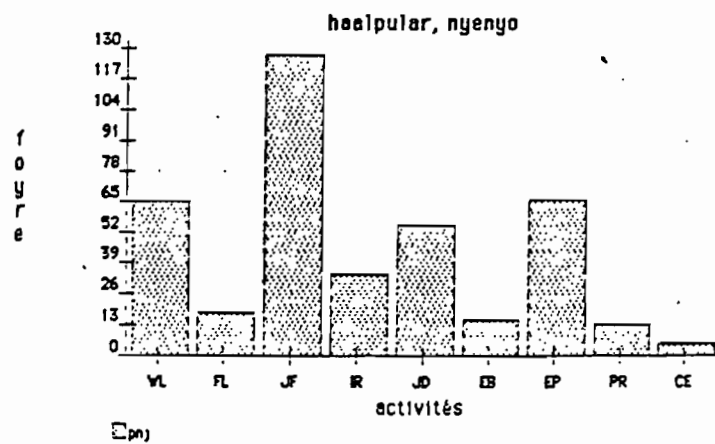
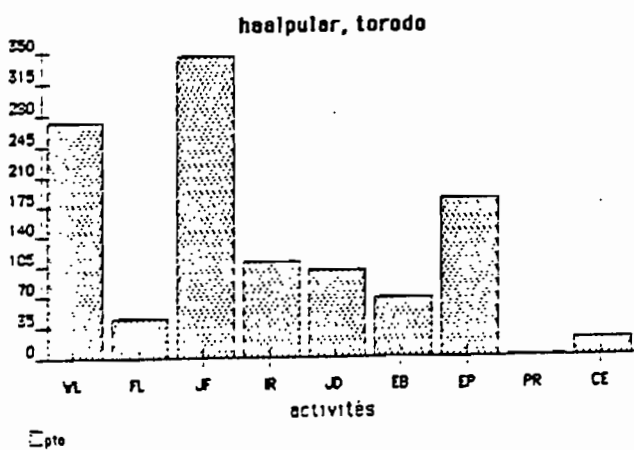
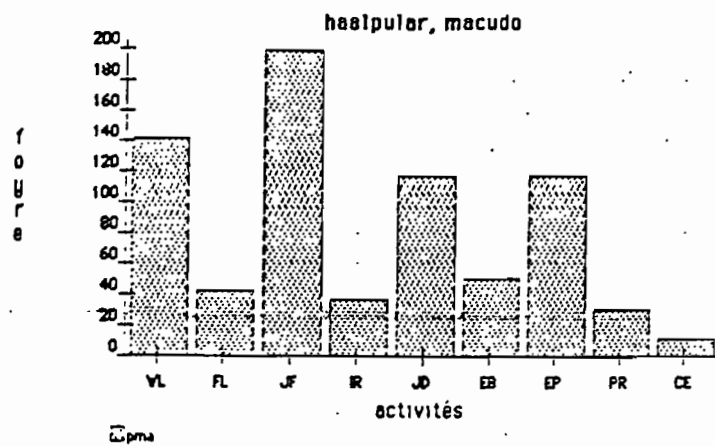
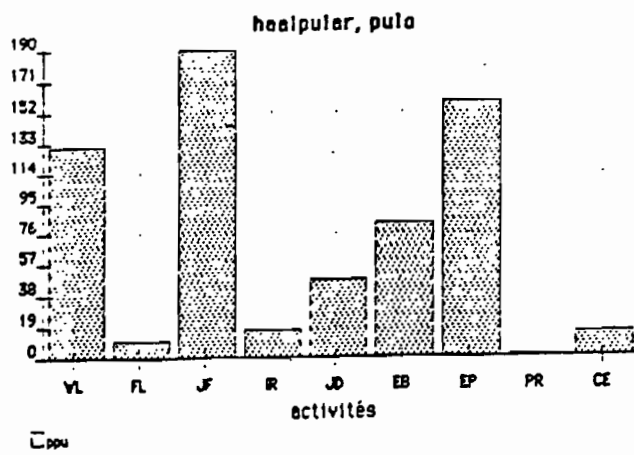
PR: pêche

CE: cueillette principalement de la gomme

TAP: nombre cumulé d'activités agro-pastorales pratiquées par les foyer.

Les graphiques suivants montrent la diversité des activités agro-pastorales pratiquées par chaque groupe statutaire. L'analyse faite ici ne prend en compte que les composantes des systèmes agro-pastoraux.

fig. 6 PLURIACTIVITE ET GROUPES STATUTAIRES



Au niveau du groupe statutaire l'analyse confirme clairement l'absence d'une activité dominante liée au statut. La pluri-activité est la règle, aucun groupe n'apparaît spécialisé dans une activité.

Il n'y a que très peu de foyer à ne pas avoir d'activité agro-pastorale.

Certains groupes sont exclus de certaines activités ou n'y ont pas accès, les pulo ne pêchent pas ni les torodo, les pulo ont très peu de falo, les wolof n'ont pas accès au walo.

Certaines activités jugées dominantes ou préférentielles apparaissent déclassées en deuxième ou troisième position, l'élevage bovin pour certains pulo, la pêche pour la plupart des cubalo actuellement.

La pluri-activité est considérablement élargie par les activités non agricoles, commerçants sur place ou dans la zone, et surtout emplois des travailleurs émigrés à l'extérieur.

Au niveau du foyer les combinaisons d'activités les plus fréquentes apparaissent sur les graphes suivants (fig. 7):

Pour les pulo, nous avons deux cas de figure. Ceux de Kavel-Dialoube cultivent le walo et le jeeri, ont des troupeaux, surtout de petits ruminants, et migrent principalement au Sénégal. Ceux de Yérimalé ne cultivent que le jeeri, pratiquent l'élevage et migrent préférentiellement dans les pays africains.

Les torodo de Doumga-Rindiao ont des activités très diversifiées. D'une part le walo, le jeeri, les cultures irriguées, les jardins et le petit élevage. D'autre part les migrations au Sénégal et dans les états africains.

Les cedo de Tiemping cultivent le walo, le falo, le fonde et des jardins, ils ne cultivent plus le riz irrigué mais migrent au Sénégal, en Afrique et en Europe.

Les cubalo de Mbakhna (village situé sur le marigot de Diamel) pêchent tous, cultivent le walo, le falo, le jeeri et le périmètre irrigué. Ils se consacrent au petit commerce. Certains migrent principalement au Sénégal et en Afrique.

Les macudo de Kavel-Dialoube ont les mêmes activités que leurs anciens maîtres, ils exploitent plus de jardins, ils ont moins de troupeaux. Leurs migrants sont un peu plus nombreux mais les destinations sont les mêmes que celles des nobles.

Les nyenyo de Hamadi-Dunaré, principalement des tisserands, cultivent le jeeri et pratiquent leur métier. Ils migrent au Sénégal et dans les pays africains.

Pour les soninke de Adabéré les activités locales sont principalement les cultures de walo et de falo, puis la culture irriguée et le petit élevage. L'émigration, à très fort taux, demeure orientée vers la France.

Pour les wolof de Fété-Niébé, il n'y a localement que la culture de jeeri et le petit élevage. Ils ont presque tous une activité artisanale; ils se sont spécialisés dans les métiers du bâtiment et construisent pour les émigrés. Ils migrent surtout au Sénégal.

Cette analyse à deux niveaux nous éclaire sur la gestion de la force de travail et les stratégies anti-risques des foyers. Il faut ajouter que ces systèmes de production sont très flexibles, en fonction de l'évolution du groupe domestique lui-même, et de la situation conjoncturelle tant sur le plan écologique qu'économique.

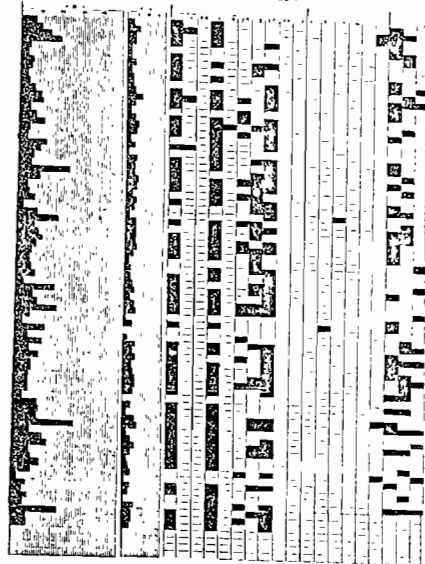
PLURI-ACTIVITES
(PAR FOYRE)

LEGENDE

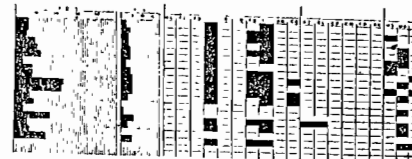
POI	PRODUCTION (cote de chaque foyer)						
1 A	Membre total d'activités pour chaque foyer						
N	N	P	O	U	T	A	M
1	2	3	4	5	6	7	8

ACTIVITES HALIO-AGRO-PASTORALES	ACTIVITES NON-AGRIQUES LOCALES	MIGRANTS
HL Maitre PL Fois PD Fonc JE Jardi	AL Artisan SL Service	MS Soudan
HL Integ JD Jardin	CP Petit commerce CM Boulanger	MA Afrique
ED Storage bois EP Et autres matériaux	IP Transporteur	NE Autres
PR Peche PE Agriculteur	RI Rente	AM Autres
HL PL PD JE JD EP PR CE	AL SL CP CM IP RI	MS MA NE AM

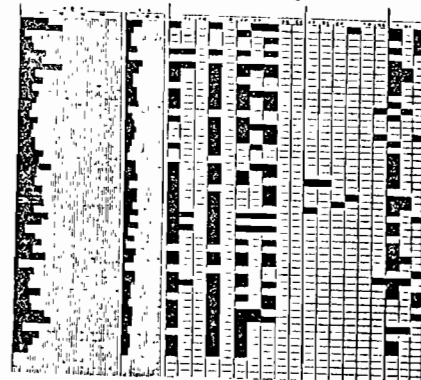
1 FULBE DE KAVEL DIALOUBE (ARDT DE OURO-SOGUI)



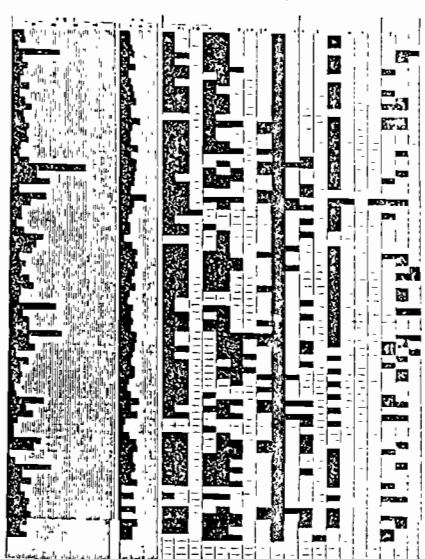
2 FULBE DE YERIMALE (ARDT DE SEMME)



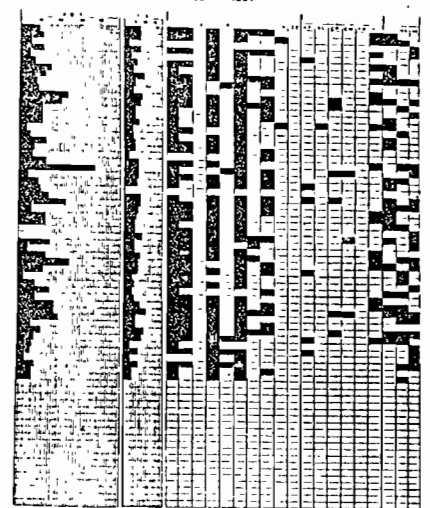
3 MACUBE DE KAVEL DIALOUBE (ARDT DE OURO-SOGUI)



4 SUBALBE DE MBARKHA (ARDT DE OURO-SOGUI)



5 SEDE DE TIEMPING (ARDT DE KANEL)

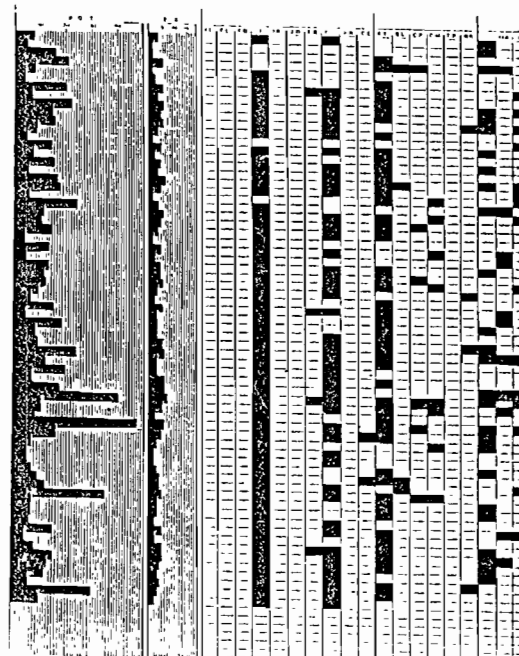


PLURI-ACTIVITES
(PAR FOYRE)

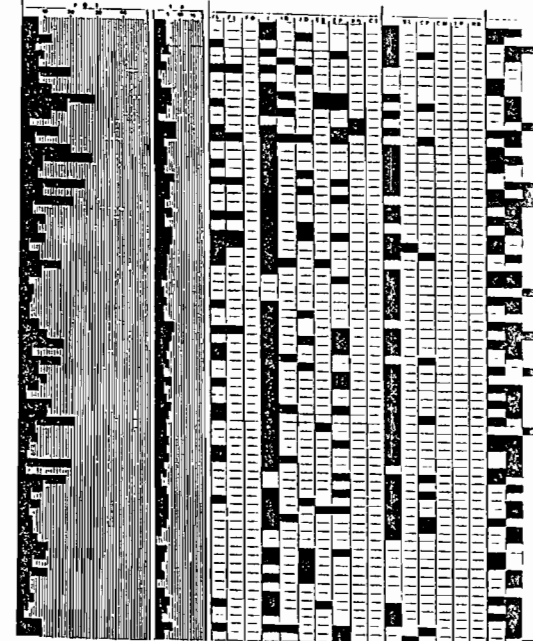
SONINKE DE ADABERE (ARDT DE SEMME)



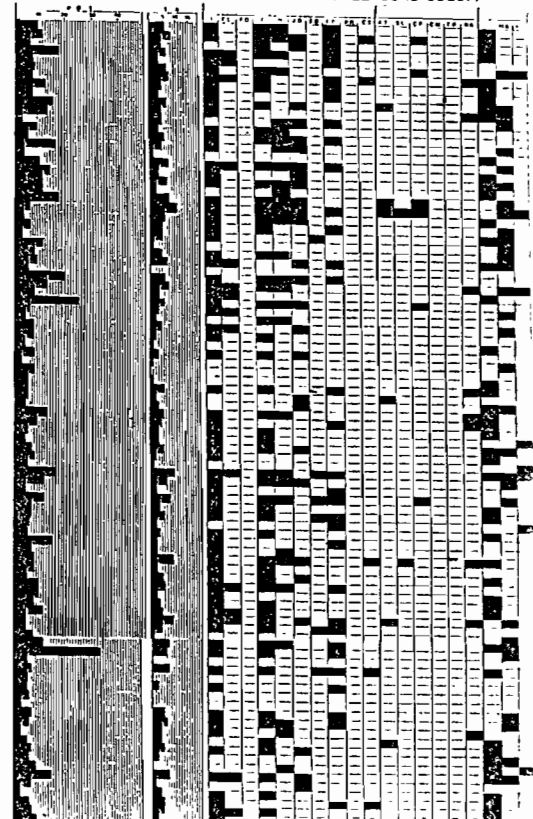
WOLOF DE FETE NIEBE (ARDT DE OURO-SOGUI)



NYENBE DE KAMADI-OUNARE (ARDT DE KANEL)



TOORIBE DE DOUMGA-RINDIAO (ARDT DE OURO-SOGUI)



Conclusion

Au cours des deux dernières décennies, **l'éventail des activités agro-pastorales s'est élargi** à la culture des PIY et des jardins, tandis que l'émigration touchait tous les groupes sociaux.

Les cultures de décrue, les cultures pluviales ont beaucoup souffert des déficits pluviométriques et de la faiblesse des crues.

L'élevage a connu des crises aussi, mais les troupeaux sont apparemment reconstitués.

Les résultats, que nous avons rappelés pour chaque grand type d'activité, portent la marque de ces difficultés extrêmes. Le niveau des productions et toute l'activité économique sont en rapport avec cette conjoncture très dure.

La mise en culture des PIY et des jardins a permis d'assurer la survie des familles.

L'émigration des jeunes actifs en quête de revenus à l'extérieur joue partout maintenant un rôle essentiel tant pour l'emploi de la force de travail que comme fondement de l'économie domestique.

Il reste que les cultures traditionnelles et l'élevage demeurent considérées localement comme des activités principales. Elles sont maintenant confrontées à des cultures à hauts rendements mais exigeantes en intrants, en travail et tout aussi risquées.

Et puis l'incertitude climatique et les multiples menaces qui pèsent sur l'activité agricole demeurent, en dépit des affirmations plus ou moins assurées que le cycle des sécheresses est fini.

Cette diversité d'activités et cette flexibilité dans les choix sont sans doute déconcertantes dans la perspective d'un développement axé sur le secteur irrigué, promu à tout prix, et qui nécessiterait un engagement prioritaire sinon exclusif de la force de travail dans les casiers.

Pourtant c'est par cette diversification des activités que la population a pu tenir face à des risques aggravés, au cours des dernières décennies.

Ces alternatives et ces priorités que se donnent jusqu'à présent les habitants du département, ne devraient pas être ignorées des développeurs puisqu'elles montrent dans quels contextes interviennent les actions de développement qu'ils s'efforcent d'initier.

A travers les cas présentés et compte tenu de ce que nous savons sur les dynamiques agraires et migratoires des principaux groupes sociaux nous pouvons expliquer en partie les différences de croissance des villages.

Les migrations de travail, notamment les migrations vers l'Europe, et la mise en exploitation des périmètres irrigués et de jardins se sont conjuguées pour favoriser la croissance démographique. Ces migrants maintiennent leurs familles au village et participent à l'économie domestique. Les rizières et les jardins ont fourni des ressources vivrières et monétaires complémentaires, ou de substitution les années où la production traditionnelle s'effondrait du fait de la sécheresse. Les soninké et les cubalo des villages riverains ont généralement élargi leurs systèmes de production en ce sens.

Les migrations vers Dakar, avec de longues périodes de recherche d'emploi et finalement la fixation en ville de la famille en voie de constitution, et une économie villageoise fondée sur les cultures de jeeri et de décrue, sans possibilité d'aménager ou sans accès à la culture irriguée sont des facteurs de stagnation. Dans ce cas la succession des sécheresses a provoqué un accroissement des migrations. Le plus souvent il s'agit de villages à dominante torodo et cedo dont les migrations sont surtout orientées vers le Cap-Vert et qui n'ont pas pu aménager de PIY. L'exemple le plus net est celui des Agnam dans l'arrondissement de Tiligne.

Ces critères ne sont pas suffisants pour expliquer la forte croissance de plusieurs gros villages. Ici c'est l'essor récent de l'activité commerciale qui explique ces expansions nouvelles.

III LES ECHANGES ET LES RESEAUX COMMERCIAUX

La recherche sur les réseaux commerciaux représente la partie centrale de l'étude, parce que c'est le secteur d'activité le plus dynamique et qui exprime le plus fortement les relations entre les campagnes et les centres semi-urbains de la région.

La vallée a longtemps eu la réputation d'être le grenier à mil du Sénégal. Les chiffres de production des dernières décennies font apparaître la plupart du temps des totaux déficitaires par rapport aux besoins vivriers de la population locale.

Le poisson et le lait étaient les autres produits qui donnaient lieu à des échanges importants. Maintenant la plus grande part du poisson consommé vient de l'océan. Les laitages reconstitués avec le lait en poudre prennent le relais des produits locaux après l'hivernage.

Par contre, le commerce des produits maraîchers s'est beaucoup développé au cours des dernières décennies. Il a pour base une production locale diversifiée provenant non seulement des traditionnels champs de berge mais aussi des périmètres irrigués et des jardins exploités par les femmes.

III-1 Les produits et les prix

Le niveau de la production n'est pas le seul critère qui fonde l'importance de chaque filière. Il y a la part qui est réservée à la consommation locale. Il y a surtout la question de la conservation et des possibilités de stockage. Au cours de la dernière période l'animation et les rythmes d'activité des marchés sont principalement dus à l'afflux de produits frais plus ou moins rapidement périssables : poissons, laitages, produits maraîchers.

Les produits maraîchers qu'ils proviennent des jardins, de parcelles irriguées ou du falo sont commercialisés dans de fortes proportions. Ce sont souvent des denrées périssables difficiles à stocker, ce qui oblige à commercialiser la production non immédiatement consommée. Mais ce sont aussi les productions des femmes qui n'ont pas d'autres sources de revenus monétaires. Ce secteur de production s'est développé et s'est diversifié par la mise en culture des jardins et par l'utilisation d'une partie des périmètres irrigués pour le maraîchage en contre-saison fraîche.

Ces denrées dont les prix au producteur sont bas (tomates, oignons, choux) ne peuvent supporter ni la rudesse du transport, faute de conditionnement, ni ses coûts (de l'ordre de 10 CFA par kilo) pour être vendues sur les marchés dakarois. La consommation urbaine locale est vite saturée en l'absence d'agglomérations importantes. Le marché de Kaédi qui drainait la production des villages riverains de la zone aval est maintenant inaccessible depuis la fermeture de la frontière. Les revenus monétaires provenant des émigrés favorisent l'accroissement de la commercialisation et de la consommation locale. Ils servent à acheter ces mêmes légumes mais à des prix nettement plus élevés quand la production locale fait défaut. La nécessité d'étaler la période de production et de mieux conserver incitent certains producteurs isolés à innover.

La production du lait croît avec le retour de l'herbe, en juillet, et redevient très faible quand les vaches sont très mal alimentées, dès février-mars. Seuls les éleveurs situés à proximité des gros villages peuvent écouler la production sur les marchés. Les échanges locaux sont importants, le troc demeure fréquent. Le lait, denrée périssable, est échangé contre des céréales qui se stockent. Il arrive que les éleveurs acquièrent ainsi plus de mil

qu'ils n'en consomment et qu'ils en revendent une partie plus tard. Une part de la production laitière circule sous forme de "beurre" fermenté dans des récipients fermés à destination des parents fixés en ville. Localement, quand la production baisse le relais est pris par le lait en poudre reconditionné sans qu'il y ait de fluctuations des cours.

La majeure partie du poisson consommé dans la région du fleuve est du poisson de mer provenant de Saint-Louis. Le commerce est le fait de revendeurs et non de producteurs même s'il s'agit de femmes de groupe statutaire cubalo. La sensible reprise de la pêche au cours des dernières années est cantonnée aux marigots intérieurs. Elle est à présent entravée par l'insécurité qui dure sur les eaux du fleuve depuis plus d'un an et qui interdit l'activité halieutique. De plus, les bas prix du poisson de mer vendu sur les marchés ne sont pas une incitation à la reprise de la pêche sur le fleuve.

Le commerce des céréales est demeuré actif en dépit du niveau de la production. Les transactions portent sur le mil souba, sur les sorghos samme, nyediko, fela, sur le maïs, et sur le riz. Dans les conditions de production actuelles la circulation des céréales est surtout locale.

Le commerce du riz occupe une place à part. Il s'agit d'un système de culture avec des intrants qu'il faut financer, ce qui oblige à vendre une partie de la production, à moins que les coûts de production ne soient couverts par l'argent des émigrés. Les surfaces cultivées sont modestes, de l'ordre de 20 ares, par exploitation mais les rendements sont de l'ordre de 30 à 40 q/ha, quand la culture est bien conduite, sans incident grave.

Quand les intrants étaient fournis par la SAED le remboursement se faisait normalement par un prélèvement en nature d'une partie de la récolte par la SAED elle-même. Avec le désengagement de la SAED les conditions de la commercialisation du riz paddy se trouvent modifiées. On constate cependant qu'environ 10 % de la production est à présent vendue par les paysans à la SAED au prix de 85 CFA le kg de paddy. La majeure partie de la production est consommée ou fait l'objet de trocs et de dons, au titre de redevances foncières notamment. Une partie du grain est conservée comme semence, enfin une quantité très variable est vendue à des commerçants chez qui les cultivateurs ont pris du crédit, soit pour leur consommation courante soit pour l'obtention d'intrants. Les délais que la SAED impose avant de payer la production qu'elle achète obligent les petits producteurs à vendre à bas prix ailleurs.

Le riz est payé au moment de la récolte à des cours très inférieurs au prix SAED comme le confirment les relevés suivants:

50 CFA le kg de paddy	Tilogne,	en janvier 89
70 à 80	Boki-Diavé,	en janvier 89
60	Nabadji-Sivol,	en janvier 90
50 à 60	Hamadi-Ounéré,	en janvier 90
45	Matam,	en février 89
50	Sadel,	en janvier 90

Quand le paysan ne peut pas financer sa campagne agricole sur ses propres réserves, ou en vendant du petit bétail, ou en utilisant l'argent envoyé par un parent émigré, il doit passer par le crédit. La difficulté pour le paysan d'accéder au crédit de la CNCAS l'oblige à recourir à des emprunts ruineux. On observe le cas de prêts usuraires de type didabal où l'emprunteur doit rembourser en nature le double de ce qu'il a emprunté quelques mois auparavant et ceci au prix payé par les commerçants au moment de la récolte.

Le haricot niébé est la seule culture traditionnelle dont la production et le commerce se sont développés pendant les dernières décennies. Les graines et les feuilles sont l'objet d'une importante commercialisation. Cette plante rustique, peu exigeante en eau, présente sur tous les terroirs, semée en culture pure, ou associée, ou dérobée, est certainement la production qui s'est le mieux maintenue lors des années de sécheresse. Les haricots comme les feuilles sont présents pendant de longues périodes sur les marchés. Une partie de la production est achetée par des commerçants wolof du Baol et acheminée vers les marchés urbains.

Ressource principale au temps de l'économie de traite, la gomme demeure la seule production entièrement destinée à la commercialisation. Prélevée sur *Acacia Sénégal* en saison fraîche elle est maintenant récoltée par les peul du jeeri et du haut jeeri. Pour ces collectivités elle est encore une ressource importante (Nuttall, 1989). La gomme ne transite guère par les marchés.

La commercialisation des produits agricoles varie considérablement suivant les conditions et le niveau de la production de l'année. La faiblesse relative, au cours de la dernière période, du commerce des céréales et des produits locaux de la pêche, et à l'inverse

l'importance des ventes de produits maraîchers, sont en partie dues aux conditions écologiques.

Les productions que l'on ne peut ni conserver ni stocker sont écoulées sur le marché sans délais ou troquées. Pour ces denrées l'afflux sur le marché se conjugue avec l'approvisionnement par l'importation. Les cours résultent de cette conjonction de flux alternés.

Mais la commercialisation n'est pas uniquement liée au niveau de la production et aux possibilités de stockage. Dans cette région les revenus non agricoles interfèrent presque partout avec la gestion des réserves vivrières. Ils sont un facteur de sécurité qui permet aux unités domestiques de prendre des libertés par rapport à l'habituelle nécessité de l'autosuffisance vivrière.

Et puis nous sommes en présence d'économies familiales complexes où chaque adulte a de plus en plus d'autonomie et où les relations statutaires deviennent moins contraignantes. Les ressources, les besoins et les objectifs varient en fonction du sexe, de l'âge, du statut, des charges, des responsabilités et des projets individuels et familiaux.

III-2 Les commerçants

Dans les 17 villages où nous avons enquêté sur l'ensemble des activités nous avons repéré les foyers où il y a une activité commerciale. Qui sont ces gens qui font du commerce? Le commerce est-il une activité spécialisée ou bien se développe-t-il en complément des activités agro-pastorales?

Groupes statutaires, commerce et activités agro-pastorales

Statut	Nb. de foyer	foyer avec com. sans act. agro-past.	foyer avec com. et act. agro-past.
cedo	106	4	15
cubalo	157	3	88
pulo	238	4	27
torodo	493	3	55
jawando	8	-	-
nyenyo	155	2	28
macudo	234	8	36
maure	15	-	3
soninke	214	1	35
wolof	68	2	12
total	1688	27	299

Il y a des activités de commerce dans 326 foyre sur les 1688 observés. Dans 265 cas il s'agit du micro-commerce des commerçants ambulants, des "tabliers" et surtout des vendeuses des marchés. Le commerce est alors une activité semi-permanente. Le groupe statutaire cubalo (les pêcheurs) est nettement sur-représenté. Les femmes cubalo exploitent des jardins ou des parcelles de falo. Elles sont nombreuses comme vendeuses ou revendeuses de produits maraîchers sur les marchés. Elles se chargent aussi de la revente du poisson, celui du fleuve et aussi le poisson de mer.

Pour les 17 villages de l'enquête, 61 commerçants permanents tiennent des boutiques; 58 font partie de foyre ayant les activités agro-pastorales habituelles. A ce niveau les groupes sur-représentés sont les soninké et les wolof.

Le commerce spécialisé et le commerce de gros n'impliquent pas nécessairement la mono-activité au niveau du foyre. Cependant c'est le cas pour les commerçants non originaires des villages. C'était le cas des quelques dizaines de commerçants maures qui tenaient des boutiques dans les plus gros villages du département et qui ont dû tout abandonner en avril 1989. La plupart de leurs boutiques ont été reprises par des commerçants originaires des villages.

Il y a le réseau des commerçants wolof originaires du Baol, relié aux grossistes de Matam qui sont de même origine. Ce réseau a supplanté le commerce de traite qui était encore en place au moment de l'indépendance. Les succursales de maisons de commerce coloniales tenues par des Saint-Louisiens ont toutes fermé avant les années 1970.

III-3 Echanges et rapports statutaires

C'est au niveau de l'unité de production-consommation, le foyre, que se gèrent les greniers.

Les femmes tiennent une place importante dans le commerce des céréales, alors que les parcelles sont généralement gérées par les hommes. Quelles sont les contraintes qui les portent à vendre ou à acheter des produits locaux. Est-ce l'existence de surplus dans le grenier? Est-ce le besoin d'argent? et ce manque d'argent se manifeste-t-il à leur niveau simplement, ou à celui du galle, ou du foyre?

Les femmes prélèvent de petites quantités de sorgho (samme), de riz paddy et de haricot niebe. Ces produits sont vendus, ou troqués dans les boutiques, ou écoulés sur les marchés (vendus à des vendeuses permanentes). Les femmes touchent aux réserves stockées dans les greniers quand l'argent alloué par le mari pour la couverture de besoins domestiques est insuffisant. Le maximum de la vente a lieu après la récolte mais ces ventes peuvent se poursuivre à tous les moments de l'année. Les principales transactions ont lieu au moment où les prix sont les plus bas. Cette pratique est assez répandue dans les foyre qui ont été suivis à Doumga-Rindaw où le recours aux mandats des émigrés n'intervient qu'au moment où le grenier se vide. Les prélèvements peuvent toucher les réserves de soudure -djigore-, même quand celles-ci ont été achetées par le jom-foyre. Dans le cas de Doumga la part de la production ainsi écoulee atteint 28 % de la production. Dans les villages où les revenus monétaires extérieurs sont plus importants ces prélèvements sur le stock vivrier sont moindres; 6 % à Boynadji, 7 % à Tiemping. En ces années de productions déficitaires ces ventes ont souvent lieu dans des foyre où la production est en deça des besoins de l'année. Quelle que soit la période où les revenus migratoires sont sollicités ils ont partout pour effet d'élargir la consommation et ils permettent d'assurer la soudure.

Les échanges entre foyre s'expliquaient autrefois par les rapports statutaires existant entre les chefs de ces unités domestiques. Dans la société haalpular ils peuvent être de trois ordres. Dans le lignage on a des relations père-fils et aîné-cadet. Les relations de clientèle vont exister entre des chefs de foyre de statut noble (torodo, cedo, pulo, cubalo) d'une part, les foyre jawando (courtisans et gens de la parole) et les foyre nyenyo (artisans) d'autre part. Des relations de dépendance perdurent entre les anciens maîtres et leurs anciens serviteurs. Il reste à préciser le contenu économique actuel de ces relations, quelle circulation de produits agricoles engendrent-elles, à la fois dans la zone et hors zone, en particulier vers les unités domestiques fixées en ville ? La structure fortement hiérarchisée de la société haalpular se traduit-elle encore par une accumulation de productions agricoles dans les foyre des détenteurs du pouvoir foncier, social et religieux, aussi bien pour le secteur traditionnel que pour le secteur irrigué, alors qu'ils sont eux-mêmes producteurs. C'est là que l'on a pensé, a-priori, chercher la source d'éventuelles filières qui pourraient fonctionner même pendant les années de production déficitaire. Il faut examiner comment les notables gèrent ces surplus : redistribution, stockage, troc, commercialisation; et à quoi ils sont destinés; actualiser leurs réseaux locaux de relations de dépendance et de clientèle en redistribuant, stocker et épargner pour prêter à des taux plus ou moins usuraires au moment de la soudure, améliorer la consommation et l'habitat, investir dans l'équipement agricole, les moyens de transport, les boutiques ou les maisons. Il reste à vérifier que la trame sociale traditionnelle demeure une bonne entrée pour cerner une des sources du commerce des denrées agricoles produites localement. Nous avons tenté de préciser ce point par une enquête rétrospective sur les relations économiques qui demeurent autour des aînés de quelques familles titrées. A l'évidence le contenu économique de relations statutaires, affirmées et reconnues, s'amenuise rapidement. Les explications sont de plusieurs ordres: la faiblesse de la production agricole au cours des années de sécheresse, l'émigration qui met les actifs pour un temps hors du champ des rapports statutaires, la loi du domaine national qui crée un cadre légal qui peut favoriser l'émancipation économique des dépendants, enfin les divisions politiques parfois très vives dans les villages et qui aboutissent à des remises en question des rapports de clientèle. Cela affecte notamment le versement de la dîme foncière -asakal-.

Cette analyse vaut pour les années passées où le niveau de la production a souvent été extrêmement bas.

III-4 L'essor des marchés ruraux

En dépit des effondrements fréquents des rendements et des productions survenus ces deux dernières décennies, les marchés ruraux se sont multipliés et développés. Plusieurs produits agricoles locaux sont écoulés sur ces marchés.

Les données réunies sur les marchés de Tiemping, de Odobéré, de Tiali, de Kanel (par J. Magistro), de Doumga-Rindiao (par M. Niasse), de Boynadji-Roundé (par Ch. Nuttall) permettent d'identifier les différents types de marchés que l'on trouve dans le département.

Pour les marchés suivis par J. Magistro on sait l'effectif, le groupe social et le village d'origine des vendeuses, ce qui permet de relier les denrées vendues avec les spécificités des systèmes de production des villages et le statut social des vendeuses.

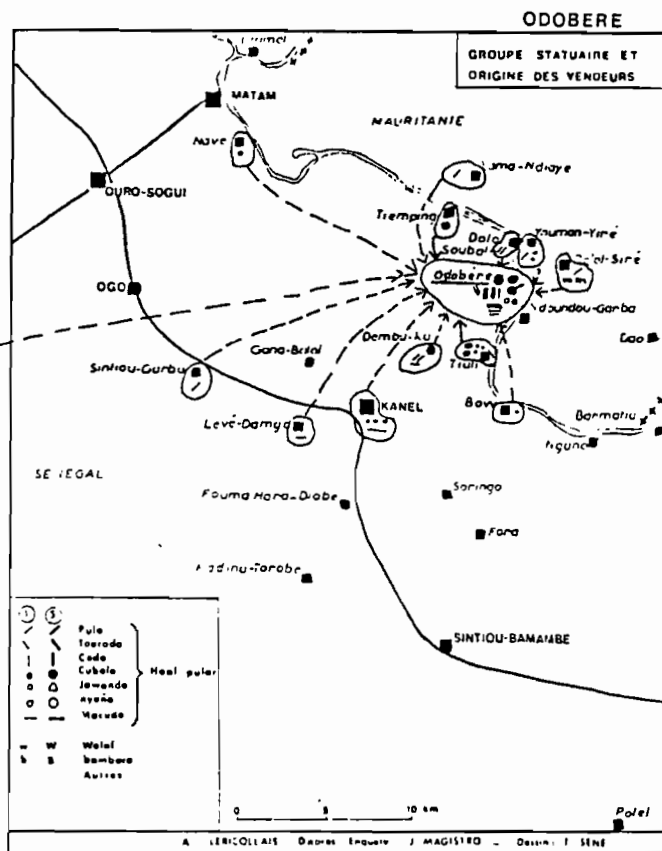
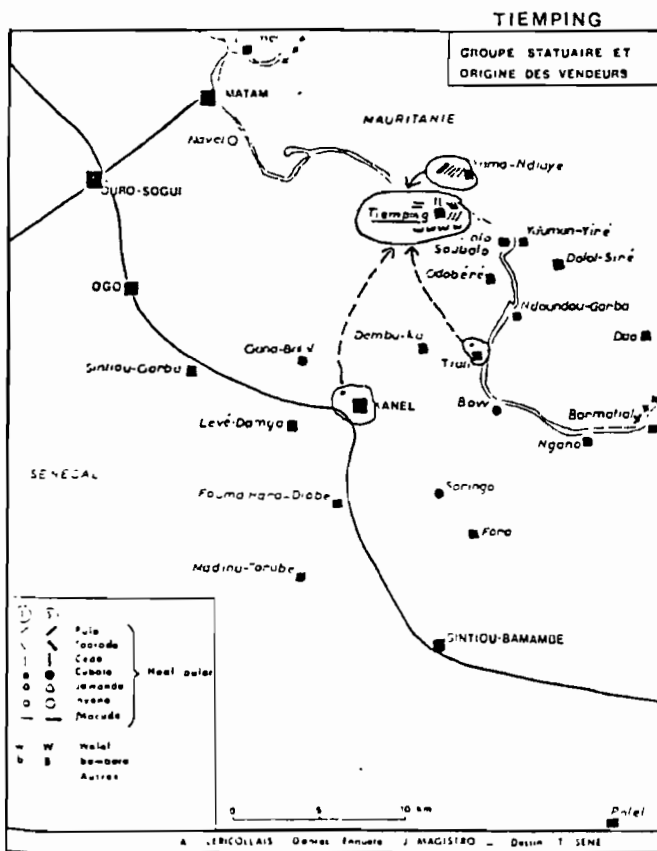
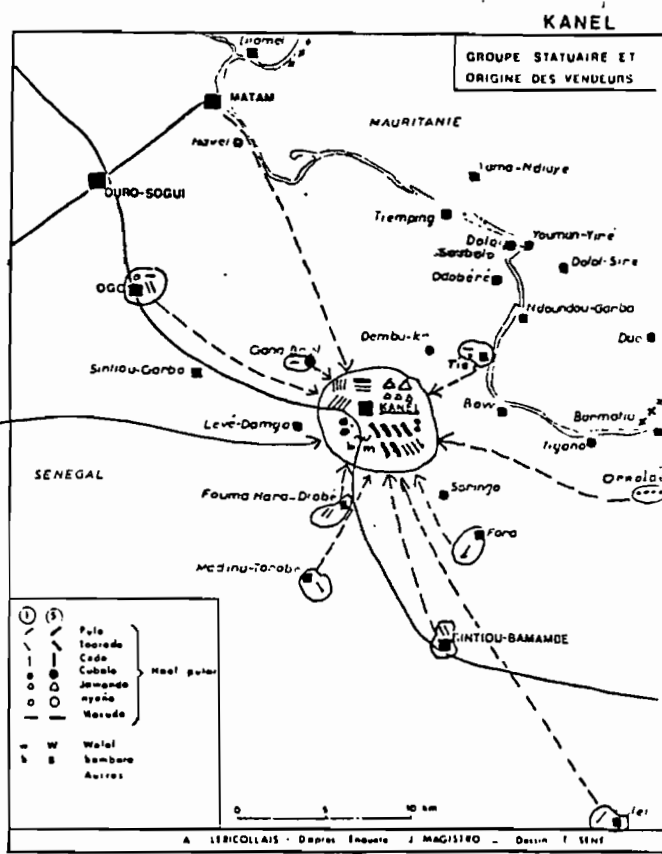
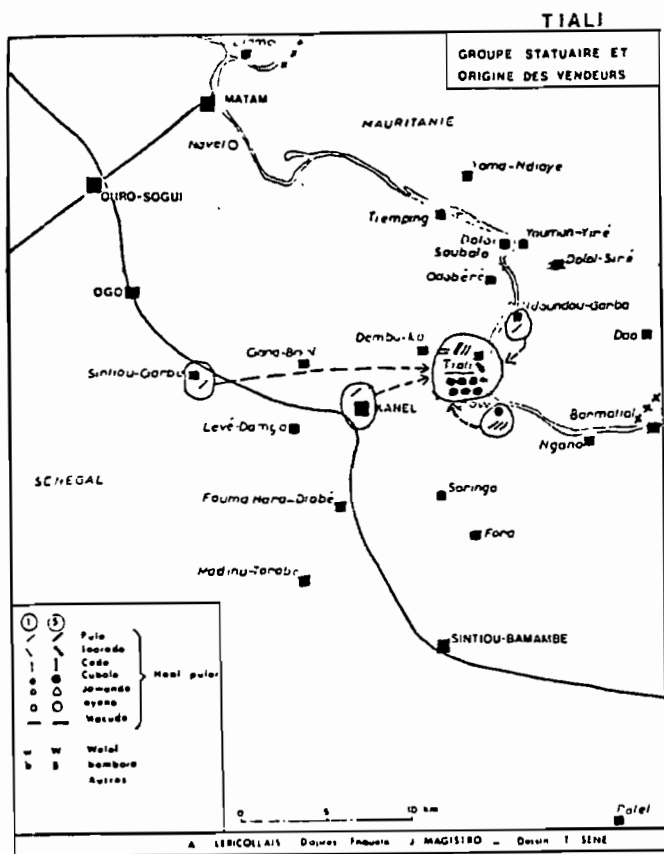
Pour situer les données collectées sur ces marchés, à l'échelle du département, on a enquêté sur une dizaine d'autres marchés villageois afin de répertorier de la même façon les produits et leur origine, s'il s'agit de denrées produites ou achetées pour la revente, le village d'origine des vendeuses, leur caste et leur ethnie. Ainsi on peut classer les marchés du département en fonction de leur importance et des catégories de produits écoulés.

Origines sociale des vendeurs

MARCHES Vendeurs	KANEL		TIEMPING		ODOBERE		TIALI		Totaux	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
pulo	1	8	-	12	-	9	-	13	1	42
torodo	1	39	-	3	1	2	-	5	2	49
cedo	-	4	-	2	1	10	-	-	1	16
cubalo	-	12	-	2	1	35	-	31	1	80
jawando	-	13	-	-	-	-	-	-	-	13
nyenyo	-	3	-	-	1	1	-	-	1	4
macudo	-	10	-	2	2	7	-	2	2	21
wolof	5	-	4	-	1	-	-	-	10	-
maure	-	1	-	-	2	-	-	-	2	1
bambara	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-
totaux	8	90	4	21	9	64	-	51	21	226

d'après les suivis de J. Magistro

fig 8 LES MARCHES DE TIEMPING, ODOBERE, TIALI ET KANEL: ORIGINES DES VENDEURS



Les marchés de Tiemping et de Kanel représentent des types de marché faciles à caractériser. A Tiemping (comme à Tiali) nous avons un petit village enclavé, situé en bordure du fleuve avec ses pêcheurs, ses cultivateurs de walo et de falo, et quelques femmes pulo. Le marché est local. Il n'y pas de hangar, juste quelques tabliers par terre. L'affluence est faible. Les vendeuses sont en majorité les femmes cubalo et pulo, il n'y a pas de commerçants venus de l'extérieur. Les produits échangés sont surtout les récoltes du falo, le poisson et du lait.

Kanel est l'exemple du grand marché dynamique et cosmopolite. Il est au coeur de l'un des gros villages situés le long de la route du jeeri. Le marché est construit et entouré de boutiques. Les vendeurs et les vendeuses sont en majorité originaires du village mais une proportion notable vient des villages de la zone et il y a des commerçants de l'extérieur. Les produits locaux prennent une grande place sur le marché mais il y a afflux de marchandises produites ou fabriquées hors de la région. L'importance du marché se mesure ici au nombre des vendeurs, à la diversité de leur origine sociale et géographique, à l'abondance et la diversité des produits, à l'importance des transactions, enfin par l'affluence.

Le marché de Odobéré représente une situation intermédiaire; un village de moyenne importance, un rayonnement local, avec un seul commerçant venu de l'extérieur.

L'importance du marché est en rapport avec les effectifs de la population du village et sa situation par rapport à l'axe routier, au fleuve, aux composantes de l'écosystème agro-halio-pastoral. Il dépend aussi de l'importance des revenus migratoires.

Les marchés les plus importants ont été observés (Cf. tableau suivant) à l'exception de ceux de Waoundé et de Dembaké.

EFFECTIFS ET ORIGINES DES VENDEURS DES MARCHES OBSERVES

GR. STATUTAIRE		<i>pul</i>	<i>tor</i>	<i>cub</i>	<i>ced</i>	<i>jaw</i>	<i>mac</i>	<i>nye</i>	<i>SON WOL AUT</i>			<i>TOT</i>
MARCHEORIGINE												
OREFONDE	v.	7	11	1	28	-	3	1	-	1	-	52
	zone	1	1	1	-	-	-	-	-	-	1	4
	hors-zone	-	-	-	-	-	-	-	-	5	-	5
	total	8	12	2	28	-	3	1	-	6	1	61
AGNAM-SIYOL	v.	1	10	-	4	2	13	1	-	-	-	31
	zone	6	5	2	9	1	17	-	-	-	1	41
	hors-zone	-	-	1	2	-	1	-	-	8	-	12
	total	7	15	3	15	3	31	1	-	8	1	84
TILOGNE	v.	4	5	-	35	2	22	1	-	-	1	70
	zone	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	2
	hors-zone	2	3	1	-	-	1	-	-	5	-	12
	total	6	8	1	37	2	23	1	-	5	1	84
BOKIDIAYE	v.	1	-	-	4	-	11	-	4	-	-	20
	zone	1	6	9	-	-	8	2	-	2	3	31
	hors-zone	1	1	-	1	-	2	-	-	16	2	23
	total	3	7	9	5	-	21	2	4	18	5	74

												43
NABADJI-SIYOL	v	4	3	1	6	-	6	-	-	-	6	26
	zone	-	1	6	-	-	-	-	-	-	-	7
	hors-zone	-	1	-	-	-	-	-	-	2	-	3
	total	4	5	7	6	-	6	-	-	2	6	36
OURO-SOGUI	v.	8	34	-	1	-	16	4	-	1	2	66
	zone	17	8	17	2	-	10	3	-	1	6	64
	hors-zone	8	3	2	1	-	2	3	-	10	3	32
	total	33	45	19	4	-	28	10	-	12	11	162
KANEL	v.	4	34	7	4	13	7	2	-	1	2	74
	zone	4	1	5	-	-	2	-	-	-	-	12
	hors-zone	1	5	-	-	-	1	1	-	4	-	12
	total	9	40	12	4	13	10	3	-	5	2	98
MATAM	v.	4	12	23	-	-	10	-	-	-	3	52
	zone	1	-	2	-	-	-	-	-	-	-	3
	hors-zone	4	4	2	2	-	2	-	-	28	1	43
	total	9	16	27	2	-	12	-	-	28	4	98
SINT BAMAMBE	v	3	6	1	2	2	11	-	-	-	-	25
	zone	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	hors-zone	-	-	1	-	-	-	-	-	3	-	4
	total	3	6	2	2	2	11	-	-	3	-	29
HAMADI-DUNARE	v.	-	1	4	2	-	11	8	5	-	-	31
	zone	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4
	hors-zone	1	-	-	-	-	-	-	-	4	-	5
	total	5	1	4	2	-	11	8	5	4	-	40
ORKADIERE	v.	6	2	-	16	-	20	-	-	-	-	44
	zone	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	hors-zone	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	2
	total	6	2	-	16	-	20	-	-	1	1	46
SEMME	v.	-	5	-	-	-	8	1	-	-	-	14
	zone	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	hors-zone	-	-	-	-	-	-	-	-	7	-	7
	total	-	5	-	-	-	8	1	-	7	-	21

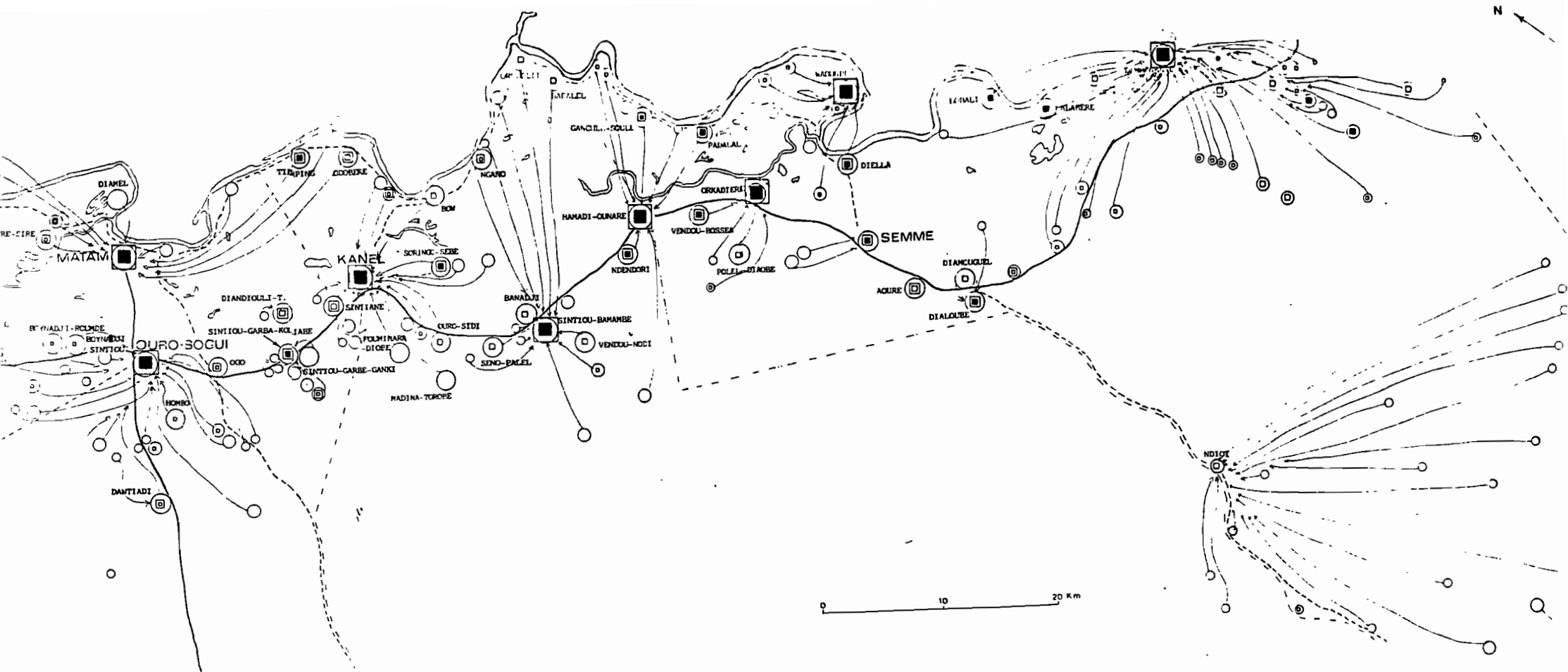
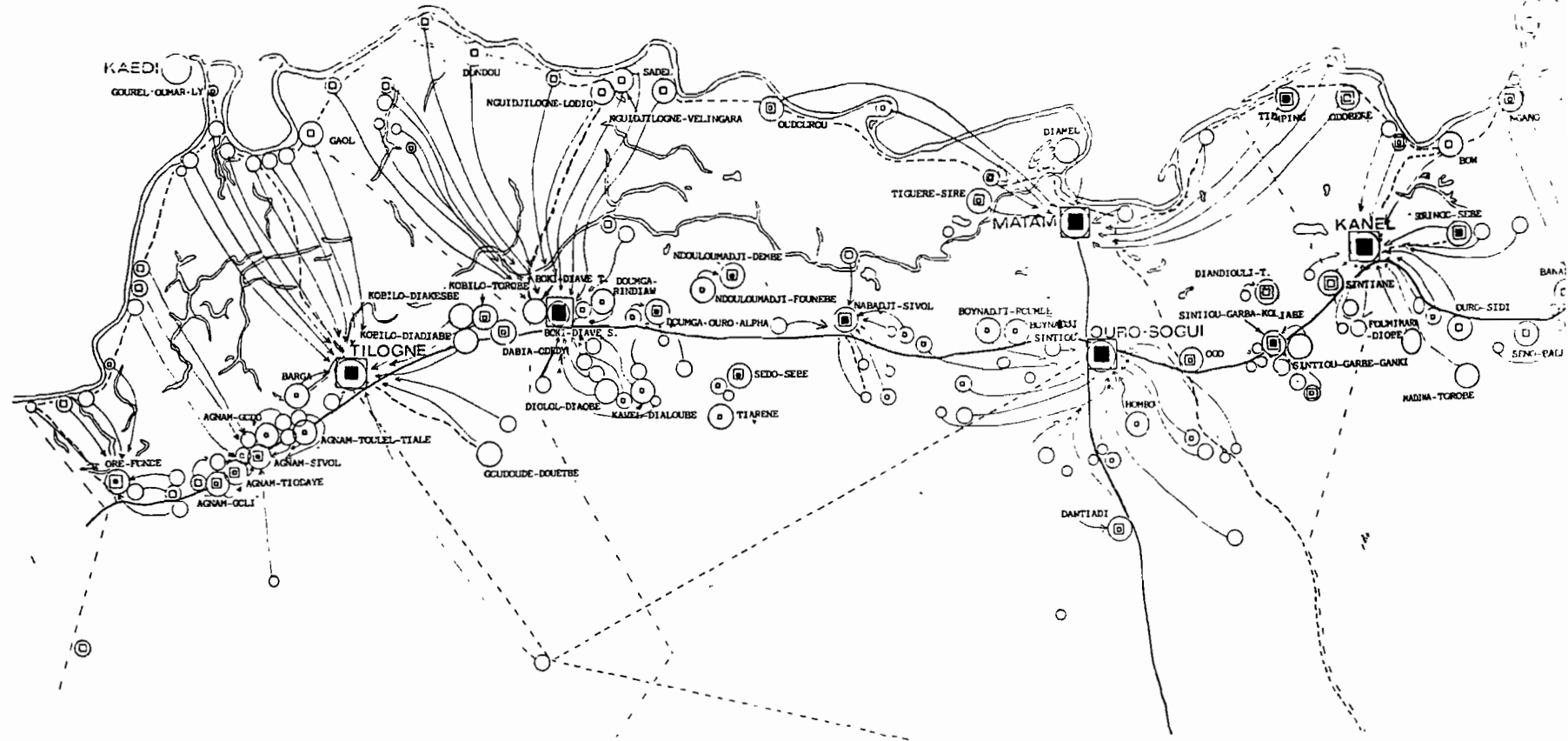


fig 9

LES COMMERCE IMPLANTATION ET POLARISATION



- 0 à 4 bo
- 5 à 19 bo
- ◻ 0 à 4 bo
- ◼ 5 à 19 bo
- Plus de 20

III- 5 Les boutiques

Il apparaît que les marchés villageois ne sont pas les seules voies d'écoulement pour les produits agricoles locaux. Dans les villages les boutiques peuvent jouer un rôle assez important en les achetant ou en les acceptant pour paiement. Au niveau du commerçant les marges bénéficiaires sur les produits agricoles peuvent être importantes. Ces transactions apportent des revenus non négligeables aux commerçants et contribuent au développement des entreprises commerciales.

Evidemment les boutiques ont aussi pour fonction de distribuer des produits de consommation le plus souvent importés. L'accroissement des revenus monétaires des villageois du fait des envois des émigrés s'est traduit par un accroissement et une diversification de ce commerce. Les boutiques se hiérarchisent par rapport à cette fonction, suivant les types et les quantités de produits vendus.

Les boutiques ne sont pas ou ne sont plus aussi uniformes que semble le constater D. Kops à la fin des années 1970. (Kops, 1982)

Il y a le premier niveau, le "tablier" installé ou portable où sont vendus un nombre restreint de produits, pas tous de première nécessité. Il y a les cases-boutiques situées à l'intérieur des galle, où quelques produits sont en dépôt. Ces dépôts-ventes se trouvent souvent dans les petits villages isolés.

Ensuite on trouve la boutique classique, une case plus ou moins vaste avec un comptoir et une grande ouverture sur la rue. Cette boutique vend les principaux produits de base. Elle est plus ou moins bien achalandée.

Les grosses boutiques vendent les mêmes produits de base mais la gamme s'élargit. On y trouve des légumes, des fournitures scolaires. Elles sont équipées d'un frigidaire pour la vente des boissons fraîches. Elles sont doublées d'un magasin pour le stockage et elles emploient plusieurs personnes.

Il y a les commerces spécialisés que l'on trouve dans les plus gros centres, à proximité du marché: les commerces de tissus, les quincailleries. Il y a les commerces spécialisés en denrées alimentaires. Mais ce commerce est lié à des activités de préparation de fabrication.

Ces dernières années les intrants pour la culture irriguée ne sont plus fournis par la SAED. C'est un secteur important pour le commerce privé. Il y a les engrais, les produits phyto-sanitaires et les machines: les groupes moto-pompes, les charrettes, les houes. Mais il n'y a plus préfinancement de la campagne agricole. Le problème du crédit se pose tant au niveau des commerçants qu'à celui des paysans.

Outre les boutiques, dans certains villages des groupements ou des entreprises gèrent une partie de la production céréalière locale. Ce sont les banques de céréales tenues par des Associations Villageoises de Développement, et à une moindre échelle les moulins à mil gérés par les groupements féminins, dont les moutures sont payées en nature. Il faut enfin rappeler que certains individus conservent ou ont acquis la capacité d'accumuler des céréales: les chefs de terres et les notables religieux d'une part, certains émigrés d'autre part. Cette production n'est pas toute redistribuée aux nécessiteux.

III - 6 L'extension de l'activité artisanale

Certains secteurs de l'artisanat traditionnel demeurent actifs tandis que d'autres connaissent depuis longtemps un déclin irrémédiable.

Les secteurs les mieux préservés sont ceux de la production de tissus et de bijoux. Les tisserands et les bijoutiers ont leurs ateliers chez eux et continuent à se rendre chez leurs clients pour y fabriquer à la demande. Les teinturiers soninké font avec l'indigo un travail très apprécié. L'afflux monétaire contribue à revaloriser ce travail artisanal qui demeure. L'apprentissage et la pratique du métier pour les activités de ce type demeurent le fait des castes artisanales.

Mais dans ces groupes statutaires on rencontre beaucoup de familles qui ont cessé de pratiquer le métier, qui sont devenus paysans pour l'essentiel. Cette évolution est ancienne elle touche une partie des forgerons et des tisserands, les potiers, les artisans du bois et du cuir. Elle date de la diffusion des tissus et des ustensiles produits industriellement qui se sont substitués aux objets domestiques de fabrication artisanale.

Le secteur moderne affranchi de la répartition traditionnelle des savoirs se développe dans les gros villages et les centres semi-urbains. Il y a les mécaniciens et les réparateurs de pneus, les spécialistes du transistor et de la photo et même de la vidéo. Les petits boulangers font du pain dans la plupart des villages, mais à Matam et à Ouro-Sogui on trouve le pain "industriel". Les bouchers ne sont présents que dans les plus gros villages. Il y a quelques restaurants - gargottes et "dibitteries" - dans les centres semi-urbains à proximité du marché ou de la gare routière. Cette relative diversité d'activités est liée à l'afflux monétaire et à l'acquisition d'équipements et d'ustensiles modernes en cours de migration.

Le secteur d'activité qui est le plus relié au fait migratoire est celui de la construction. Le nombre de mosquées et de maisons en dur ou en semi-dur est dans cette région un bon indicateur du niveau de l'émigration internationale. Les maisons les plus ordinaires sont faites par des tacherons, les matériaux sont souvent commandés directement à Dakar ou achetés à Ouro-Sogui. Les hommes des villages wolof du jeeri se sont spécialisé dans les métiers de la construction. Ils travaillent à la tâche dans les villages soninke et haalpular pour le compte des migrants. D'autres tacherons viennent de plus loin, de Dakar notamment.

Les plus belles maisons sont construites par des entreprises dakaroises. Il est significatif qu'aucune entreprise de construction ne se soit créée dans la région alors que ce secteur d'activité est très sollicité, et depuis longtemps. De même on constate que parmi les mécaniciens, même ceux qui entretiennent des pompes des périmètres, il y a beaucoup de gens venus de l'extérieur.

Il en est de ces activités comme de la culture irriguée. Elles ne semblent pas beaucoup intéresser les originaires des villages; peut être par manque de traditions et de formation, ou parce que ce travail est jugé peu valorisant et mal rétribué? Il est probable que pour le maître d'ouvrage qui a de l'argent le contrat est plus simple à définir et à faire respecter avec des gens de l'extérieur qu'avec ses parents du village. Toujours est-il que ces travaux de construction et les revenus qu'ils procurent sont généralement abandonnés à des "étrangers", et qu'ils ne contribuent aucunement à freiner l'émigration.

III - 7 La polarisation par le commerce

La concentration de l'activité commerciale dans les gros villages dotés de marchés et de nombreuses boutiques tend à structurer l'espace régional. Cette émergence résulte de la conjonction de différents critères dont l'importance est variable.

Dans tous les cas il y a concentration d'une population nombreuse dans le village et dans les villages proches. Les secteurs où l'on observe ce dynamisme concentrent chacun au moins une dizaine de milliers d'habitants.

Les bonnes communications avec les villages de la périphérie ainsi qu'avec l'extérieur favorisent le développement du commerce. Matam a bénéficié de cette situation du temps de la navigation fluviale et la ville ne doit sa survie qu'à son rattachement au réseau routier. Quatre centres ruraux situés sur la route du jeeri bénéficient en outre de situations privilégiées; Ouro-Sogui évidemment, mais aussi Tilogne avec un accès relativement aménagé vers les villages du walo et vers Kaédi, Bokidiavé avec le passage de Ranoa sur le Diarné qui ouvre assez tôt la piste vers les villages du fleuve, Kanel au débouché de la piste riveraine du fleuve. A l'inverse, la plupart des gros villages du fleuve, qui pourtant connaissent une forte croissance démographique, n'ont qu'une faible activité commerciale.

Enfin l'afflux monétaire régulier ancien et important dû aux envois des émigrés se traduit par le développement du commerce local, et pas seulement par l'accroissement de la vente des produits importés. Il est aussi une incitation à produire. Les villages soninké de Dembakane et de Waoundé, pourtant très enclavés, sont de bonnes illustrations de ce cas de figure. Les villages de Bokidiavé et de Hamadi-Ounaré se dégagent des situations moyennes à cause de leur quartier soninké et de leurs migrants.

Fig 10 POLARISATION PAR LES COMMERCE

DEPARTEMENT DE MATAM

**POLARISATION
PAR LE COMMERCE
(boutiques et marchés)**

● Village Centre

--- Limite de l'aire d'influence

..... Limite avant la fermeture de la frontière

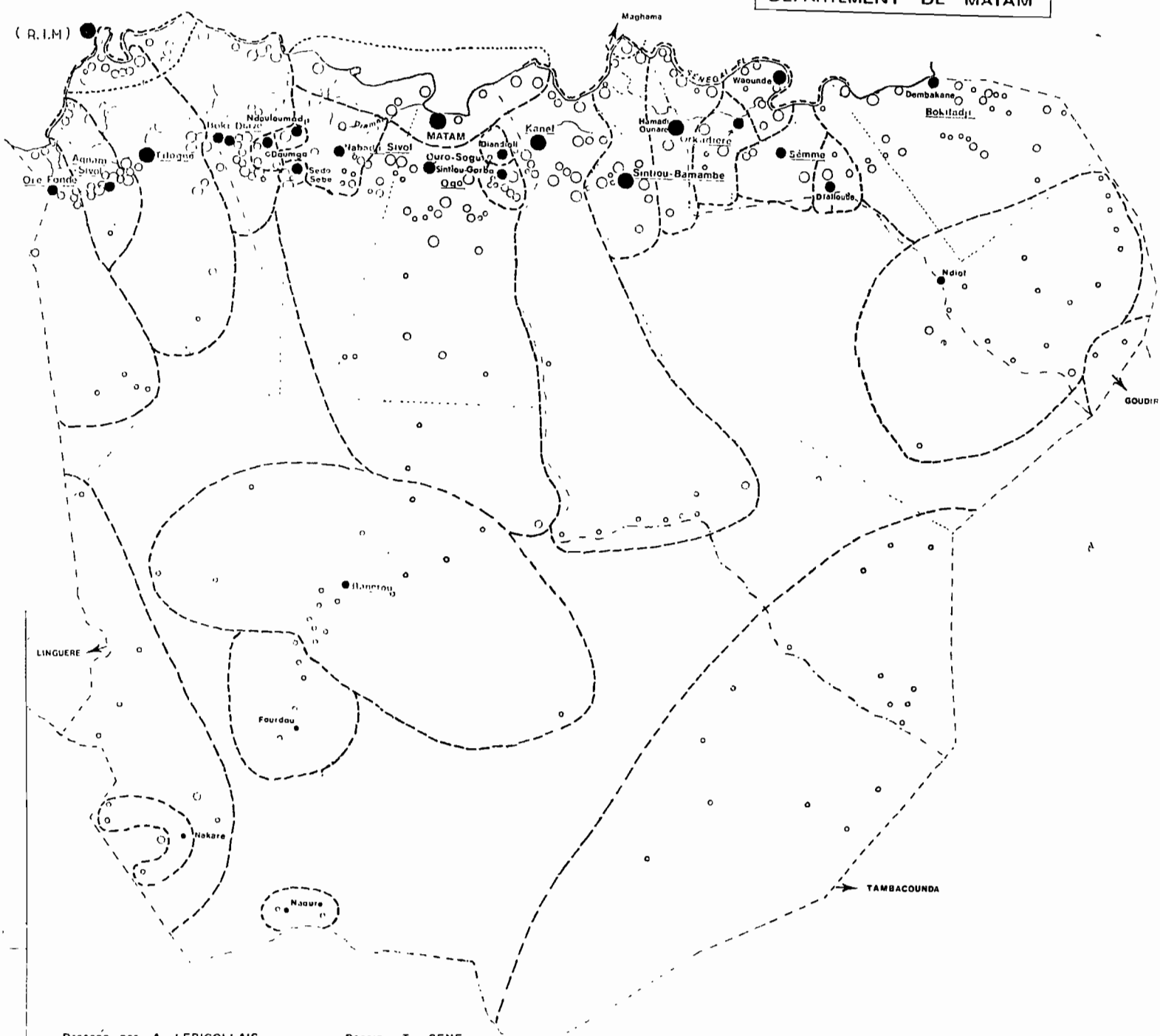
○ Commerce rural

0 - 2 000

2 000 - 5 000

5 000 - 10 000

> 10 000



Dressée par A. LERICOLLAIS — Dessin: T. SENE

0 5 10 15 20 25 30 km

Conclusion

Incontestablement l'activité commerciale se développe. Les échanges locaux sont beaucoup plus ouverts. Ils échappent aux rapports statutaires. Ils ne sont plus sous la tutelle de l'ONCAD (Office National de Commercialisation et d'Aide au Développement supprimé il y a quelques années). Ils échappent maintenant à l'emprise de la société régionale de développement. L'argent des émigrés contribue à les dynamiser qu'il s'agisse de l'écoulement de denrées locales ou de produits importés. Le dynamisme des marchés ruraux témoigne d'abord de cette liberté des échanges.

Des contraintes de plusieurs ordres demeurent; principalement l'enclavement d'un grand nombre de villages, et l'éloignement des marchés urbains.

On voit aussi les limites du dynamisme actuel. La distribution des intrants par le commerce privé se fait mal à cause du manque de crédit. Il est à craindre que les gros commerçants qui ont la capacité à faire crédit aux paysans démunis les transforment en clientèle captive dont la production serait hypothéquée. Cette situation se renforce parce que ces commerçants ont un accès préférentiel au crédit. De plus c'est par leur intermédiaire que les émigrés sont souvent obligés de faire leurs transferts de fonds, cela à cause des délais de paiement des mandats en provenance de l'étranger.

Le cas de figure bien connu où le commerçant assure la soudure, pré-finance la campagne agricole et se paie sur la récolte à des taux usuraires n'est pas loin.

Il serait plus intéressant pour l'économie régionale que les plus-values soient créées par la transformation et le conditionnement des produits agricoles en fonction de la demande du marché. Fonctions qu'assurait la SAED tant bien que mal, et où l'entreprise privée ne semble guère s'investir. Cela pourtant inciterait le paysan à améliorer la qualité des produits, à prendre en compte les problèmes de conservation et les fluctuations saisonnières de la demande.

IV LES FONCTIONS D'ENCADREMENT ET DE SERVICE

La plupart des agents de l'administration vivent aux chefs-lieux du Département et des Arrondissements, hormis les enseignants et les agents de la santé qui se répartissent aussi dans des postes situés dans les villages-centres.

Ils viennent généralement d'ailleurs, ont vécu plusieurs années en milieu urbain, ont eu un cursus scolaire relativement long. Leurs habitudes de vie, leur mode d'expression, leurs aspirations les coupent de la vie sociale locale, à quelques exceptions près. Ils perçoivent un salaire, ont un logement de fonction, des locaux pour le travail et parfois un véhicule.

Ils disposent apparemment de pouvoirs étendus dans leur domaine d'intervention. Ils ont une mission à exécuter définie par des supérieurs hiérarchiques, qui s'applique à une population ou à un territoire donnés, mais des moyens de travail extrêmement réduits.

En terme de développement l'administration avait seule l'initiative jusqu'à récemment. Avec la nouvelle politique agricole il y a désengagement de l'encadrement étatique et une place plus grande laissée à l'initiative privée pour l'innovation technique, l'accès au crédit et la commercialisation. L'administration conserve cependant, pour le moins, des fonctions de contrôle et de conseil. La coordination au niveau du Département est assurée lors des réunions de la Commission Départementale de Développement (C.D.D.) présidée par le préfet ou son représentant.

Les fonctionnaires enfin représentent un pouvoir d'achat relativement important, quand ils vivent en famille mais ce n'est pas toujours le cas. Ils n'ont généralement que leur activité salariée. Ils n'ont ni racines ni implantations ni projets à long terme dans la région sauf s'ils en sont originaires.

Il y a l'administration "administrante" composée de ce qui s'appelle toujours les "autorités". Il y a la Préfecture et les sous-préfectures, la force publique, l'appareil judiciaire, les services fiscaux ... avec les hiérarchies habituelles plus ou moins développées; des chefs de service et des adjoints, les "agents" et les secrétaires, jusqu'aux plantons, chauffeurs et "bénévoles". Ces services sont concentrés dans les chefs-lieux.

Il y a les fonctionnaires qui oeuvrent directement pour le développement agricole, pour la formation et la santé, répartis dans tout le département. C'est leur répartition et leurs actions que nous allons reconnaître.

IV-1 L'encadrement agricole pour le développement

Chaque sous-préfecture a son Centre d'Expansion Rurale qui regroupe des agents dont la mission depuis bientôt trois décennies est la sensibilisation, l'animation et l'appui à des thèmes techniques en vue d'un développement rural intégré. Or les CER sont de plus en plus marginalisés jusqu'à être ignorés d'une partie des villages.

Il y a les agents des services spécialisés; de l'agriculture, des eaux et forêts, de l'élevage, de l'hydraulique. Tous ont pour tâche de diffuser les techniques modernes, de promouvoir des équipements, de faire respecter les réglementations notamment en matière de pêche et de gestion de la forêt, de prévenir les risques, autant d'actions dont chacun reconnaît la nécessité.

La faible efficacité de cet encadrement, sa distance par rapport à la population paysanne ont été maintes fois soulignées (Bugnicourt, 1979), à tel point que les grandes opérations de développement se dotent de leur propre personnel de vulgarisation. Actuellement ces services continuent à produire les statistiques agricoles. L'agent des eaux et forêts attribue les permis de coupe et fait surtout figure dans ses tournées d'agent de répression, notamment pour les bergers. Le personnel du service de l'élevage est plus connu et mieux perçu. La cotisation que les éleveurs versent pour la vaccination leur permettent de "tourner".

Les ONG se sont rapprochées de ces services qui sont incontournables pour le montage de petits projets. Elles ont recours à leurs compétences pour la constitution des dossiers des Associations Villageoises de Développement. Parfois la coopération se poursuit sur le terrain avec un renfort de moyens. Tous ces services, et en plus le Service de l'action sociale présent à Matam, sont normalement impliqués dans la conduite de tous les petits projets.

Depuis une quinzaine d'années les services agricoles sont doublés par les agents de la SAED qui encadrent le secteur irrigué. Dans la phase actuelle de désengagement l'encadrement SAED se réduit et surtout son emprise sur les riziculteurs a déjà du se desserrer. Sa fonction au niveau des PIY serait maintenant le conseil, l'appui à la gestion et la formation.

Les relations entre les services agricoles et les paysans changent aussi du fait de l'émergence de structures paysannes. Il y a les Communautés Rurales et les conseils ruraux qu'elles élisent qui ont un rôle important pour la gestion des terres, en particulier pour l'affectation de terres en vue de l'aménagement. Il y a de plus en plus de groupements villageois. Associations villageoises de développement, groupements de jeunes, groupements de femmes, groupements d'éleveurs, groupements d'intérêt économique. Ce sont les interlocuteurs des ONG mais aussi de la SAED, des services de l'agriculture, de la banque ..

En quelques années s'est mis en place un encadrement technique multiforme tandis que la population rurale s'organisait. Il reste que les hommes adultes sont presque tous en migration et que les retours semblent bien se faire de plus en plus tard, en dépit de toutes les incitations extérieures à rester et à rentrer au village.

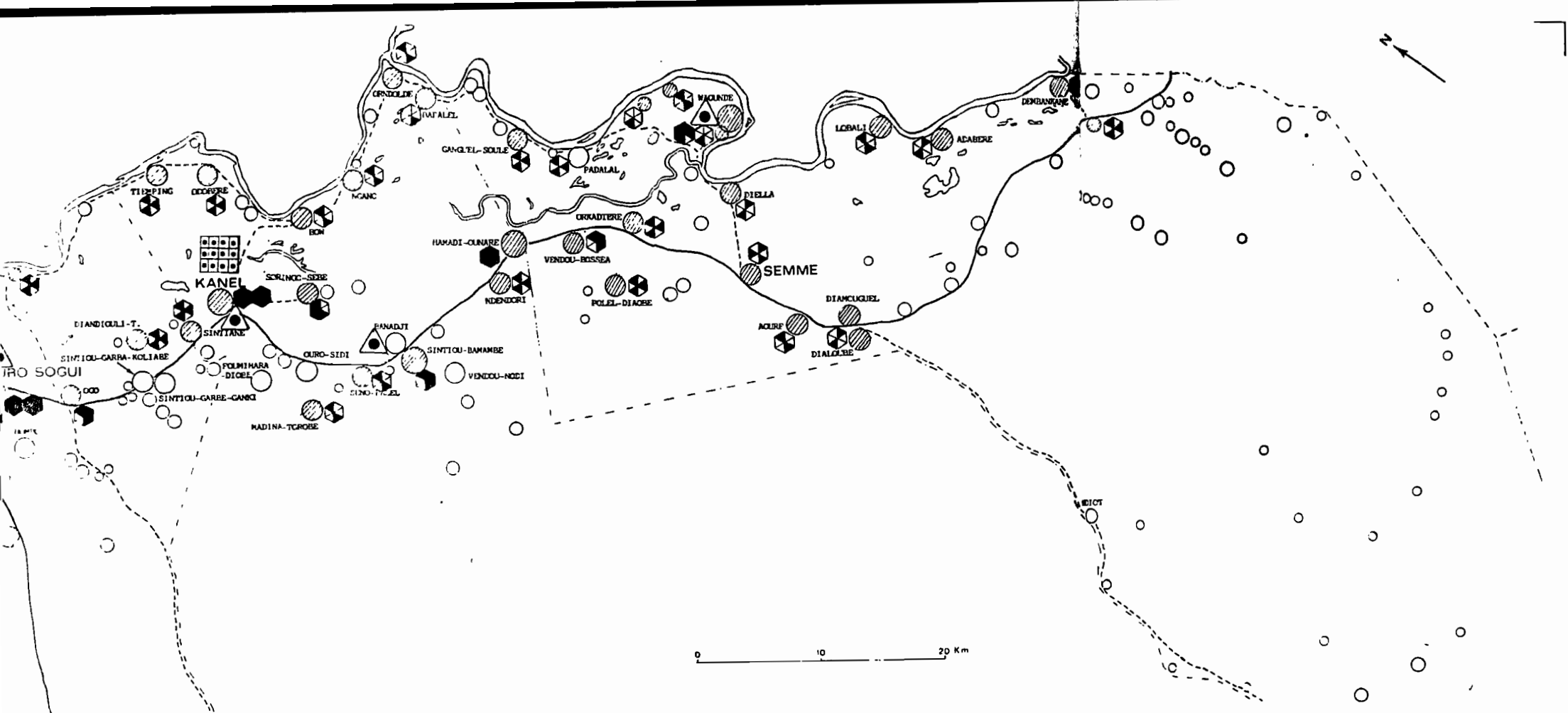
IV - 2 Les actions de formation, conventionnelles et concentrées dans les gros villages.

Le rapide bilan sur la question de la formation que l'on esquisse ici part d'une évaluation des effectifs d'enfants. Nous considérons en premier lieu les écoles publiques, les enfants qui y ont accès, les niveaux de formation acquis, sans pour autant négliger les autres modes de formation existants : écoles coraniques, formations en pular et tous les stages et initiations professionnelles qui ont lieu dans les projets de développement, ou qui visent les émigrés.

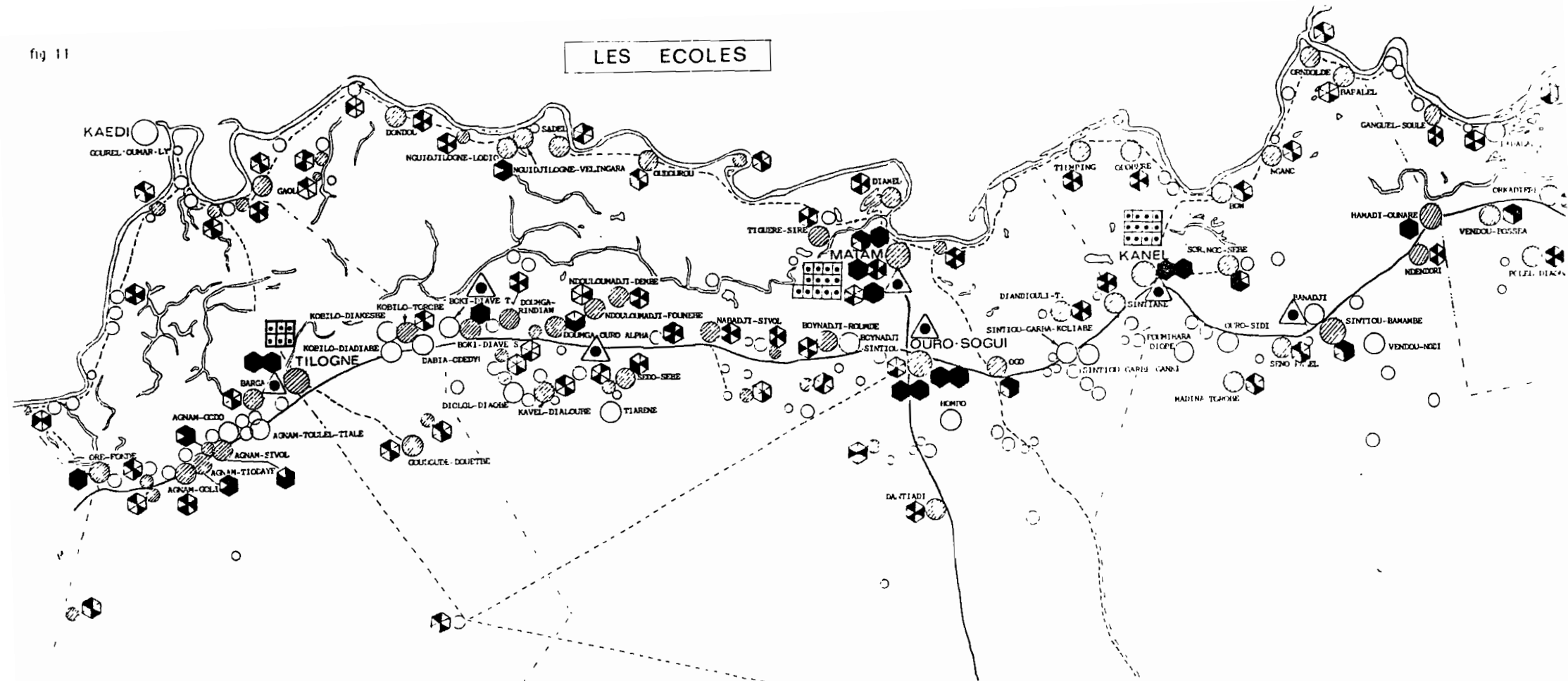
Les écoles publiques localisées dans les gros villages ne scolarisent qu'une faible proportion de la population d'âge scolaire et préférentiellement ceux des villages où elles sont implantées. Nous n'avons pas de chiffres précis pour la population scolarisable. L'effectif est supérieur à 50 000 enfants

LES ECOLES PAR COMMUNAUTE RURALE

Communautés rurales	collèges (classes)	Ecoles primaires	Classes ouvertes	Classes fermées	écoles franco-arabes
Nabadji-Sivol		11	29	1	-
Ogo		9	29	1	1
Bokidiavé		11	27	2	-
Ranerou		4	0	5	-
Agnam-Sivol		4	15	1	-
Oréfondé		5	14	-	-
Tilogne	1 (6)	8	24	8	-
Kanel	1 (6)	7	27	2	-
Sintiou-Bamambé		8	20	5	1
Bokiladji		5	11	4	-
Orkadiéré		9	26	3	1
Sémmé		5	11	8	-
Matam	1 (13)	5	32	6	-
totaux	3 (25)	91	265	46	3



LES ECOLES



Dressée par A. LERICOLLAIS — Dessin: T. SENE

- Village sans école
- Village avec école
- Ecole de 12 classes
- ⊗ Ecole avec 2 classes ouvertes
- ▦ Collège d'Enseignement Supérieur (CES) avec 9 classes
- △ Enseignement coranique long

EFFECTIFS DES ECOLES ELEMENTAIRES

année	garçons	filles	total
1984	6672	3064	9736
1985	6541	2917	9458
1986	6948	3510	10458
1987	-	-	9817
1988	7133	3848	10976
1989	7162	4125	11287

Pour l'année 1989 l'effectif moyen par classe dans le primaire est de 42 élèves, chiffre qui recouvre de fortes disparités. A l'échelle du département le taux des enfants scolarisés par rapport à la population scolarisable serait de l'ordre de 20 % ce qui est inférieur à la moyenne nationale.

Les inégalités d'accès à l'école sont de natures diverses: le sexe et le groupe social d'origine, l'éloignement des écoles et les modes de vie des familles. Les filles vont encore nettement moins à l'école que les garçons. Les élèves sont du village où se trouve l'école. Le taux de scolarisation moyen recouvre aussi de fortes disparités puisque dans les petits villages où il n'y a pas d'école ce taux est quasiment nul, tandis qu'à Matam il approche le taux de 50 %.

La capacité d'accueil des écoles, comme partout au Sénégal, est très insuffisante face aux effectifs de jeunes scolarisables, mais on doit remarquer le nombre élevé de classes et même d'écoles qui ont dû fermer à cause d'une fréquentation insuffisante.

Dans cette région la scolarisation en français rencontre des difficultés de plusieurs ordres.

Il y a d'abord les problèmes liés à la répartition géographique de la population, à sa mobilité et à ses activités. Il y a la grande dispersion et la mobilité des éleveurs. Toutes les écoles implantées dans les petits villages du Ferlo ont dû fermer à cause de la fréquentation insuffisante.

Dans plusieurs villages sédentaires la fréquentation de l'école demeure faible. On peut invoquer le calendrier des travaux agricoles très chargé dans cette région notamment en début de période scolaire. Les enfants tiennent une grande place dans l'exécution des travaux agricoles (Niasse, 1989) il y a la question de la langue et au-delà certainement une résistance culturelle. On a créé trois écoles franco-arabes et une classe en pular fonctionne dans le département mais cette orientation ne résout pas tous les problèmes.

Localement, on ne peut que remarquer l'inadéquation entre la formation de base proposée et les formations qu'il faudrait acquérir compte tenu des activités dominantes et des besoins en cadres de la région.

Mais le cursus de la population scolarisée et son devenir, souvent la migration en France, poussent maintenant certains villages à scolariser les enfants et même à investir dans la construction de classes.

Et puis l'école est la voie obligée pour accéder aux diplômes et aux emplois du secteur moderne.

La formation scolaire coexiste avec l'éducation religieuse. Le réseau des écoles coraniques est beaucoup plus dense que l'armature des écoles publiques. Les marabouts, même ceux des petits villages, enseignent pratiquement à tous les garçons.

Ensuite il y a ce que l'on peut appeler le second degré enseigné par des marabouts de grande réputation. Cet enseignement long dure pendant 7 ou 8 ans et intéresse de grands jeunes gens dont certains viennent des autres régions du Sénégal et de pays étrangers. Certains villages reçoivent ainsi des dizaines voire des centaines d'étudiants coraniques.

On ne peut négliger les diverses formations qui sont destinées aux adultes; compléments de formation ou remède tardif à l'analphabétisme. Il y a quelques expériences d'enseignement en pular et d'alphabétisation des adultes, promues par des ONG ou la SAED, qui sont plus ou moins suivies.

Enfin il y a le placement des enfants chez des parents urbanisés. Les réseaux familiaux sont à la base de cet accueil d'écoliers, surtout pour le deuxième cycle. Il est significatif que les études se poursuivent plus souvent à Dakar, où sont les parents urbanisés, qu'à Saint-Louis où l'intégration dans les lycées devrait avoir lieu normalement. En compensation de l'hébergement les familles rurales envoient au moment des récoltes ou à l'occasion de voyages des denrées agricoles. C'est l'un des aspects non négligeable des relations entretenues à distance avec les parents établis dans la région du Cap-Vert.

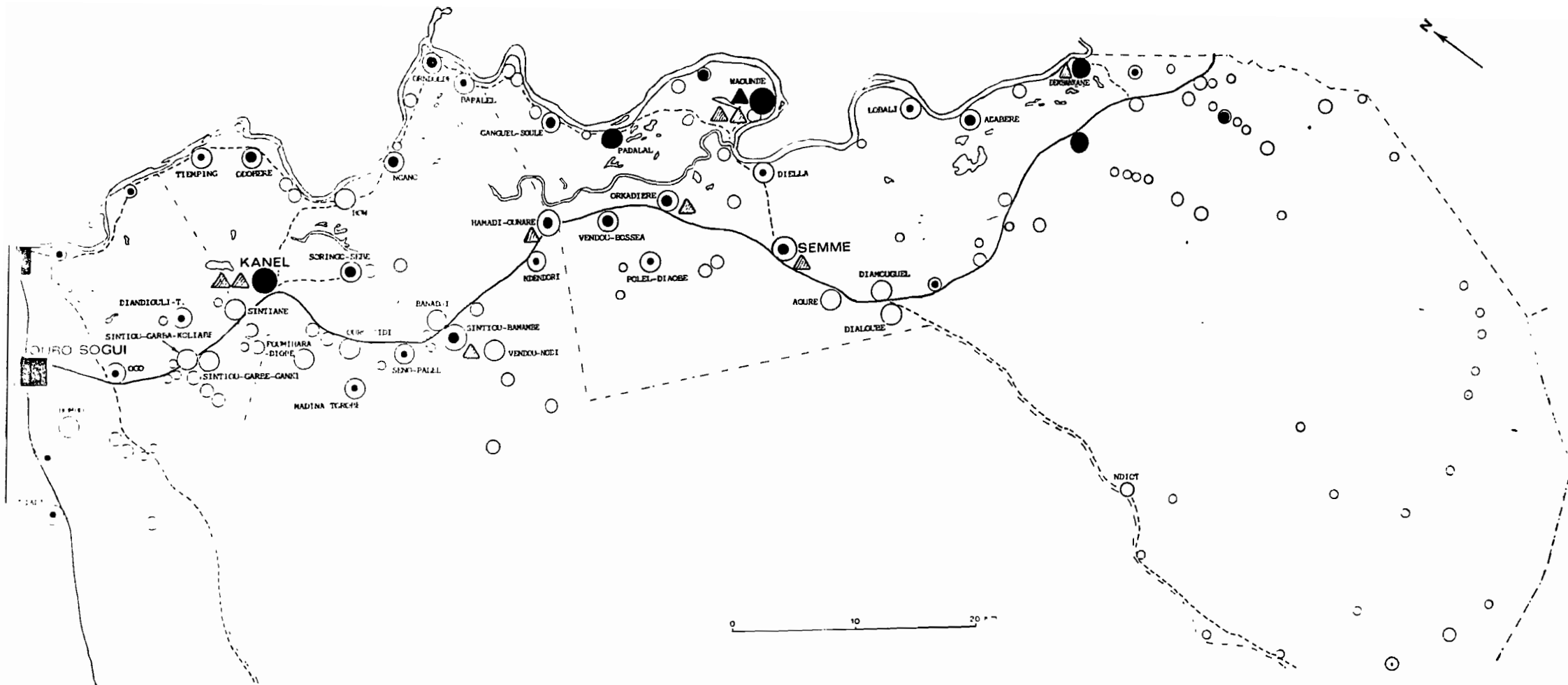
IV - 3 Pour la santé, un effort d'équipement important.

L'amélioration des soins de santé est l'un des objectifs prioritaires pour les autorités, pour les ONG, et pour la population rurale elle-même. Un effort important a été fait dans ce sens au cours des dernières décennies.

LES EQUIPEMENTS POUR LA SANTE PAR COMMUNAUTE RURALE

	hôpital	poste de santé et maternité	poste de santé	case de santé	pharma. officine	pharma. dépôt
Nabadji-Sivol	-	3	-	4	-	-
Ogo	1	-	1	6	1	-
Boki-Diavé-	-	3	2	6	-	1
Ranérou	-	-	1	4	-	-
Agram-Sivol	-	2	1	1	-	1
Orefondé	-	-	1	2	-	-
Tilogne	-	1	2	5	-	1
Kanel	-	1	2	2	-	2
Sintiou-Bamambé	-	-	4	3	-	2
Bokladji	-	2	2	2	-	1
Orkadieré	-	2	4	2	-	3
Sémmé	-	-	1	1	-	1
Matam-ville	1	-	1	1	1	-
Totaux	2	14	22	39	2	12

Les équipements pour la santé sont jugés prioritaires par la population, comme en témoigne le financement des derniers postes de santé. Au cours de la dernière décennie sur les 16 postes créés, 12 l'ont été par les villageois, parfois avec l'appui des travailleurs émigrés. Deux postes récemment construits ne sont pas encore pourvus en infirmiers, trois postes sont en construction (deux par les villageois et un financé par une communauté rurale). Quand les villageois créent eux-mêmes leur dispensaire, ils financent la construction, achètent le gros équipement et se dotent des premières fournitures. Le centre de santé de Matam lui attribue alors du petit matériel, plus la dotation semestrielle en fournitures. Un infirmier d'état ou à défaut un agent sanitaire est alors affecté. Sur les 37 postes de santé existants, 21 ont été construits à l'initiative et avec les moyens de la population.



△ Dépot pharmacie

▲ Officine

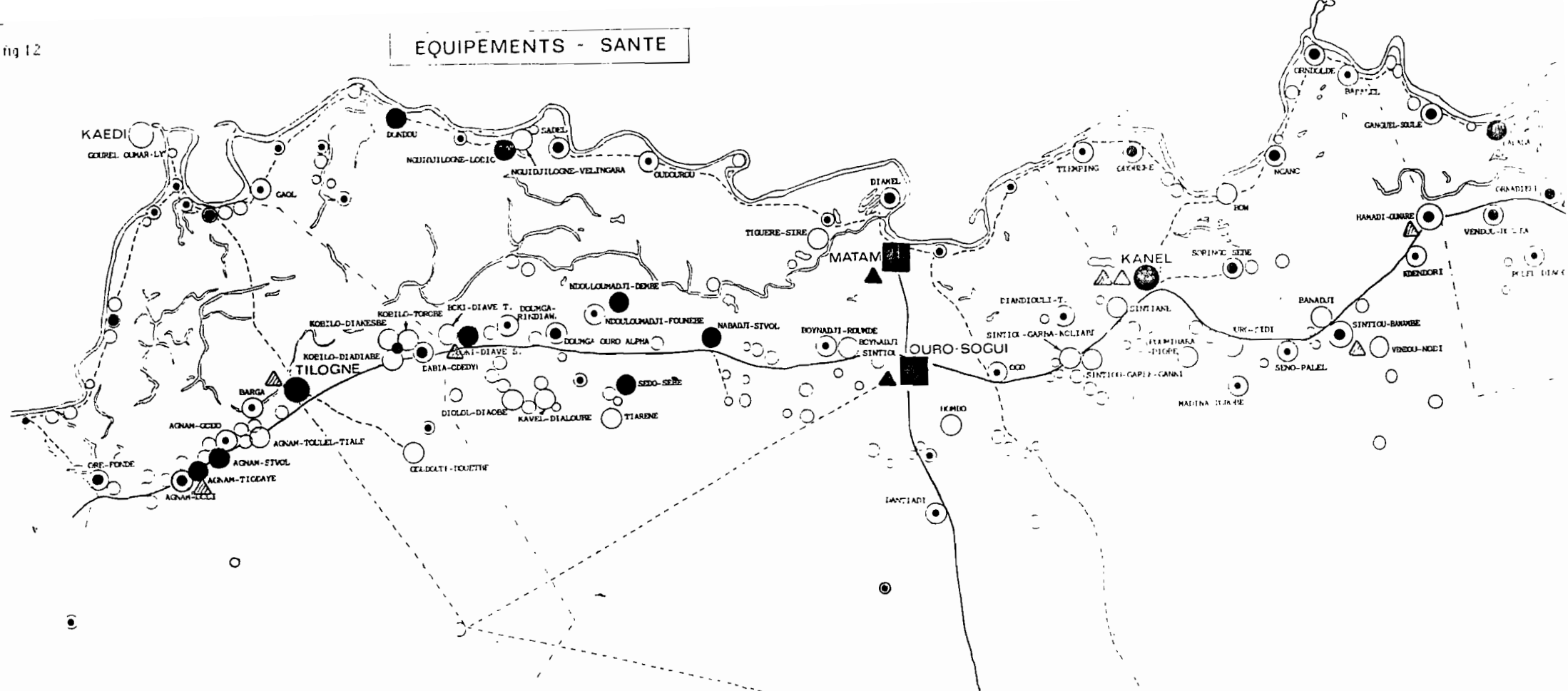
● Case de santé

● Poste de sante

● Poste de santé + maternité

■ Hôpital

EQUIPEMENTS - SANTE



Dressée par A. LERICOLLAIS

Dessin : T. SENE

 Dépôt pharmacie

 Officine

● Case de sante

● Poste de sante

● Poste de santé + maternité

 Hôpital

Un investissement important a été consacré à la construction de l'hôpital de Ouro-Sogui et à la réhabilitation de celui de Matam. Au départ il y avait un projet CEE mis en oeuvre par la Coopération Technique Belge. L'hôpital de Ouro-Sogui a été construit en 1977, en même temps que celui de Ndioum pour le département de Podor. De 1977 à 1982 il comportait tous les services et une antenne chirurgicale. Pendant ces cinq années il y avait des médecins belges - un chirurgien, un gynécologue, un pédiatre-, et un médecin généraliste sénégalais. Il y avait en outre un ingénieur en gestion et des techniciens pour l'entretien. L'hôpital et la coopération belge ont soutenu les opérations "cases de santé" et "pharmacies villageoises". La contribution à ces projets a été décisive pour la formation et la supervision. Ils ont aussi participé aux campagnes de vaccination de masse. A Matam enfin la Coopération Belge a créé le dépôt central de médicaments puis a reconstruit le Centre de Santé (en 1984). En 1983-84 les derniers médecins belges sont partis de Ouro-Sogui et de Matam. La relève s'est mal faite. Depuis 1984 il n'y a plus en permanence qu'un médecin généraliste. Le bloc opératoire est fermé. L'hôpital de Ouro-Sogui fonctionne comme un simple centre de santé.

De Matam sont mis en oeuvre plusieurs programmes de santé avec le concours de l'encadrement médical du département et des équipes mobiles du service national des grandes endémies :

- Programme de Soins de Santé Primaire, SSP.
- Programme de lutte contre les maladies diarrhéiques, RVO.
- Programme Elargi de Vaccination, PEV.
- Programme National Anti-Tuberculeux, PNT.
- Lutte contre la lèpre

Il y a un volet santé important dans le programme de l'UNICEF mené dans le cadre des Cellules "enfants-jeunesse-femmes", notamment pour former des matrones et équiper les cases de santé.

Au cours des deux dernières décennies les pouvoirs publics et la population des villages ont conjugué leurs efforts pour améliorer l'équipement médical.

Les modalités des créations de postes de santé ont plusieurs conséquences. Seuls les villages de taille importante peuvent se lancer dans la construction d'un dispensaire et demander l'affectation d'un infirmier. Par la suite ils seront les usagers prioritaires sinon exclusifs du poste de santé. Même quand la communauté rurale fait un effort en faveur de zones délaissées, il reste des disparités importantes dans l'accès au soins. Les contrastes particulièrement nets accentuent les différences de densité de la population dans le département. Pour l'immense espace du Ferlo à la population clairsemée et dispersée, il n'y a que le poste de Ranérou et quatre cases de santé. Par contre les villages riverains du fleuve sont relativement bien équipés et desservis toute l'année en dépit de leur enclavement saisonnier.

On remarquera le nombre important de postes de santé non doublés de maternités, et le faible nombre de cases de santé relativement à celui des postes de santé. La norme prévue voudrait que l'on ait trois cases pour un poste. Les maternités rurales ne seraient pas jugées aussi indispensables que le dispensaire, et les cases de santé ne seraient pas considérées comme des équipements suffisants.

L'accès aux soins apparaît donc lié à la taille des villages et aux disponibilités monétaires de leur population. C'est plus net encore pour les dépôts de pharmacie. La situation privilégiée des gros villages du jeeri et des villages soninké riverains du fleuve apparaît clairement au vu de la carte.

V L'ORGANISATION DE L'ESPACE REGIONAL, DIFFERENCIATION ET INTEGRATION

La nouvelle trame régionale se dessine en fonction:

- de l'évolution et de l'aménagement de l'espace agricole
- de la mise en place d'infrastructures et d'équipements
- la polarisation par le commerce
- des réseaux migratoires

V-1 La nouvelle carte agricole

Au départ nous avons une forte différenciation de l'espace régional en rapport avec les systèmes agro-halio-pastoraux et les modes d'exploitation. Cette trame se modifie sous nos yeux du fait :

- de la dégradation de l'écosystème

Ceci renvoie à de nombreuses études sur l'environnement. Retenons de ces bilans négatifs les signes durables de dégradation sous l'angle de l'exploitation de l'écosystème par la population rurale. Le déboisement de tous les espaces se traduit par une dégradation du pâturage, le non renouvellement des sources de bois de feu, la réduction de la cueillette, l'érosion des sols notamment dans le haut jeeri. Il y a aussi des effets durables sur la reconstitution du stock de poissons du fleuve.

- de l'extension de la culture irriguée

Les sites sur les levées alluviales ont été inventoriés et un peu partout aménagés depuis 1975.

A présent les difficultés du secteur aménagé sont telles que le concept de petit périmètre avec ce qu'il représente comme mode d'aménagement et d'exploitation est remis en question. Ce secteur de production apparaît en crise. Le taux d'utilisation des terres aménagées est extrêmement bas. Les problèmes de maintenance et de renouvellement des équipements ne sont pas assumés correctement. Le travail est en grande partie fait par les enfants et les femmes mais n'intéresse pas suffisamment les hommes adultes pour les empêcher d'émigrer. Enfin la cohérence des groupements de producteurs apparaît fragile.

Il y a maintenant la mise en place et la perspective d'aménagement des moyens périmètres de Hamadi-Dunaré, de Ndouloumadji, de Kobillo et du grand casier de Matam. Cela implique une nouvelle répartition de la terre, une mobilisation de la population active, l'achat d'équipements et d'intrants donc un engagement financier des producteurs. Tout cela afin d'obtenir l'indispensable accroissement de la production et de la commercialisation.

- des conditions hydrologiques nouvelles créées par le barrage de Manantali.

Elles n'apparaissent pas encore clairement définies. Cette année par exemple les populations riveraines ont vu passer une crue avec deux périodes de hautes eaux, puis la décrue a été rapide et accentuée, puis il y a eu remontée des eaux en janvier. La crue, que l'on ne peut éliminer avec le seul barrage de Manantali, est nécessaire à la sauvegarde de ce qui reste de l'écosystème ancien, c'est évident. On sait que la régularisation du débit du fleuve n'est pas possible à présent, mais la réduction de la crue aux débits que fournissent les cours d'eau autres que le Bafing aurait des conséquences très négatives sur l'évolution du milieu naturel. Elle modifierait définitivement les systèmes agro-halo-pastoraux en place. L'adhésion à ces changements implique l'accès à la culture irriguée et son adoption par le plus grand nombre; ce qui n'est pas le cas. L'élaboration de nouvelles pratiques et les nouveaux équilibres supposent une concertation étroite avec la population rurale, la prise en compte des contraintes et des risques qu'elle supporte. Les aménageurs ont l'habitude de ne voir le développement que dans la rentabilisation du secteur irrigué et dans son extension. Pour l'aménagement et la gestion des autres ressources de l'écosystème on en reste depuis deux décennies aux louables considérations des planificateurs.

V - 2 Le dynamisme différentiel des centres ruraux

Il semble exagéré de parler de ville dans le département de Matam, tout au plus y a-t-il quelques centres semi-urbains et des bourgs tout à fait ruraux.

Matam cependant est généralement classé dans les petites villes, par son passé d'escale commerciale et sa fonction de chef-lieu de département.

Matam fut l'un des lieux de commerce entre les traitants qui remontaient le fleuve au temps des hautes eaux et les collecteurs de gomme et de mil. Initialement nous avons un village de pêcheurs dont la création remonte au moins au XVI^{ème} siècle; ce sont les quartiers actuels très densément peuplés de Soubalo-Gandé et Soubalo-Tiaydé. Au cours de la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle l'escale prend forme avec la construction du fort colonial (1857) et l'établissement des succursales de maisons de commerce saint-louisiennes. Le quartier commercial, Tantaji, s'étend au sud du village de pêcheurs. Au début de la période coloniale l'administration ne se fixe définitivement à Matam qu'après une période d'hésitation. Matam devient chef lieu de cercle après 1917 (puis chef-lieu de département depuis l'indépendance). Le quartier administratif, Gourel-Sérigne, s'est déployé au sud de Tantaji sur un espace acquis et loti par l'administration. Les villages riverains de Diamel et de Navel ont été rattachés à la commune en 1962.

L'implantation de l'escale est liée à sa situation le long du fleuve. A l'amont comme à l'aval l'accès au fleuve depuis le jeeri est coupé par les marigots très encaissés et semi-permanents du Dioulol et du Diamel. Anciennement Matam n'était séparé de la terre ferme que 4 à 5 mois par an. Il n'y a que Diorbivol tout à fait à l'aval qui présente des conditions d'accès aussi favorables. Par contre le site du village est médiocre. Le bourrelet de berge est rogné par l'érosion fluviale et inondé par les plus grandes crues.

Dès les années 1920 avec la création de la route de jeeri la circulation sur le fleuve se réduit à l'apport de pondéreux, de sel ..., au chargement de la gomme, de l'arachide, des peaux, du mil ... pendant les trois mois où les bateaux viennent accoster. L'attraction exercée sur les villages du jeeri demeure faible. Par contre Matam est un des principaux points de passage vers la Mauritanie et sa zone d'influence s'étend largement en rive droite. Les inconvénients du site sont en partie compensés par la construction de la digue autour de la ville et de la digue-route vers le jeeri (1958).

Actuellement la population de Matam est quasiment stagnante, ce qui traduit l'absence de dynamisme de la ville.

La commune se divise en deux secteurs très distincts: d'une part les quartiers Soubalo auxquels on peut adjoindre les villages de Diamel et de Navel, d'autre part les quartiers de Tantaji et de Gourel-Sérigne.

Répartition de la population par quartiers

QUARTIERS	POPUL. (1982)	NB DE GALLE	% DE LA POP. TOT.
GOUREL-SERIGNE + TANTAJI	5277	599	45,1
SOUBALO-TIAYDE	1557	169	13,3
SOUBALO-GANDE	2100	190	17,9
DIAMEL	2025	172	17,6
NAYEL	715	107	6,1
TOTAL	11674	1237	100 %

Dans les quartiers de pêcheurs, les sondages faits en 1972 et renouvelés maintenant sur trois îlots montrent que l'activité agricole est présente dans la presque totalité des unités domestiques et qu'elle est plus importante maintenant qu'il y a 20 ans. En janvier 1990, sur 87 foyers enquêtés, en grande majorité de statuts cubalo ou macudo, 14 seulement n'ont pas d'activités agricoles. Par rapport à 1972 la culture de berge a régressé (à cause de la tension frontalière) mais la culture irriguée dans le PIY est devenue l'activité dominante. Il ne reste que quelques pêcheurs actifs. Quelques familles sont propriétaires de grands troupeaux bovins confiés à des bergers peul dans le jeeri. Dans ces quartiers on rencontre un nombre relativement élevé de retraités et de gens qui font du commerce sur le marché. La faiblesse des revenus monétaires est attestée par l'état des maisons généralement en banco.

Les activités qui font de Matam une petite ville sont concentrées dans les quartiers de Tantaji et de Gourel-Sérigne.

L'activité agricole est minoritaire. Quelques familles seulement ont des terres dans les terroirs traditionnels et peu se sont lancées dans la culture du riz.

Les activités polarisantes sont de plusieurs types. Il y a d'abord les écoles, notamment le collège dont les élèves ne sont pas tous de Matam. Il y a des enseignements coraniques réputés. Nous trouvons le seul cinéma du département.

Les services à vocation départementale y sont localisés mais dont les liens réels avec le milieu rural sont faibles. La SAED implantée depuis une quinzaine d'années fait exception. Avec plus de 60 emplois permanents, dont le plus grand nombre sont tenus par des gens de Matam. Par les moyens importants dont elle dispose elle représente un foyer d'activité et une source de revenus non négligeables.

Les activités artisanales et les ateliers sont regroupés autour du marché; quelques menuiseries, ferronneries et garages, la présence de photographes et de réparateurs de radios.

Il y a surtout le commerce. Le marché de Matam intéresse les villages de la périphérie. Il est fréquenté par des commerçants qui viennent de l'extérieur. On trouve des boutiques spécialisées dans les tissus, dans les matériaux de construction, dans les intrants agricoles.

Le commerce de gros et de demi-gros demeure présent, mais la zone d'influence s'est réduite et les commerçants ont changé. Il n'y a plus guère que les détaillants des proches villages riverains qui viennent s'approvisionner.

A noter, cependant, la création récente de réseaux commerciaux mourides dans le département, centrés à Matam. Jusqu'aux années 1960 le commerce de gros est resté lié à Saint Louis; les succursales de la CFAO, de Buhan et Teisseire, de Peyrissac, de Maurel et Prom, de Nosoco ... sont tenues par des agents originaires de Saint Louis. Elles ont fermé ou ont été reprises dans les années qui ont suivi l'indépendance.

Actuellement on dénombre une dizaine de grands commerçants à Matam, six sont des wolof originaires du Baol, qui ont des entrepôts et des boutiques, et qui approvisionnent des détaillants de même origine implantés dans les principaux villages du département. Les quatre autres grossistes sont originaires du département mais font plutôt figure de détaillants spécialisés.

La conséquence de la spécialisation ancienne dans les activités commerciales et administratives des quartiers de Tantaji et de Gourel-Sérigne est l'importance relative de l'habitat locatif (fig. 13). Celui-ci est absent des autres quartiers. A Tantaji, les maisons de commerce attribuaient dans le périmètre de leur concession des parcelles pour bâtir à certains de leurs agents. A Gourel-Sérigne le lotissement s'est fait sur l'espace délimité par l'administration. Dans ces deux quartiers résident les commerçants et les artisans non originaires de la commune, les agents de l'administration parfois sans leur famille, et aussi beaucoup de retraités. D'où un certain cosmopolitisme et des pratiques de vie plus urbaines.

A l'échelle de la commune, les changements actuels ne favorisent pas la dynamique urbaine.

La mise en exploitation du grand casier va intéresser la population paysanne.

Les emplois publics ne vont pas augmenter: déflation dans l'administration et désengagement de la SAED.

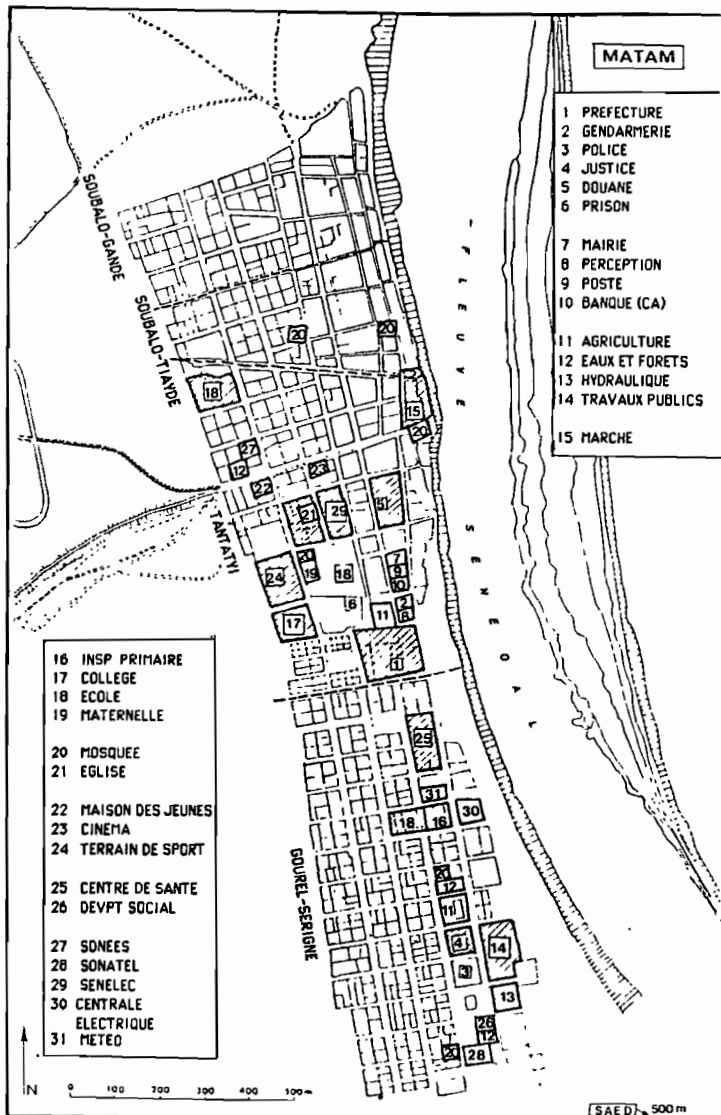
Les taux de scolarisation plus élevés qu'en zone rurale sont un facteur supplémentaire d'émigration des jeunes, semble-t-il.

La reconstruction de la digue-route va améliorer la liaison avec Ouro-Sogui, sans plus. Par contre la tension frontalière, qui persiste, provoque l'arrêt de plusieurs activités vitales. Elle bloque la pêche, prive les gens de Matam de leurs terrains de culture situés en Mauritanie notamment d'une forte proportion de leurs champs de berge. Les habitants des villages de la rive droite ne viennent plus au marché.

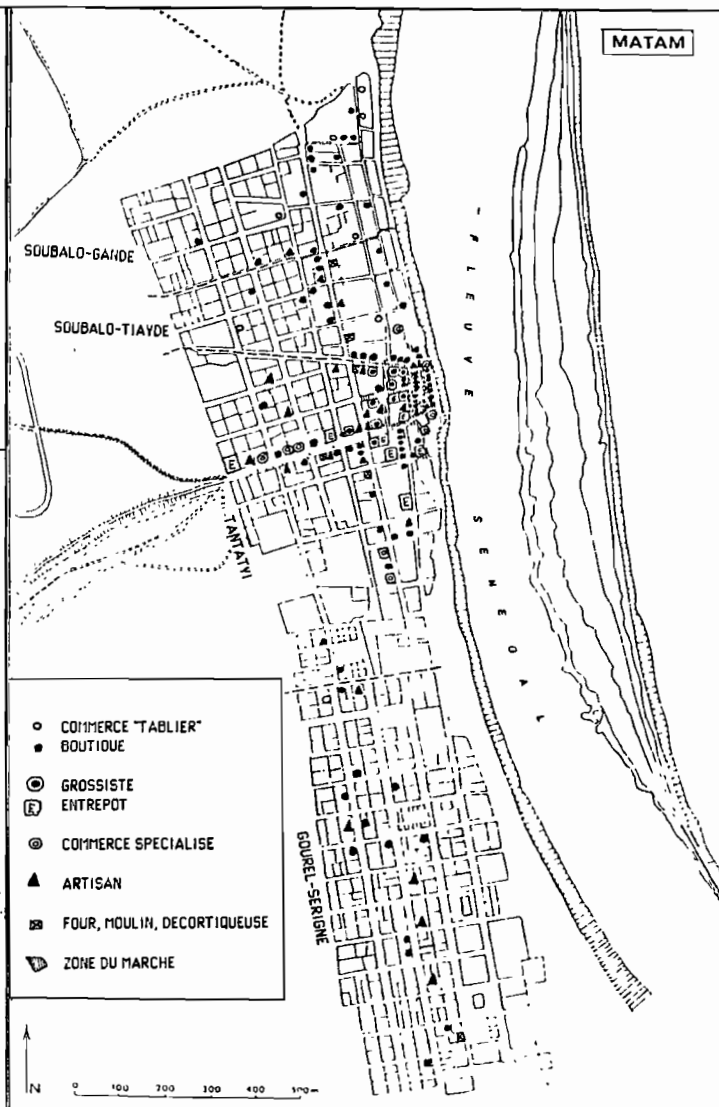
Côté Sénégalais la polarisation des villages du jeeri par le commerce se fait de plus en plus sur Kanel, Ouro-Sogui, Bokidiavé, Tiligne, qui court-circuitent irrémédiablement Matam.

Fig : 13 MATAM

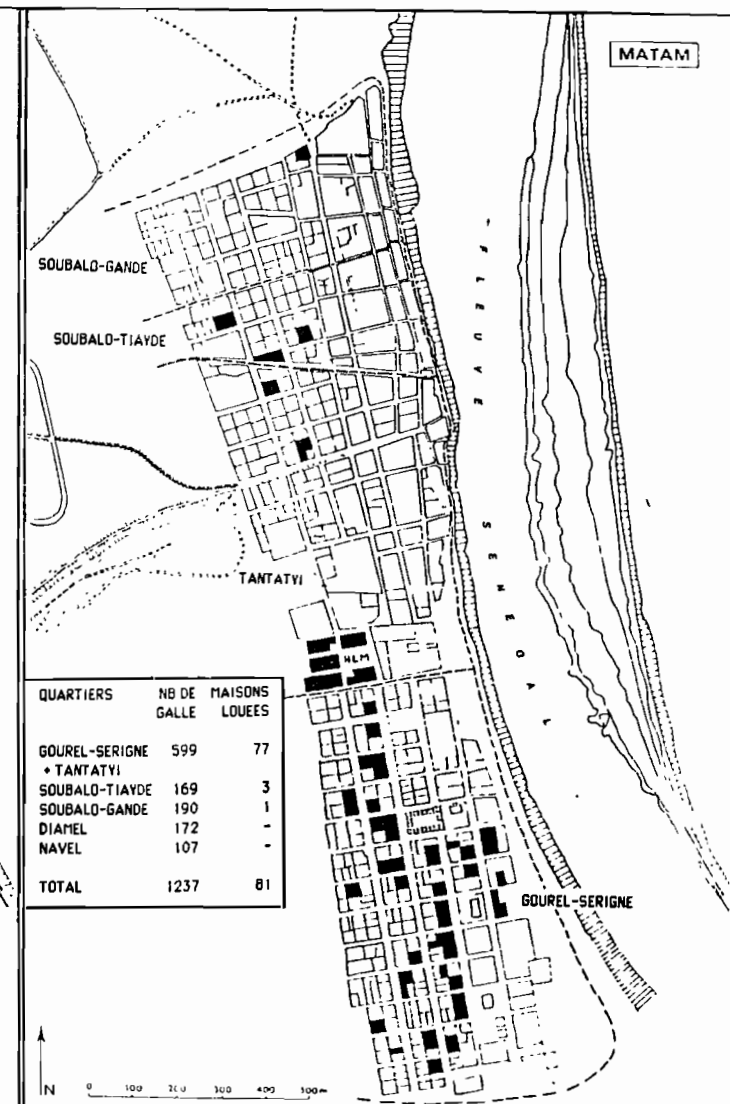
ADMINISTRATION - SERVICES - EQUIPEMENTS



COMMERCE - ARTISANAT



MAISONS EN LOCATION



Ouro-Sogui, vu de Matam c'était ouro-jeeri, autrement dit c'est le village complémentaire situé sur la terre ferme où l'on allait cultiver pendant l'hivernage et où étaient ancrés les troupeaux au moment de la crue. Ouro-Sogui n'a acquis un statut de village qu'au début du XIX^{ème} siècle. Pas de chefferie traditionnelle ni d'aristocratie foncière, le village dispose cependant de superficies importantes en terres de valo.

L'activité agricole reste largement dominante

quartiers	nb total de foyre	foyre ayant une act. agri.
VINDE	232	232
MANGO	260	147
MODERNE 1	97	56
MODERNE 2	149	106
TOTAL	738	541

L'histoire "urbaine" commence à peine à Ouro-Sogui qui a encore le statut de village, mais revendique celui de commune.

Seuls les quartiers périphériques sont lotis et l'habitat y est lâche, mais le village tout entier a maintenant accès à l'eau du robinet et au courant électrique.

Ici la croissance démographique est forte.

La part des activités non-agricoles est croissante. La place des services et de l'administration est moins importante qu'à Matam. Ouro-Sogui n'est que Sous-Préfecture. L'installation ancienne du service départemental de l'élevage et la construction récente de l'hôpital n'ont pas autant contribué au développement du secteur tertiaire que prévu. Il y a aussi le camp militaire.

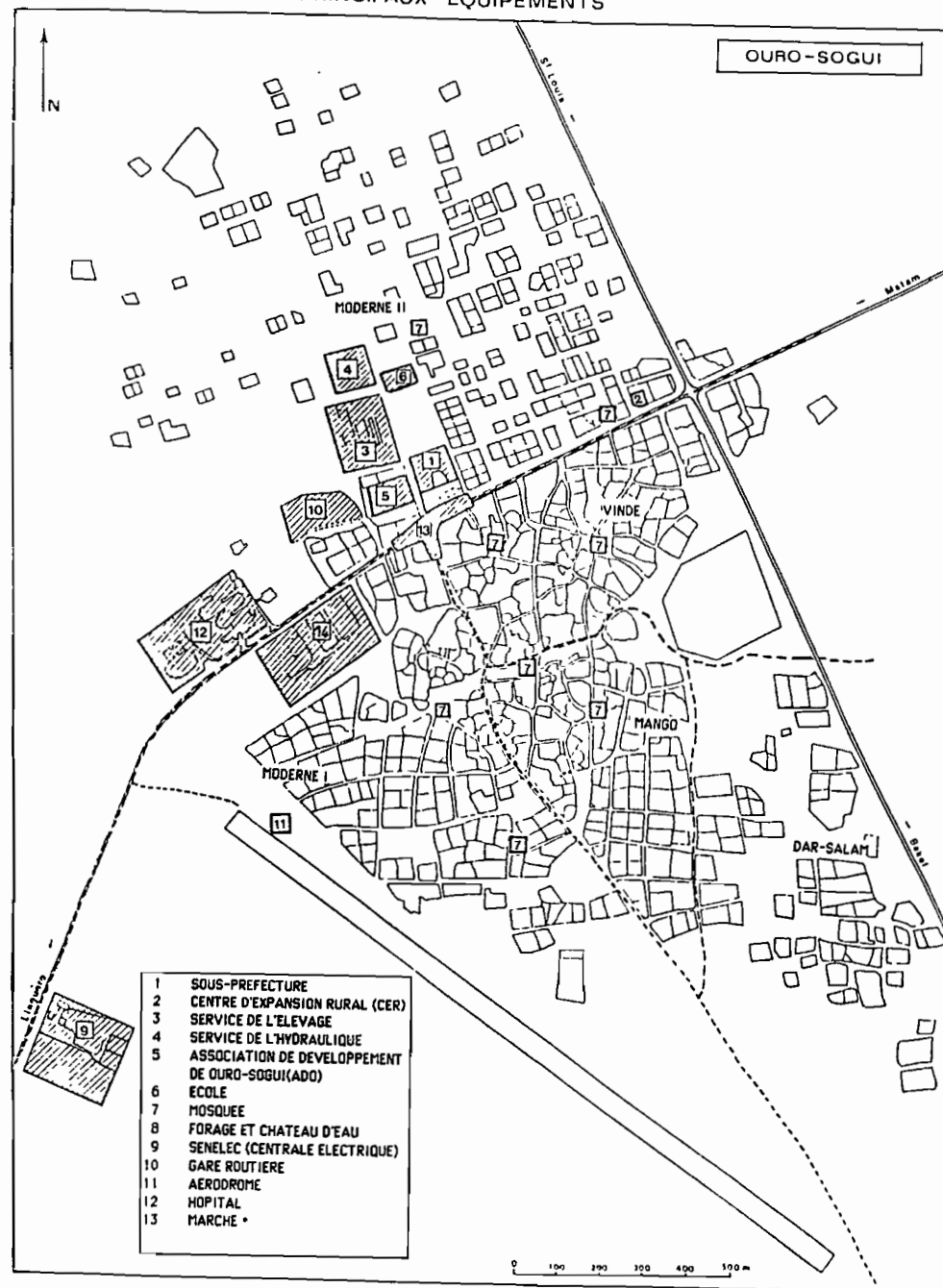
C'est incontestablement l'activité commerciale qui est ici facteur de dynamisme, par l'importance du marché hebdomadaire, le plus fréquenté du département, par les boutiques et l'activité artisanale qui l'entourent. C'est à Ouro-Sogui que le commerce des céréales et du bétail est le plus actif. C'est là que l'on trouve maintenant le plus de commerces spécialisés (matériaux de construction, pièces détachées, tissus, pharmacie), et d'artisanat moderne (menuiserie, ferronnerie, électricité, transistors, photos). Les gens des villages voisins du jeeri, du haut jeeri et du Ferlo qui allaient à Matam faire leur achats s'arrêtent maintenant à Ouro-Sogui.

Les grossistes sont actuellement aussi nombreux qu'à Matam, mais à la différence de Matam il s'agit de gens issus du village, sept sur les neuf que nous avons recensés. A noter cependant que l'un des grossistes wolof de Matam a pu créer un entrepôt et un magasin à Ouro-Sogui.

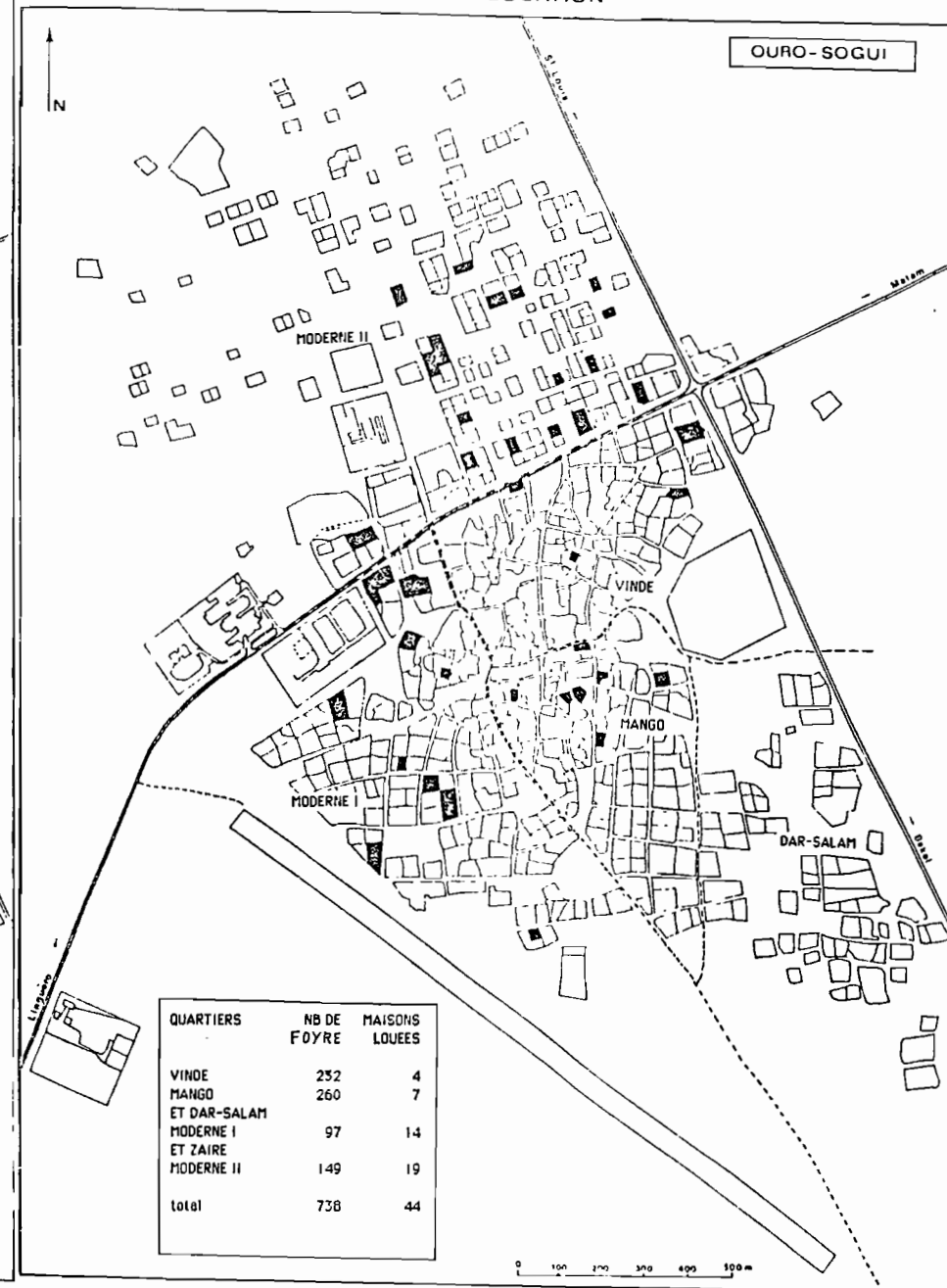
Si le village n'a pas une population aussi cosmopolite que Matam l'animation n'est pas moindre. Elle provient ici de la situation de carrefour. La gare routière est très active, avec les garages, les essenceries, les gargotes à proximité. Ce qui nous rappelle l'intensité du fait migratoire.

Ouro-Sogui et Matam ne sont distants que d'une dizaine de kilomètres. Les échanges ont toujours été intenses et permanents entre les deux bourgs. Ces deux centres semi-urbains apparaissent autant liés que concurrents.

PRINCIPAUX EQUIPEMENTS



MAISONS EN LOCATION



- Le dynamisme des village du jeeri

Le poids des équipements: la route, l'eau et l'électricité

Dans le sahel la question de l'alimentation en eau et de l'enclavement pèsent fortement sur l'évolution des établissements humains.

Très tôt, dès le début de la période coloniale, l'axe fluvial a cessé d'être la voie de communication principale. La piste du jeeri a été consolidée pour devenir un axe de circulation permanent dès les années 1920, mais la liaison directe vers Dakar à travers le Ferlo était aménagée peu après. Même avec la route de jeeri bitumée, une partie du trafic continue à se faire par Linguère. Le fait que la majorité des grossistes et des transporteurs soit originaire de la région de Diourbel contribue certainement à maintenir le trafic sur l'axe central.

Les forages, les adductions d'eau et aussi l'électrification réalisés dans plusieurs villages du jeeri sont beaucoup plus qu'une amélioration du confort. Ce sont des facteurs de développement qui influent sur la santé, qui permettent l'équipement et la modernisation technique à tous les niveaux.

- Les lieux délaissés

La différence s'accroît avec les petits villages de paillottes que l'on atteint en charrette, où l'eau se puise dans des séanes, qui n'ont ni boutiques, ni services. Elle pourrait conduire une partie de la population à se regrouper vers les villages bien équipés et bien desservis, quitte à dresser des campements de culture sur ses champs en hivernage.

L'équipement hydraulique visait dans le Ferlo et le haut jeeri à fixer la population et les troupeaux. Le problème de l'abreuvement du troupeau et de l'accès au pâturage prime sur celui du confort domestique, pour les éleveurs du Ferlo. Il n'est pas étonnant que l'équipement en forages mis en place au cours des années 1980, centré sur l'habitat, ait été souvent délaissé.

V-3 Les relations à distance

- Dakar, Saint-Louis, Touba, les travailleurs émigrés : des relations à distance

Pendant la période coloniale la vie locale était polarisée par Matam. Au cours des dernières décennies la population de la vieille escale de fleuve a stagné alors que les villages du jeeri mais aussi certains du dandemayo connaissent une croissance rapide. A présent le fleuve est une frontière fermée, zone d'insécurité. Matam demeure un chef-lieu administratif. Les activités de commerce et la vie de relation se déplacent vers les gros villages qui jalonnent la route du jeeri ; néanmoins le réseau urbain local demeure embryonnaire.

Depuis l'indépendance, Saint-Louis fait figure de capitale régionale. L'Etat a tenté de lui en donner les fonctions par la création d'équipements et par la construction de la route du jeeri. L'encadrement agricole chargé de promouvoir la culture irriguée y est basé, notamment la SAED.

Mais l'histoire des migrations et l'évolution du commerce montrent que depuis plusieurs décennies le département de Matam s'est tourné vers le Bassin arachidier. La mise en place récente dans le département d'un véritable réseau commercial mouride montre que ces liens peuvent en quelque sorte s'inverser.

Très tôt le Département de Matam a participé à la croissance de Dakar. Nous n'avons pas pu ici analyser dans le détail les relations qu'entretiennent les familles des villages avec leurs parents urbanisés. Nous savons que ces relations sont en permanence actualisées, que la circulation des personnes est incessante, que ces réseaux migratoires sont le support d'échanges économiques diffus mais non négligeables. Par le canal des parents urbanisés on accède au lycée au dispensaire parfois à des emplois dans la capitale. C'est là que les jeunes garçons viennent s'initier à la vie urbaine et découvrir la rudesse d'une formation par les emplois "informels" et le commerce ambulancier. Enfin c'est à Dakar que se font les plus gros investissements, que se construisent les maisons les plus chères, parfois des immeubles, que se développent les entreprises, que se créent les commerces; cela en partie avec l'argent des émigrés ou celui des grands commerçants.

A une autre échelle, il y a les diasporas de travailleurs émigrés génératrices de lointaines insertions urbaines. Les situations semblent de plus en plus précaires. Il faut franchir les frontières et affronter des hostilités de plus en plus manifestes dans les pays d'"accueil". Pourtant les émigrants sont de plus en plus nombreux.

CONCLUSION

Pour expliquer les disparités à l'échelle du département, les avantages liés à la situation géographique sont à reconsidérer.

L'immense Ferlo, avec quelques cultures insulaires dans les étendues cuirassées couvertes d'une végétation arbustive ou buissonnante et une très faible densité de population, demeure un espace de parcours pour les troupeaux des peul. La vie s'organise autour des forages et des points d'eau sans pour autant que la population s'y concentre vu les modes de vie liés à la conduite de l'élevage extensif.

A l'opposé les villages du fleuve situés le long de la frontière n'ont plus accès à la partie de leurs terroirs située de l'autre côté. La pêche est très risquée et la circulation sur le fleuve inexistante ces derniers mois. Autant de facteurs qui menacent la production agricole, entravent le commerce et aggravent l'enclavement. Si cette situation demeure elle va provoquer le déperissement relatif des activités des villages au profit de ceux du jeeri et des transferts d'activités et de familles si l'insécurité persiste.

Les quelques gros centres ruraux du jeeri qui sont placés au croisement des pistes les plus permanentes venant du walo et les plus fréquentées vers le Ferlo, avec la route du jeeri cumulent tous les avantages. L'activité commerciale s'y concentre, favorisant le développement de réseaux de relations avec les villages environnants. Ces tendances devraient s'accroître pour peu que la production agricole s'accroisse dans leur aire d'influence et que l'argent des émigrés continue d'affluer.

La concentration de plus en plus nette des équipements et des services sur les gros villages: forages et adduction d'eau, accès à l'électricité, création de dispensaires et d'écoles et surtout l'essor des marchés et du commerce contribuent à y fixer la population locale et à polariser les déplacements des habitants des petits villages voisins.

La mise en place progressive de périmètres intermédiaires tous localisés à portée de la route et des villages du jeeri va renforcer l'activité sur le jeeri; celui de Hamadi-Dunaré déjà en fonction, ceux de Ndouloumadji et de Kobilu en voie d'aménagement et celui de Matam - Ouro-Sogui dont on attend la mise en exploitation. La mise en culture de ces périmètres sur plusieurs centaines d'hectares exige des fournitures d'intrants, des achats d'équipements. Elle devrait se traduire par la mise en circulation de tonnages importants de céréales et de produits maraîchers, à transformer, à conserver et à commercialiser.

Il n'est pas nécessaire, à cette échelle, de faire appel à des modèles de croissance généralement inopérants et peu aptes à rendre compte des dynamismes réels. Rappelons que la volonté de l'Etat de planifier et d'organiser le développement régional n'a pas donné les résultats escomptés. Nous ne croyons guère à un dynamisme résultant de l'effet démultiplicateur qui suivrait inéluctablement le regroupement de plusieurs équipements et fonctions en un même lieu (Ancey, 1972). Nous en avons observé les effets cumulés. Quant à un inévitable décuplement de l'expansion du fait de la libération des énergies privées, évitons de créer un nouveau rideau de fumée ! Mesurons les dynamismes réels et observons l'évolution de la situation des catégories les plus exposées.

L'accroissement de la production agricole, la diversification maintenue des activités, l'organisation des petits emplois du secteur informel ou des réseaux marchands, peuvent être la source d'un développement local en rapport avec la croissance démographique. On peut espérer que les initiatives qui se multiplient dans de nombreux villages aboutissent enfin à

des résultats suffisamment probants pour qu'une partie de la force de travail trouve intéressant de s'investir sur place.

Mais actuellement la vallée fait figure d'espace éclaté, plus que jamais. En aucun cas l'espace du projet familial ne se limite aux horizons familiers et proches du walo, du jeeri et de la bourgade locale. Combien de temps encore l'agriculture sera-t-elle considérée comme un pis-aller pour ceux qui restent, et le commerce une activité à la mesure de la réussite de ceux qui reviennent ?

Les mesures propres à favoriser le développement local peuvent se déduire des précédentes descriptions, en nous situant dans l'hypothèse du maintien de la crue et des équilibres écologiques qui lui sont liés; c'est à dire d'une maintenance des divers secteurs d'activités actuels.

Il faudrait rappeler la situation des systèmes de culture et d'élevage, et les mesures à préconiser pour accroître la production en améliorant à la fois les rendements et la productivité. Dans la logique des systèmes de production que nous avons constatée ces mesures ne devraient pas se limiter au seul secteur irrigué. Des améliorations importantes sont à rechercher tant pour les cultures de décrue que pour les cultures pluviales et pour l'élevage qui sont les activités dominantes à présent.

Nous insistons ici sur les entraves qui demeurent pour l'activité marchande. Il y a l'enclavement des villages du walo. Les aménagements hydro-agricoles devraient prévoir des pistes à viabilité permanente avec des ponts sur le Dioulol et le Diamel.

Les questions des délais de paiement de la SAED, des délais pour la perception des mandats des émigrés et celle de l'accès au crédit de la CNCAS demeurent en suspens.

Il y a le problème général du stockage, de la conservation et de la transformation de la production, notamment des denrées périssables.

Dans le cadre de la Nouvelle Politique Agricole, différentes options apparaissent possibles. Doit-on financer, équiper, appuyer les associations de producteurs ou des acteurs entreprenants, autrement dit soutenir le plus grand nombre en appuyant les groupements villageois ou bien favoriser les dynamismes individuels de gros producteurs ou de grands commerçants? Le critère de l'"efficacité économique" plaide apparemment en faveur de la seconde option, avec le risque de marginaliser une proportion de plus en plus grande de producteurs, de la réduire à la stagnation voire à la survie, avec plus que jamais comme seule issue l'émigration.

Au-delà des dynamiques agricole, commerciale et surtout migratoire que nous avons identifiées, il nous reste à schématiser les relations villes-campagnes dont nous avons tenté de rendre compte.

On peut se référer à l'image très commode de l'abeille et de l'araignée, la régularité alvéolaire suggérant la trame des villages et des terroirs du tissu rural, tandis que l'araignée au centre de sa toile évoque les réseaux et les flux convergeant vers la ville.

Le tissu rural apparaît ici très complexe. On n'a pas la simplicité et la régularité du maillage en terroirs villageois que l'on rencontre habituellement dans les campagnes sahélo-soudanaises. Nous avons des villages de toutes les tailles et de toutes les apparences. Au niveau supra-villageois, la trame ancienne des leydi demeure. C'est souvent encore dans les limites de ces territoires agro-hélio-pastoraux où s'organisait l'essentiel de la vie de relation que s'expriment les complémentarités des systèmes agricoles.

Maintenant de gros villages centralisent localement l'activité commerciale. Ils sont situés, pour la plupart, sur l'axe routier du jeeri.

Mais il n'y pas de ville secondaire présentant de véritables fonctions urbaines, qui polariseraient tout l'espace régional. Matam est de moins en moins en situation de jouer ce rôle. Ce niveau urbain intermédiaire n'existe pas dans la moyenne vallée en rive sénégalaise.

Dakar est le centre des réseaux migratoires. L'agglomération dakaroise est l'origine ou l'aboutissement des flux économiques et des relations à distance qu'ils induisent. C'est le plus souvent à Dakar que les gens du fleuve trouvent les équipements dont on ne peut doter les villages. C'est à Dakar que depuis plus de cinquante ans maintenant les jeunes du Fouta-Toro découvrent la vie urbaine.

Bibliographie

- Ancay (G.) - 1970
L'influence d'un centre urbain sur la zone environnante. L'exemple de Bouaké-Broba (Côte d'Ivoire)
Cahiers de l'ORSTOM ser. Sci. Hum. vol. VII, n°4, pp. 49-78
- Appleby (G.) - 1988
The Informal Sector in Sahelian Market Towns: Its Organisation and Operation in Temporal and Spatial Perspective, with recommendations for Feasible Development Interventions
In "The informal sector in the Sahel"
Robert R. Nathan associates, inc. 14 p. multig.
- Baltzer (P.) - 1988
Note sur l'évolution du projet hydro-agricole du lac de R'kiz, 1985 à 1988.
Nouakchott, SONADER, 12 p. multig.
- Baris (P.), Couty (Ph.) - 1981
Prix, marchés et circuits commerciaux africains
Paris, INSEE-AMIRA, n° 35, 52 p. multig.
- Beauval (Y.) - 1989
Etude des conditions de rentabilité des exploitations agricoles privées en cultures irriguées
Paris, GRET, 34 p. et annexes, multig.
- Berger (F.), Bocoum (A.) - 1984
La filière des produits maraîchers dans la zone de Matam (Sénégal).
Dakar : AFYP, IEDES. 29 p. multig.
- Boutillier (J.L.) et al. - 1962
La moyenne vallée du Sénégal
Paris : PUF, 365 p
- Boutillier (J.L.), Schmitz (J.) - 1987
Gestion traditionnelle des terres (système de décrue, système pluvial) et transition vers l'irrigation. Le cas de la vallée du Sénégal.
ORSTOM, Cah. Sci. Hum. - vol 23 - Nos 3 et 4, pp. 533-554
- Bugnicourt (J.) - 1979
L'administration rurale en Afrique peut-elle devenir l'instrument d'un véritable développement?
Dakar, ENDA, 43p. multig
- Camara (C.) - 1968
Saint Louis du Sénégal. Evolution d'une ville en milieu africain
Dakar, IFAN, Coll. Initiations et Etudes Africaines n° XXIV, 292 p.
- Cellule Après-Barrage - 1987
Le développement des petites et moyennes entreprises dans la période de l'Après-Barrages.
Séminaire sur le rôle des ONG dans le cadre de l'Après-Barrages 10-13 juin 87, St Louis Document C.A.B
- Champaud (J.), Lombard (J.) et Sivignon (M.) - 1985
Villes secondaires et développement régional au Sénégal
Paris, ORSTOM, 71 p. multig.
- CIRAD - 1987
Aménagements hydro-agricoles et systèmes de production dans la vallée du fleuve Sénégal
Montpellier. Cah. de la Recherche-Développement, n° 12, 77 p.

- Colvin (L.G.) et al. - 1980
Les migrants et l'économie monétaire en Sénégambie
USAID/University of Maryland Baltimore County. 327 p. multig.
- Condé (J.) Diagne (P.S.) - 1983
Les migrations internationales nord-sud. Etude de cas: les migrants maliens, mauritaniens et sénégalais de la vallée du fleuve Sénégal en France.
Bamako, CILSS-Institut du Sahel, 253 p. multig.
- David (Ph.) - 1980
Les navétanes. Histoire des migrants saisonniers de l'arachide en Sénégambie des origines à nos jours.
Dakar-Abidjan, N.E.A., 525 p.
- Delaunay (D.)
De la captivité à l'exil
Paris, ORSTOM, Coll. Travaux et Documents n° 174. 217 p.
- Diemer (G.), Van Der Laan (E.) - 1987
L'irrigation au Sahel
Paris. Ed. Karthala/CTA. 226 p.
- Diop (A.B.) - 1965
Société toucouleur et migration. L'immigration toucouleur à Dakar
Dakar, IFAN, Coll. Initiations et Etudes N° XVIII, 232 p.
- Engelhard (Ph.) - 1986
Enjeux de l'après-barrage. Vallée du Sénégal
Dakar, ENDA et Min. Coop. Rep. Française, 632 p.
- Fiéloux (M.) - 1979
Socio-economic Study in the Damga Region (Senegal River).
Workshop on Sahelian Agriculture. Purdue University, Department of agricultural Economics, 36 p. multig.
- Gaye (M.), Thiéba (D.) - 1990
Associations paysannes et commerce céréalier
Dakar, ISRA-INODEP, 93 p. multig
- IDA - 1989
Senegal River Basin Monitoring Activity
Binghamton, sans pag.
- IDA - 1989 (a)
Suivi des activités agricoles dans la moyenne vallée du Sénégal.
Rapports de Magistro J., Niasse M., Nuttall Ch..
Binghamton, sans pag.
- IDA - 1989 (b)
Suivi des activités agricoles dans la moyenne vallée du Sénégal.
Rapports de Magistro J., Niasse M., Nuttall Ch..
Binghamton, sans pag.
- Kane (A.) - 1977
Matam et sa région.
Université de Dakar. Thèse de 3ème cycle, multig.
- Kane (F.), Lericollais (A.) - 1972
L'émigration en pays soninké
Cahiers ORSTOM, vol. XII n° 2, pp. 177-187
- Kops (D.W.) - 1982
Causes of growth and decline of small urban centers, consequences for rural development. The example of the Senegal river valley.
Ph. D., Department of City and Regional Planning.
Cornell University

- Lebloas (J.) - 1984
Hydro-agricultural development of the Dirol plain
Dakar, USAID
- Legendre (B.) - 1989
Le suivi du marché d'Oréfondé (Département de Matam, Sénégal)
Année 1988
Bureau d'Etudes "semis", Pété, Dpt de Podor, 68 p. multig.
- Lericollais (A.) - 1975
Peuplement et migration dans la vallée du Sénégal.
Cahiers ORSTOM, vol. XII n° 2, pp. 123-135
- Lericollais (A.) et Diallo (Y.) - 1980
Peuplement et cultures de saison sèche dans la vallée du Sénégal
Paris, ORSTOM, Coll. Cartes et Notices n° 81
- Lericollais (A.), Schmitz (J.) - 1984
La houe et la calebasse. Techniques et outils des cultures de décrue dans la vallée du Sénégal.
Cahiers ORSTOM, Serie Sci. Hum., vol XX, n° 3-4, pp. 427-452.
- Lericollais (A.), Vernière (M.) - 1975
L'émigration toucouleur: du fleuve Sénégal à Dakar
Cahiers ORSTOM, vol. XII n° 2, pp. 161-175.
- Minvielle (J.P.) - 1985
Paysans migrants du Futa Toro (vallée du Sénégal)
Coll. Travaux et Documents de l'ORSTOM No 191
Paris, ORSTOM, 282 p.
- Morris (M.L.) - 1987
Cereals marketing in the Sénégal river valley
Dakar, Doc. ISRA/MSU, doc. multig.
- Niasse (M.) - 1987
Les acteurs fonciers de l'après-barrages (rive gauche du fleuve Sénégal) :
pesanteurs, tensions, tendances.
Thèse de 3e cycle en Sciences de l'environnement
Dakar, Université Cheikh Anta Diop.
- Niasse (M.) - 1990
Les périmètres irrigués villageois vieillissent mal. Les paysans se
désengagent-ils avec la SAED ?
Document inédit, 12 p. multig.
- Nuttall (Ch.) - 1989
Les associations villageoises de développement dans la moyenne vallée du fleuve
Sénégal.
Paris, Annales de Géographie, pp. 302-321
- Nuttall (Ch.) - 1989
Occupation de l'espace, mutation et développement dans la moyenne vallée du
fleuve Sénégal. Cas de l'arrondissement d'Ouro-Sogui, département de Matam,
Sénégal.
Thèse de doctorat en Géographie
Université de Rouen, 459 p. plus 20 p. annexes et 6 cartes h.t.
- OMYS - 1980
Etude socio-économique du Bassin du Fleuve Sénégal
Partie C L'introduction de la culture irriguée
Partie D Le milieu urbain et les relations ville/campagne
Dakar, Saint Louis, OMYS. Documents multig.

- Quédraogo (I.) - 1989
Les relations entre les villes-marchés et le développement agricole dans le cadre de la nouvelle politique agricole au Sénégal.
Yamoussoukro, "conférence de l'Afrique sub-saharienne sur les villes marchés et le développement rural : relations économiques et sociales"
Office of Housing and Urban Programs / USAID, pp. 63-77
- Reboul (Cl.) - 1982
Des barrages contre le développement ? Contribution à l'étude des projets d'aménagement de la vallée du fleuve Sénégal.
Paris, INRA et UGTSF, 148 p. multig.
- Rijks (D.A.) - 1976
Agroclimatologie
Rome, Projet PNUD-FAO pour l'OMVS, 89 p. multig.
- Rochette (C.) - 1974
Le bassin du fleuve Sénégal
Coll. Monographies hydrologiques
Paris, ORSTOM
- Rondinelli (D.A.) - 1989
Les villes marchés et le développement rural : mise en place de liaisons villes-campagnes
Yamoussoukro, "conférence de l'Afrique sub-saharienne sur les villes marchés et le développement rural : relations économiques et sociales"
Office of Housing and Urban Programs / USAID, pp. 81-97
- SAED - 1987
Bilan hivernage 1986/1989
SAED, Délégation de Matam, 33 p. multig.
- SAED - 1989
Troisième lettre de mission du Gouvernement du Sénégal à la SAED
St Louis SAED
- Santoir (c.) - 1983
Raison pastorale et politique de développement : les Peuls sénégalais face au développement.
Paris, ORSTOM, Coll. Travaux et documents, N° 166, 185 p.
- Sar (M.) - 1973
Louga et sa région (Sénégal) Essai d'interprétation des rapports ville-campagne dans la problématique du développement.
Dakar, IFAN, Coll. Initiations et Etudes Africaines n° XXX, 308 p
- Schmitz (J.) - 1979
Un essai de généalogie historique Territorialité, segmentarité et différenciation statutaire dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal
Dakar, ORSTOM, doc. inédit 95 p. multig
- Schmitz (J.) - 1986
L'état géomètre : les leydi des peul du Fuuta Tooro (Sénégal) et du Massina (Mali)
Paris, Cahiers d'Etudes Africaines n° 103, pp. 349-394
- Seck (A.) - 1965
Les escales du fleuve Sénégal
Dakar, Rev. de Géographie de l'Afrique Occidentale, n° 1-2, pp. 71-118
- Seck (S.M.) - 1981
Irrigation et aménagement de l'espace dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal
Université de Saint-Etienne. Thèse de Doctorat d'Etat, 625 p. multig.

Thioune (M.) - 1983

Etude comparative culture de jeeri et culture PIY dans la vallée du fleuve
Sénégal

Dakar, ORSTOM, 116 p. multig.

Wane (Y.) - 1969

Les Toucouleur du Futa Touro (Sénégal). Stratification sociale et structure
familiale.

Dakar, IFAN, Coll. Initiations et Etudes Africaines n° XXV, 250 p.

Weigel (J.Y.) - 1982

Migration et production domestique des Soninke du Sénégal

Paris, ORSTOM, Coll. Travaux et Documents, No 146, 137 p.

ANNEXES

- **Questionnaire foyre**
- **Questionnaire boutique**
- **Tableau pluriactivité**

Q-F 1 - ENQUETE FOYRE - IDA MATAM, A. LERICOLLAIS

Date:	Village:	Quartier:	Enqueteur:
J Galle:	J Foyre:	Ethnie:	Caste:
Titre:			
POPULATION			
Pop role:	Inactifs H: F:	Actifs H: F:	Actifs G: F: Enfants G: F:
ACTIVITES AGRO HALIO PASTORALES 1988 1989: (nombre de parcelles ou animaux)			
Waalo:	Falo:	Fonde:	Jeeri H: F: PIV H: CSF: CSC: Jardin:
Bovin:	Ovin caprin:	Chevaux:	Anes: Peche H: F:
Ceuillette	Gomme:	Jujube:	Autres: Charbon bois:
Equipements	Charrue:	Charette:	Pirogue: GMP: Moulin a mil:
Autres:			
ACTIVITES NON AGRICOLES AU VILLAGE (a preciser)			
Artisan statutaire actif:		Courtisan actif:	
Artisan moderne:		Tacheron: Salarie:	
Commerce mixte	Tablier H: F:	Boutique H: F:	Boutique frigo H: F:
Etal sur march	H: F:	Ambulant H: F:	
Commerce specialise	Magasin:	Produit agri:	Tefanke:
Transporteur:	Autres:		
Autres revenus	Rentes:	Redevances:	Loyers: Autres:

ACTIVITES HORS ZONES

NOM	P. !	OU	! DUREE	EMPLOI	ENVOI	! UTILISATION
-----	------	----	---------	--------	-------	---------------

PERSONNES EMPLOYEES PAR LE FOYRE

NOM	P. !	Nbre jour	ACTIVITES	REMUNERATION
-----	------	-----------	-----------	--------------

Q-F 2 - ENQUETE FOYRE , CODIFICATION**Identification du foyre**

Il y a un code à trois lettres (une pour l'arrondissement, deux pour le village) suivi d'un numéro à 4 chiffres pour désigner le foyre. Le nom du chef de foyre est écrit en clair. Son ethnie, son groupe statutaire, et éventuellement son titre sont codés.

ACTIVITES	FICHER COMPLET	FICHER SIMPLIFIE
AGRICULTURE		
walo	WA	WL
falo	FA	FL
fonde	FO	FD
jeeri	JH, JF	JE
irrigué	PH, PF, PC	IR
jardin	JA	JD
elev bovins	BOV	EB
ovins-caprins	COV	EC
pêche	PE	PR
cueillette	CG, CJ, CX	CE
animal de trait	CA, CH	-
charrette	H	TC
houe, charrue	C	TH
COMMERCE, ARTISANAT		
SALARIAT (local)		
artisan	AS, AM, TA,	AT
courtisan	CA	AT
salarié	SA	SL
micro commerce	TH, TF, EF, EH, TE	CP
boutique	BH, BF, FH, FF,	CM
transport	TR	TP
rente	RT, RE, LO	RR
MIGRANT		
au Sénégal	DKR, SEN	MS
en Afrique	GAB, CDI, ADA, ACA	MA
en Europe	FR, CE, XX	ME
employé (par le foyre)	PE	IE

Q-B 1

QUESTIONNAIRE "BOUTIQUE" - IDA MATAM, M. SELLA

Questionnaire: Hiérarchisation des boutiques

Village_____ Date _____ Enquêteur _____

Nom de boutiquier_____

Gestionnaire? Y/N Pour qui (ajouter village)?_____
Ethnie?_____Locataire? Y/N Nom Propriétaire?_____
Village Propriétaire?_____
Prix Location?_____

Date de création de la boutique?_____

Nombre d'employés dans la boutique?_____

Liens avec le boutiquier?_____

Retribution?_____

Est-ce que le boutiquier a d'autres boutiques? Y/N

Village	Date de création
_____	_____
_____	_____
_____	_____
_____	_____

Lesquels des produits suivants est-ce que la boutique vend?

petrole _____	riz _____	tissus/couvertures _____
sucre _____	the _____	conserves _____
savon _____	cigarettes _____	oignons _____
lait _____	huile _____	pommes de terre _____
café _____	vêtements _____	gaz _____
	chaussures _____	
	piles _____	
	emailles _____	
	crèmes _____	
	lampes à _____	
	petrole _____	

Est-ce qu'il y a un frigidaire dans la boutique?_____

Quelle est la date de son acquisition?_____

Est-ce que la boutique a un pièce pour le stockage?_____

La location?_____ Prix?_____

Q-B 2

QUESTIONNAIRE "BOUTIQUE"

Qui vient fournir la boutique:

Montant

Nom commerçant	Nature produit	Origine	Frequence (1989)	dernier achat
-----	-----	-----	-----	-----
-----	-----	-----	-----	-----
-----	-----	-----	-----	-----
-----	-----	-----	-----	-----
-----	-----	-----	-----	-----

A quelles boutiques le commerçant va s'approvisionner:

Montant

Nom commerçant	Village	Nature Produit	Frequence (1989)	dernier achat
-----	-----	-----	-----	-----
-----	-----	-----	-----	-----
-----	-----	-----	-----	-----
-----	-----	-----	-----	-----
-----	-----	-----	-----	-----

Est-ce que la boutique fait du commerce avec des produits locaux?

Agricoles:

Samine	-----
Suuna	-----
Fela	-----
Niebe	-----
Mais	-----
Riz caynis	-----
Podde	-----
Autres	-----

Cueillette:

Jufube	-----
Gum arabic	-----
Bois	-----
Charbon	-----
Autres	-----

Artisanaux:

Tissus	-----
Calebasses	-----
Outils	-----
Agricoles	-----
Autres	-----

Q-6 3

QUESTIONNAIRE "BOUTIQUE"

Autres Activites/Equipements (foyre de boutiquier):

Activites/Equipements Agro-Halio-Pastoraux 1988-1989 (nombre de parcelles, animaux, ou pieces d'equipement):

Waalo	-----	Bovins	-----	Charrue	-----
Falo	-----	Ovins/cap	-----	Charrette	-----
Fonde	-----	Chevaux	-----	Piroque	-----
Jeeri (hommes)	-----	Anes	-----	GMP	-----
Jeeri (femmes)	-----			Moulin	-----
PIV	-----			Autres	-----
Jardin	-----				

Combien de batiments/constructions appartiennent au boutiquier?

Type batiment	Date creation
-----	-----
-----	-----
-----	-----

Est-ce que le boutiquier s'engage dans la location?-----

	Nombre	Villages/Villes	Prix Location
Chambres	-----	-----	-----
Maison	-----	-----	-----
Autres	-----	-----	-----

Est-ce que le boutiquier fait du transport?-----

Types	Nombre		Routes
Vehicules	Vehicules	Marchandise	Parcourus
-----	-----	-----	-----
-----	-----	-----	-----
-----	-----	-----	-----
-----	-----	-----	-----

Est-ce qu'il y a d'autres entreprises dans lesquelles le boutiquier s'est engage?----- Preciser les entreprises?

LEGENDE

EFFECTIFS

FOY: nombre de foyer

POT: nombre total d'habitants

STATUTS

maure

mha: haratin

haalpular

pcu: cubalo pce: cedo pto: toorodo ppu: pulo

pnj: nyenyo, jawando pma: macudo ppx: autre haalpular

snk: soninke

wol: wolof

ACTIVITES

Agropastorales

WL: culture de décrue du walo

FL: culture de berge

JF: culture d'hivernage dans le jeeri ou sur le fonde

IR: culture du périmètre irrigué

JD: culture de jardin

EB: élevage bovin (plus de 5 têtes)

EP: élevage des ovins et des caprins (plus de 5 têtes)

PR: pêche

CE: cueillette principalement de la gomme

T AP: nombre cumulé d'activités agro-pastorales pratiquées par les foyer

artisans, commerçants et salariés

AT: artisans ou emploi indépendant

SL: salarié

CC: commerçant

RR: rentier

émigres

MS: émigré actif au Sénégal

MA: émigré actif dans pays d'Afrique Centrale et Occidentale

ME: émigré actif en Europe, USA

NAT: nombre cumulé de toutes les activités pratiquées par les foyer

TABLE DES FIGURES

fig. 1 PEUPLEMENT et RESEAUX DE RELATIONS

fig. 2 L'EMIGRATION

fig. 3 REPARTITION ET CROISSANCE DU PEUPLEMENT

fig. 4 CULTURES DE DECRUE

fig. 5 CULTURES IRRIGUEES ET JARDINS

fig. 6 PLURIACTIVITE ET GROUPES STATUTAIRES

fig. 7 ACTIVITES DES FOYRE

fig. 8 LES MARCHES DE TIEMPING, ODOBERE, TIALI ET KANEL. ORIGINES DES VENDEURS

fig. 9 LES COMMERCE. IMPLANTATION ET POLARISATION

Fig. 10 POLARISATION PAR LES COMMERCE

fig. 11 LES ECOLES

fig. 12 LES EQUIPEMENTS POUR LA SANTE

fig. 13 MATAM

fig. 14 OURC-SOGUI

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	page 2
INTRODUCTION	4
I - DYNAMIQUE DU PEUPLEMENT	6
I-1 Les fondements de l'organisation sociale	6
I-2 Unités résidentielles et mobilité saisonnière	7
I-3 Les réseaux migratoires	10
I-4 La croissance différentielle des villages	12
II - EVOLUTION DE LA PLURI-ACTIVITE	17
II-1 Maintien des cultures de décrue	17
II-2 Le peem	20
II-3 Le développement du secteur irrigué	25
II-4 Les jardins des femmes	26
II-5 L'élevage	27
II-6 Signification de la pluri-activité	28
III - LES ECHANGES ET LES RESEAUX COMMERCIAUX	34
III-1 Les produits et les prix	34
III-2 Les commerçants	36
III-3 Echanges et rapports statutaires	37
III-4 L'essor des marchés ruraux	39
III-5 Les boutiques	45
III-6 L'extension de l'activité artisanale	46
III-7 La polarisation par le commerce	47
IV - LES FONCTIONS D'ENCADREMENT ET DE SERVICE	50
IV-1 L'encadrement agricole pour le développement	50
IV-2 Les actions de formation	52
IV-3 Pour la santé	56
V - L'ORGANISATION DE L'ESPACE REGIONAL	59
V-1 La nouvelle carte agricole	59
V-2 Le dynamisme différentiel des centres ruraux	60
V-3 Les relations à distance	67
CONCLUSION	69
BIBLIOGRAPHIE	71
ANNEXES	76
TABLES	84
SOMMAIRE	85

Lericollais André, Sella M., Magistro J., Niasse M.,
Nuttall C. (1990).

Les relations villes-campagnes dans le département de
Matam.

Dakar : ORSTOM, 85 p. multigr.